

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL

PROGRAMME 212

RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT

DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2021

SOUTIEN DE LA POLITIQUE DE LA DÉFENSE



PROGRAMME 212
Soutien de la politique de la défense

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Isabelle SAURAT

Secrétaire générale pour l'administration

Responsable du programme n° 212 : Soutien de la politique de la défense

Le programme 212 finance les politiques transverses au ministère, notamment :

- le pilotage des politiques transverses au ministère : finances, accompagnement des ressources humaines et gestion de la masse salariale, immobilier et programmation d'infrastructures tertiaires, logement, politiques culturelle et éducative, fonction juridique, achats hors armement, systèmes d'information, d'administration et de gestion (SIAG), accompagnement des restructurations ;
- la réalisation de prestations de soutien aux personnels et aux services du ministère : action sociale, reconversion, gestion du personnel civil, soutien immobilier et de l'administration centrale ;
- la mission générale de modernisation de l'administration au service de l'ensemble des projets du ministère.

Ressources humaines : rémunérations, recrutement, formation et reconversion

Déclinant la trajectoire fixée par la loi de programmation militaire (LPM), la politique des ressources humaines s'applique dans les domaines des rémunérations, du recrutement, de la formation, de la condition du personnel, de l'action sociale, des parcours de carrière comme de la reconversion du personnel.

2021 a été marquée par un pilotage fin de la **masse salariale** du ministère permettant une exécution budgétaire à l'euro près sur le périmètre T2 hors CAS Pensions. La gestion s'est caractérisée notamment par des ressources en hausse provenant principalement des attributions de produit du service de santé des armées au titre de la garantie de ressources mise en place dans le cadre de la crise sanitaire.

Trois mesures emblématiques ont été mises en œuvre en 2021 :

- les mesures du « Ségur de la santé » ont été déclinées au ministère des Armées pour un coût total de 19 M€ hors CAS Pensions. La majeure partie de ce surcoût est liée à la mise en place d'un complément de traitement/solde indiciaire en faveur des personnels exerçant leur activité au sein des HIA ;
- la première étape de la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM), à savoir **l'indemnité de mobilité géographique du militaire (IMGM)** dont les dépenses sont conformes aux prévisions initiales (76,5 M€). L'IMGM s'inscrit pleinement dans l'objectif d'un système indemnitaire des militaires plus lisible et mieux adapté aux besoins des armées, directions et services ;
- différentes mesures bas salaires ont été mises en œuvre au cours de la gestion 2021 telles qu'une revalorisation des bas indices (à compter du 1^{er} avril) et deux hausses du SMIC (au 1^{er} janvier et au 1^{er} octobre) pour un coût total estimé à 6 M€.

S'agissant des effectifs, la crise sanitaire a rendu moins prévisibles les départs. Ces derniers étaient moindres en 2020 mais ont augmenté en fin d'année 2021 avec la reprise économique. Ce phénomène, ainsi que celui de l'exigence qualitative des recrutements, expliquent pour partie la non réalisation du schéma d'emplois 2021 à hauteur de 718 ETP. Le ministère a prévu de rattraper ce retard en 2022 en sus de son schéma d'emplois prévu en loi de finances initiale.

Par ailleurs, le programme 212 a contribué au plan gouvernemental « un jeune, une solution » avec le recrutement d'apprentis et le financement de leur formation, principalement dans les filières en tension avec pour certains un recrutement à l'issue de leur contrat d'apprentissage. La valorisation du vivier des apprentis au sein du ministère des armées sera poursuivie en 2022, en s'appuyant sur l'analyse des données et les besoins des grands employeurs, notamment dans le cadre des futurs plans de recrutements et la préparation aux concours.

Sur le volet social, l'accroissement de l'offre de garde d'enfant et de l'accompagnement vers l'emploi des conjoints ont permis de répondre favorablement aux attentes des agents et de leurs familles. La visibilité et la simplicité d'accès aux

services et prestations facilitées par les espaces ATLAS ainsi que la digitalisation des demandes de prestations sur le site e-social des armées ont facilité significativement les démarches des usagers.

Infrastructure : la poursuite de la montée en puissance des plans hébergement et lycées pour l'amélioration des conditions de vie des usagers

La gestion 2021 se caractérise principalement par la poursuite de la montée en puissance des programmes phares constitutifs de l'axe 1 de la LPM « à hauteur d'homme » que sont :

- le plan hébergement qui vise à améliorer les conditions de vie en enceinte militaire, principalement au profit des militaires du rang. En 2021, 2882 nouvelles places répondant aux standards rénovés ont été livrées avec des effets positifs au sein des bases de défense, en particulier pour celles où la tension du marché locatif est forte ;
- l'amélioration des capacités et de l'état technique des logements familiaux. Sur ce point, la préparation et la finalisation en 2021 du contrat de concession « Ambition Logement » a permis son engagement début 2022 ;
- le plan lycées de la défense pour améliorer l'environnement direct des usagers.

Développement durable : plusieurs réalisations cofinancées avec le Plan de relance de l'Etat

En 2021, trois nouveaux contrats de performance énergétiques ont été engagés en lien avec le PRE, sur les sites de Gap, Castelsarrasin et Mourmelon en vue de réduire l'empreinte énergétique, conformément à la stratégie ministérielle de performance énergétique.

Numérique : une transformation au service des enjeux ministériels qui se poursuit

Plusieurs réalisations majeures ont été menées en 2021 parmi lesquelles l'adaptation de Source Solde à la mise en œuvre de la NPRM et la notification du SI SPARTA (système du parcours du recrutement des armées) dont l'enjeu vise à assurer une meilleure adéquation entre les attentes réciproques des employeurs et des futures recrues, pour limiter les ruptures de contrat.

Par ailleurs, le ministère des armées a lancé également en 2021 une réflexion autour du futur système d'information de gestion des ressources humaines (SIRH) ministériel avec pour objectifs la simplification et la rationalisation des outils, l'apport de nouveaux services au bénéfice des administrés et des employeurs, des gestionnaires et des DRH, et du pilotage des RH et de la masse salariale.

Les achats, levier d'efficacité et de qualité

La politique d'achat ministérielle adoptée en 2019 est mise en œuvre dans le cadre d'un plan d'action triennal 2020/2022, avec pour objectif fondamental de concourir de manière déterminante à l'efficacité opérationnelle de nos forces armées.

Elle vise d'une part à optimiser la fonction achats dans son organisation, ses ressources humaines et ses outils et d'autre part à renforcer la démarche et l'autonomie stratégique, la conduite d'une politique fournisseur dynamique et le soutien au tissu économique.

La crise sanitaire a démontré la capacité de la fonction achats du ministère à faire preuve de résilience, par sa robustesse, sa fiabilité, sa flexibilité, et ainsi la nécessité de disposer d'un système d'achat complet, conférant une autonomie suffisante à partir de services acheteurs à même de répondre en situation économique contrainte.

Archives, culture et politique muséale : une année 2021 toujours marquée par les effets de la crise sanitaire

Comme pour les autres opérateurs culturels français, l'année 2021 a été marquée pour les trois musées sous tutelle du ministère par les effets économiques persistants de la crise sanitaire qui ont pénalisé la mise en œuvre effective des ambitions initiales des COP. Fermés pendant près de 3 mois, les musées ont été privés de recettes d'exploitation à l'exception du musée national de la Marine pour l'emprise du Palais de Chaillot, déjà fermé en raison des travaux de rénovation en cours. La dégradation des ratios économiques et financiers a nécessité en fin de gestion un accompagnement budgétaire complémentaire.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Réussir la transformation du ministère et garantir les grands équilibres portés par la LPM

INDICATEUR 1.1 : Taux de reclassement du personnel militaire

INDICATEUR 1.2 : Taux de renouvellement des emplois primo-contractuels - Armées

OBJECTIF 2 : Mettre les infrastructures à la disposition des forces armées en maîtrisant les coûts et les délais.

INDICATEUR 2.1 : Respect des délais et des coûts des grands projets d'infrastructure

OBJECTIF 3 : Rationaliser le développement des projets informatiques

INDICATEUR 3.1 : Respect des délais et des coûts des projets informatiques

OBJECTIF 4 : Renforcer l'efficacité du soutien sur des fonctions cibles

INDICATEUR 4.1 : Efficacité de la gestion des ressources humaines

INDICATEUR 4.2 : Efficacité immobilière

INDICATEUR 4.3 : Efficacité de la fonction achat

INDICATEUR 4.4 : Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Réussir la transformation du ministère et garantir les grands équilibres portés par la LPM

INDICATEUR

1.1 – Taux de reclassement du personnel militaire

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Part des militaires ayant recours à l'ARD	%	55	57	70	59	57,5	72
Taux d'accès à l'emploi des militaires accompagnés par l'ARD	%	53	59	63	52	49,3	64

Commentaires techniques

Le taux de reclassement du personnel militaire est un des indicateurs clés de la mesure de la performance de Défense Mobilité (DM). Il évalue la capacité de DM à réaliser une transition professionnelle optimale du secteur militaire vers le secteur civil (privé ou public) pour ses candidats. Depuis le PAP 2019, cet indicateur comprend deux sous-indicateurs :

- part des militaires ayant recours à Défense Mobilité (1.1.1) : ce sous indicateur vise à détailler le taux de recours à DM sur l'ensemble des départs de militaires dit « utiles » c'est-à-dire hors période probatoire et hors limite d'âge ou de service, c'est-à-dire ayant une durée de service ≥ 1 an et âge ≤ 59 ans ;
- taux d'accès à l'emploi des militaires accompagnés par Défense Mobilité (1.1.2) : ce sous indicateur recouvre l'ensemble du périmètre des agents reclassés par DM y compris les reclassements des militaires dans les fonctions publiques par la voie des procédures dérogatoires.

Lors du PAP 2022, le périmètre du calcul a évolué en portant désormais sur l'accompagnement des militaires par DM pendant la période précédant strictement leur radiation des contrôles et, parallèlement, sur le délai de l'accès à l'emploi ramené à six mois après leur départ. Les réalisations 2019 et 2020 ont donc été recalculées en conséquence. L'analyse des résultats de cet indicateur a en outre été adaptée afin de distinguer le sexe des bénéficiaires.

Source des données : les données sont issues du Centre d'Expertise et du Traitement de l'Indemnisation du Chômage de Défense Mobilité et de l'infocentre lié au système d'information (SI) propre à la reconversion (ARIANE). A compter de février 2022, cette dernière application sera remplacée par PEG@SE.

Mode de calcul :

- 1.1.1. Militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ "utile" et ayant bénéficié d'un accompagnement par Défense mobilité avant leur départ / Militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ "utile".
- 1.1.2. Militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ "utile" et ayant accédé à l'emploi dans les six mois suivant leur départ à la suite d'un accompagnement par Défense mobilité / Militaires ayant quitté le ministère l'année A dans le cadre d'un départ "utile" et ayant bénéficié d'un accompagnement par Défense mobilité avant leur départ.

Les cibles 2023 ont été redéfinies au regard de la nouvelle méthode fixée à l'occasion du PAP22.. Elles s'élèvent désormais respectivement à 64% et 62%.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Objectifs et indicateurs de performance

INDICATEUR**1.2 – Taux de renouvellement des emplois primo-contractuels - Armées**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Armée de Terre – Officiers	%	Sans objet	93	100	95	82	100
Armée de Terre – Sous-officiers	%	Sans objet	99	95	99	95	100
Armée de Terre – Militaires du rang	%	Sans objet	97	97	98	99	100
Armée de Terre – Total	%	Sans objet	97	98	98	98	100
Marine – Officiers	%	Sans objet	97	100	92	91	100
Marine – Sous-officiers	%	Sans objet	90	96	96	89	100
Marine – Militaires du rang	%	Sans objet	89	94	94	90	100
Marine – Total	%	Sans objet	89	95	94	90	100
Armée de l'air - Officiers	%	Sans objet	96	91	96	96	100
Armée de l'air - Sous-officiers	%	Sans objet	87	89	89	89	100
Armée de l'air - Militaires du rang	%	Sans objet	88	89	88	91	100
Armée de l'air - Total	%	Sans objet	89	89	89	90	100

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques :**

L'indicateur permet de mesurer le taux de fidélisation dans les armées. Il s'apprécie en mesurant le volume de primo contrats dont le renouvellement souhaité par les armées est accepté par les intéressés. Cet indicateur permet d'évaluer la capacité du ministère à retenir son personnel militaire en poste ayant donné satisfaction, durant et à la suite du premier contrat d'engagement.

Sources des données : sous-direction du pilotage des ressources humaines du ministère de la défense (DRH-MD).

Périmètre : officiers (OFF) / sous-officiers (SOFF) / militaires du rang (MDR) sous contrats.

Mode de calcul :

Ratio : nombre de contrats renouvelés une première fois (signature d'un acte de réengagement par le militaire) / nombre de premiers contrats arrivant à échéance dont l'administration souhaite le renouvellement.

Numérateur : nombre de contrats renouvelés une première fois (signature d'un acte de réengagement par le militaire).

Dénominateur : nombre de premiers contrats arrivant à échéance dont l'administration souhaite le renouvellement.

Total : nombre total de contrats renouvelés une première fois, toutes catégories (signature d'un acte de réengagement par le militaire) / nombre total de premiers contrats arrivant à échéance dont l'administration souhaite le renouvellement, toutes catégories.

ANALYSE DES RÉSULTATS**Indicateur 1.1 : Taux de reclassement du personnel militaire**

La part des militaires ayant recours à Défense mobilité (DM) progresse de manière continue depuis 2019 mais à un rythme moins soutenu qu'espéré. En deçà de 1 point par rapport à la prévision actualisée au PAP 2022, ce taux est de 57,5% (**56% pour les femmes et 59% pour les hommes**).

Le recours des militaires à DM est satisfaisant s'agissant des officiers, sous-officiers et militaires du rang éligibles à un congé de reconversion justifiant de plus de 4 ou 5 années de service selon les armées. Néanmoins, l'offre de service de DM reste faiblement mobilisée par les militaires du rang les plus jeunes qui n'ont pas l'ancienneté requise, pour bénéficier du financement d'une formation professionnelle, ce qui touche très sensiblement leur propension à avoir recours aux services de DM et donc la mesure globale du taux. Comme les armées, DM est confronté à la problématique des départs non anticipables (départs hors avis préalable, hors agrément, hors décision individuelle ou hors levier d'incitation) qui concernent majoritairement, en volume, les militaires les plus jeunes. DM cherche donc à optimiser son action au profit de cette population souvent fragile face au retour à l'emploi.

Le taux d'accès à l'emploi pour 2021 s'établit à 49,3 % (**48% pour les femmes et 51% pour les hommes**). Il est en baisse et en deçà de 2,7 points par rapport à la prévision actualisée.

Le reclassement du personnel militaire est dépendant du contexte économique. Mesuré sur une cohorte de militaires ayant quitté le ministère entre le 1er juillet 2020 et le 30 juin 2021, cette baisse est mécaniquement liée au contexte économique conjoncturel peu favorable au retour à l'emploi (situation du marché de l'emploi, contexte opérationnel, mesures de confinement, disponibilité globale du personnel militaire pendant la période considérée). L'accès à l'emploi aura été à la fois plus difficile et plus long, c'est-à-dire supérieur à 6 mois (donc hors périmètre de l'indicateur), qu'anticipé. La crise sanitaire s'est également traduite par la nécessité pour DM de réorienter certains militaires accompagnés vers des secteurs d'activités économiques différents de ceux envisagés au départ et qui étaient plus porteurs. Ces changements d'orientation ont notamment eu pour conséquence d'allonger un peu plus la durée de l'accès à l'emploi.

Par ailleurs, grâce aux actions menées par DM depuis la mise en œuvre de la nouvelle procédure de détachement prévue par l'article L.4139-2 du code de la défense, on constate une très forte progression du volume de militaires détachés dans la fonction publique en 2021 au titre de ce dispositif, ce qui se traduira en 2022 par des radiations en volumes équivalents, augurant alors un bien meilleur résultat du taux d'accès à l'emploi.

La transformation numérique en cours de l'offre de services de DM avec notamment le déploiement du nouveau SI « reconversion » PEG@SE, très clairement orientée « candidat », permettra à l'avenir d'améliorer l'attractivité de l'offre de service de DM et une réactivité plus efficace vis-à-vis des évolutions du marché de l'emploi.

Indicateur 1.2 : Taux de renouvellement des emplois primo-contractuels - Armées

ARMÉE DE TERRE :

Les bons résultats de renouvellement des primo-contrats sont dus à la politique de fidélisation qui continue à produire les effets escomptés sur la population des militaires du rang avec une prévision dépassée (99%), respectant ainsi la trajectoire fixée. S'agissant de la catégorie des sous-officiers (95%), le résultat est conforme à la prévision initiale. Concernant les officiers, le résultat (82%) est en deçà de la prévision initiale. Une étude complémentaire devrait permettre d'en connaître les causes. Toutefois, ces départs n'ont pas eu d'impact sur la réalisation du modèle RH d'armées, le sureffectif ponctuel de lieutenants ayant permis de compenser les non renouvellements constatés.

MARINE NATIONALE :

Le taux d'acceptation de renouvellement de contrat d'officier sous contrat (OSC, contrats « court » et « long ») pour les primo-contractants est stable depuis 4 ans et demeure très élevé (91%). S'agissant du personnel non-officier, le taux de renouvellement des primo-contrats est stable par rapport à 2020. Il reste cependant inférieur aux prévisions initiales, le renforcement des mesures de fidélisation n'ayant pas encore apporté l'effet escompté. Une modification du processus de renouvellement des contrats permettra dès 2022 plus de réactivité pour améliorer le taux de renouvellement des primo-contrats pour les catégories concernées.

ARMÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE :

L'objectif de renouvellement du premier contrat pour l'ensemble des catégories a été tenu en 2021 par rapport aux prévisions actualisées au PAP 2022. Ces résultats, favorables pour 2021 viennent démontrer les effets du dispositif de fidélisation, ambitieux mais indispensable, soutenu par l'armée de l'air et de l'espace. Néanmoins, certaines spécialités restent plus fortement affectées par des non renouvellements du premier contrat. S'agissant en particulier des sous-officiers spécialisés dans les domaines réseaux informatiques/sécurité des SIC et du MCO (techniciens de maintenance vecteur et moteur, les techniciens de maintenance avionique), de nombreuses mesures sont à l'étude pour juguler ces départs dont notamment le rallongement des primo-contrats, l'allègement des formations initiales et la réforme de l'examen de sélection « S2 ».

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF**2 – Mettre les infrastructures à la disposition des forces armées en maîtrisant les coûts et les délais.****INDICATEUR****2.1 – Respect des délais et des coûts des grands projets d'infrastructure**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Taux d'écart calendaire agrégé	%	21	45	30	30	20	30
Taux d'écart budgétaire agrégé	%	33	20	20	15	12	20

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Le périmètre retenu est constitué des opérations d'infrastructure individualisées dont le coût initial est supérieur à 5 M€ (coût mentionné dans le programme ou dans l'avant-projet (AVP) selon les cas), et qui ont été livrées dans l'année considérée. Chaque opération livrée compte pour un projet. Seules les opérations en dépassement sont prises en compte.

Source des données : tableaux de restitution semi-déclaratifs, réalisés sur la base d'extraction de données de l'application métier COSI du service d'infrastructure de la défense commentés par les ESID.

Mode de calcul :

Taux d'écart budgétaire = moyenne pondérée des écarts entre budgets finaux et budgets prévus initialement = $\sum (B_{ai} - B_{pi}) / \sum B_{pi}$

B_{pi} = budget prévu initialement de l'opération

B_{ai} = budget final de l'opération

Taux d'écart calendaire = moyenne pondérée des écarts entre durées finales et durées prévues initialement = $\sum (D_{ai} - D_{pi}) / \sum D_{pi}$

D_{pi} = durée prévue initialement de l'opération

D_{ai} = durée finale de l'opération

ANALYSE DES RÉSULTATS

Malgré la situation sanitaire, le SID a atteint et amélioré les objectifs calendaires fixés en atteignant un taux moyen d'écart calendaire de 20 % (au lieu des 30% attendus) et ce, alors qu'une seule opération compte pour 25 % des retards constatés. Outre les délais induits par les contraintes liées aux mesures de lutte contre le Covid-19 (confinement, allègement des équipes présentes sur les chantiers, etc.) et aux difficultés d'approvisionnements résultant de la crise, les retards sont principalement dus à des changements de besoins plus ou moins conséquents en cours d'opérations ou encore à des aléas de chantiers.

De même, le SID continue à progresser dans sa maîtrise des coûts avec un surcoût mesuré de 12 % alors même que deux opérations représentent à elles seules 35 % des surcoûts. Une part significative de ces surcoûts provient de changements de besoin, des aléas de chantier et des hausses de prix dues à la crise (renchérissement de certaines matières premières et des coûts de transports).

Certaines opérations ont au contraire été livrées pour des montants moins élevés que prévus principalement grâce à des conditions économiques localement plus favorables ou des optimisations technico-économiques. Ainsi, 4 opérations (notamment des opérations de réhabilitation d'hébergement) ont eu un coût au total inférieur de 10 M€ d'AE (sur les 70 M€ estimés initialement), permettant au SID de proposer l'engagement d'opérations de substitution.

OBJECTIF**3 – Rationaliser le développement des projets informatiques****INDICATEUR****3.1 – Respect des délais et des coûts des projets informatiques**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Taux d'écart calendaire agrégé	%	8,1	14,4	10	14,4	13,4	10
Taux d'écart budgétaire agrégé	%	25,3	25,6	25,90	25,6	23,2	26,50

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Le coût total du projet comprend les dépenses de la phase d'investissement et les dépenses de fonctionnement des deux dernières années d'exploitation prévues (qui représentent le coût de fonctionnement stabilisé de l'opération).

Les durées sont issues des contributions des directions de projet.

Taux d'écart budgétaire (%) = moyenne pondérée des écarts entre budgets réactualisés et budgets prévus initialement

Taux d'écart calendaire (%) = moyenne pondérée des écarts entre durées réactualisées et durées prévues initialement

Les projets entrant dans le champ de cet indicateur sont ceux des projets informatiques sensibles pour le gouvernement dont le recensement est fait par la DINSIC en accord avec les ministères pour lesquels sont constatées des dérives calendaire et/ou budgétaire.

Les cibles 2023 ont été redéfinies au regard de la nouvelle méthode fixée à l'occasion du PAP22.. Elles s'élèvent désormais respectivement à 10,5% et 0,8%.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Les taux d'écart calendaire et budgétaire de réalisation et déploiement des grands projets de systèmes d'information présentent des améliorations par rapport aux prévisions actualisées, soit respectivement 13,4 % au lieu de 14,4 % et 23,2 % au lieu de 25,6 %.

La diminution du taux d'écart calendaire (-1 point) s'explique principalement par l'accélération des déploiements d'EUREKA et par la fin du déploiement de SOURCE-SOLDE. En revanche, des retards sont observés sur deux SI (ARCHIPEL-NG et SOURCE-WEB). Parallèlement le SI ROC affiche une durée de réalisation stable.

Le taux d'écart budgétaire réalisé (23,2 %), également en baisse, s'explique par les raisons suivantes :

- le succès de la fin du déploiement de SOURCE-SOLDE (basculé dans ce SI de l'armée de l'air et de l'espace et du service de santé des armées) a permis l'abandon d'une partie de la provision des risques non rencontrés, après prise en compte de la consolidation du coût complet définitif de ce projet (soit un montant définitif de 145,7 M€ au lieu de 152,5 M€ présenté dans le PAP 2021) ;
- le projet SOURCE-WEB a opéré une priorisation et un resserrement des fonctionnalités au profit de l'écosystème RH des armées, engendrant un coût actualisé de 13,5 M€ au lieu de 14,7 M€ présenté dans le PAP 2021 ;
- le coût du SI ROC a été ajusté de 15,5 M€ à 15,6 M€ du fait d'une augmentation du coût de la tierce maintenance applicative ;
- le projet EUREKA présente une augmentation du devis (de 16,1 M€ à 19,4 M€) en raison du surcoût des API, de développements complémentaires pour compenser le retard de la passerelle permettant le transfert de fichiers entre internet et intradef et par l'intégration d'un gestionnaire de relation usager et de la fonction Chatbot ;

Le projet ARCHIPEL-NG (14,3 M€) ne présente pas d'évolution budgétaire.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF**4 – Renforcer l'efficacité du soutien sur des fonctions cibles****INDICATEUR****4.1 – Efficacité de la gestion des ressources humaines**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Efficacité RH (gérants/gérés)	%	2,69	2,67	2,67	2,66	2,67	2,66

Commentaires techniques

Source des données : les directions des ressources humaines des armées et services.

Mode de calcul : le périmètre du ratio présenté, communément appelé « ratio gérants/gérés », est ministériel. Il couvre la gestion du personnel civil et militaire. Il s'agit du rapport entre les effectifs chargés de gérer les ressources humaines (fonction RH) déclarés en organisation, rapportés à l'ensemble des effectifs du ministère. Il est calculé selon le périmètre suivant :

- les effectifs gérés en ressources humaines correspondent à l'effectif réalisé/prévisionnel à la fin de l'année considéré sur le périmètre du plafond ministériel des emplois autorisés (PMEA). Il est également complété des personnels civils et militaires hors PME, des généraux en 2ème section et de la réserve opérationnelle, sous-populations nécessitant une gestion RH spécifique. L'unité retenue est l'effectif équivalent temps plein emploi (ETPE) ;

- les effectifs des gérants comprennent les gestionnaires de la famille professionnelle GRH, identifiés selon la filière professionnelle à laquelle ils appartiennent, cette approche métier étant croisée avec le périmètre organique (les armées, directions et services). Il s'agit ainsi des effectifs gérants au titre des activités suivantes : recruter, administrer, former, politique RH, pilotage RH, statuts-réglementation et système d'information RH. En revanche, ne sont pas inclus dans le périmètre les gestionnaires de ressources humaines exerçant leur métier dans les domaines suivants : écoles, orientation/information, reconversion, liquidation de la paie et pension. En effet, la longueur et la spécificité des formations dispensées par les écoles de la défense, le caractère particulier du dispositif de reconversion ainsi que de la filière paye des militaires conduisent à exclure ces fonctions du périmètre de l'indicateur. L'unité retenue est l'ETPE.

INDICATEUR**4.2 – Efficacité immobilière**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Ratio SUN / Poste de travail	m ² /poste de travail	12,64	12,56	12,50	12,50	12,50	12,50
Ratio entretien courant / SUB	€/m ²	Non connu	Non connu	Non déterminé	Non déterminé	Non connu	Non déterminé
Ratio entretien lourd / SUB	€/m ²	Non connu	Non connu	Non déterminé	Non déterminé	Non connu	Non déterminé

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

L'indicateur transverse interministériel d'efficacité immobilière présenté ne prend en compte que l'emprise du partenariat public-privé (PPP) Balard. Il est en effet impossible de distinguer sur les autres emprises ce qui relève uniquement de bureaux de ce qui relève uniquement de locaux opérationnels.

Source des données : contrat du PPP Balard et du suivi réalisé par la sous-direction Balard (SDBA).

Mode de calcul : « ratio SUN / poste de travail » : la surface utile nette (SUN) et le nombre de postes de travail sont définis dans le PPP Balard mais ces données comprennent aussi les postes de travail utilisés pour les opérations militaires et les stations blanches.

S'agissant de l'entretien, la spécificité de la notion de maintenance dans le PPP Balard ne permet pas de renseigner les ratios portant sur l'entretien courant et sur l'entretien lourd. La structure de la redevance du contrat de PPP du site de Balard est différente de la structure des dépenses d'entretien / de maintenance classiques. En particulier, il n'a pas été prévu de distinguer les notions d'entretien lourd et d'entretien courant. Par ailleurs, cette

redevance intègre des dépenses traditionnellement exclues dans le périmètre de l'entretien (exemple : le renouvellement des mobiliers, propriété d'OPALE Défense).

Le PPP Balard - annexe 30 permet d'évaluer le coût de la maintenance, en prenant en compte la sous-redevance « Exploitation maintenance », une partie de la sous-redevance « mobilière » portant sur la maintenance et une partie de la sous-redevance « SIC »

INDICATEUR

4.3 – Efficience de la fonction achat

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Gains relatifs aux actions achat (DAE + actions ministérielles propres)	M€	150	122,9	120	100	120	120

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

De meilleures conditions tarifaires et/ou des volumes réduits permettent aux gestionnaires d'acheter davantage de produits ou simplement de reporter les moyens dégagés au bénéfice d'autres postes de dépenses. Il convient de noter que les mesures strictement quantitatives (prix, quantités achetées) ne rendent pas compte des effets qualitatifs qui accompagnent l'organisation des achats. Ces effets peuvent être aussi bien positifs (amélioration de l'ergonomie grâce au nouveau mobilier) que négatifs (une imprimante en réseau distante implique des déplacements plus longs et une perte potentielle de productivité).

Les cibles sont déterminées par la direction des achats de l'État (DAE).

Source des données : logiciel interministériel « Impact » (suivi par la DAE).

Mode de calcul : la méthode interministérielle de calcul des gains d'achat (validée par le comité des achats en juillet 2009) est fondée sur la comparaison entre :

- les prix ou situations « de référence » éventuellement révisés selon les termes du marché, ou prenant en compte l'évolution du marché économique si celle-ci est supérieure à 4 % en valeur absolue ;
- les prix « nouveaux ».

L'écart de prix ou de coût est multiplié par le volume prévisionnel annuel. Est ainsi calculé un « gain achat base 12 mois », comptabilisé une seule fois l'année de réalisation (= sécurisation) du projet achat.

Le mode de calcul est adapté et justifié pour les rares cas où il n'y a pas de référence historique.

La cible 2023 a été redéfinie en conformité avec la nouvelle méthode à l'occasion du PAP22. Elle s'élève désormais à 100 M€.

INDICATEUR

4.4 – Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987	%	7,14	7,20	7,25	7	7	7,30

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Cet indicateur mesure annuellement et en pourcentage la part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n°87-517 du 10 juillet 1987. Il est basé sur une enquête ministérielle globale effectuée chaque année en collaboration avec les différents employeurs ministériels. Cet indicateur correspond à celui adressé chaque année au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

Source des données : les données relatives aux effectifs civils rémunérés émanent de la DRH-MD. Les effectifs rémunérés sont restitués à partir du SIRH et les effectifs civils bénéficiaires d'une obligation d'emploi sont recueillis par une enquête annuelle auprès des différents employeurs ministériels.

Mode de calcul : ce dernier résulte du rapport entre les effectifs civils bénéficiaires d'une obligation d'emploi et les effectifs civils des agents rémunérés (effectifs rémunérés et en activité au ministère des armées).

L'analyse des résultats de cet indicateur a été adaptée afin de distinguer le sexe des bénéficiaires.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 4.1 : Efficience de la gestion des ressources humaines

La réalisation 2021 du taux d'efficience de la gestion des ressources humaines, porté à 2,67%, est en phase avec la prévision initiale et atteste de la maîtrise des effectifs, contribuant ainsi à la stabilisation de ce ratio. Il traduit la poursuite de l'effort de rationalisation engagé par le ministère des armées sur le périmètre des personnels gestionnaires RH au profit de recrutements axés sur les spécialités des trois armées, du renseignement et de la cyberdéfense.

Indicateur 4.2 : Efficience immobilière

Ratio SUN / Poste de travail :

Le regroupement des armées et services sur le site de Balard depuis 2015 avait aussi comme ambition de permettre au ministère d'atteindre la norme fixée par France Domaine de 12m² de surface utile nette par poste de travail. Les opérations de densification des espaces sur le site de Balard ont permis d'améliorer le ratio SUN / Poste de travail qui atteint désormais 12,50 m². Si ce ratio s'est amélioré, la configuration de certains bâtiments anciens, bien que rénovés, ne permet pas encore d'atteindre exactement la norme actuelle fixée par la direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) à 12 m² par poste de travail.

Ratio entretien courant et entretien lourd / SUB :

Le coût moyen de la maintenance globale sur le périmètre de Balard était de 35,4 M€ en 2020 et de 36,1 M€ en 2021, soit 125,4 €/m² en 2020 et 127,7 €/m² en 2021. Le montant réalisé (127,7 €/m²) est conforme à la prévision inscrite au PAP 2021 (128,0 €/m² soit - 0,3 % d'écart)

Indicateur 4.3 : Efficience de la fonction achat

L'objectif de 120 M€ de gains, défini depuis l'année 2019, avait été reconduit pour 2020, puis pour 2021, à un moment où il n'était pas possible de préjuger des évolutions économiques liées à la crise sanitaire apparue depuis lors. Dans ces conditions, les données économiques conjoncturelles et structurelles ont conduit à réviser à la baisse la valorisation du montant des économies d'achats à réaliser sur les années 2021 à 2023. En conséquence, l'objectif d'économies d'achats a été fixé à 100 M€ pour ces années.

Pour l'année 2021, les objectifs d'économies d'achats ont pu être dépassés, avec un montant de gains sécurisés (calculés après la notification des marchés) s'établissant à 120 M€. Ce niveau d'économies s'explique par la notification conjoncturelle d'importants marchés de défense ou de sécurité les 28 et 29 décembre 2021, liés aux infrastructures d'un grand programme d'armement, qui ont procuré un gain de plus de 21 M€.

Indicateur 4.4 : Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987

Le taux de bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) pour 2021, est de 7 % (**dont 3 % de femmes et 4 % d'hommes**), conforme à la prévision actualisée au PAP 2022. Cette prévision tient compte du changement concernant la population prise en compte dans ce taux d'emploi (les nouveaux emplois réservés non détenteurs d'un document d'éligibilité au handicap n'entrent plus dans le décompte) et de l'augmentation des effectifs du personnel civil, dénominateur sur lequel est calculé ce taux. Malgré la crise sanitaire, l'objectif a été tenu grâce à la mise en œuvre de la dernière année du plan handicap et inclusion 2019-2021 du ministère des armées.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Présentation des crédits et des dépenses fiscales

2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i>							
04 – Politique immobilière	-7 596	93 499 998 226 870 963	484 288 454 325 598 062	7 230 000 7 230 000		585 018 452 559 691 429	605 175 119
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		120 288 000 126 478 106	67 208 067 43 697 236	595 000		187 496 067 170 770 342	187 496 067
06 – Politiques des ressources humaines	-124 670	144 515 107 140 079 948	600 000 -163 163	40 000 508 665		145 155 107 140 300 779	146 305 107
06.03 – Reconversion	-124 670	32 160 287 33 666 667	600 000 86 789	40 000		32 800 287 33 628 785	32 800 287
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		112 354 820 106 413 281	-249 952	508 665		112 354 820 106 671 994	113 504 820
08 – Politique culturelle et éducative	-3 573	25 891 163 28 834 632	47 501	685 630 623 913	7 215 317 21 016 704	33 792 110 50 519 177	34 092 110
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		22 472 024 26 458 017		685 630 623 913	7 215 317 21 016 704	30 372 971 48 098 634	30 372 971
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense	-3 573	3 419 139 2 376 615	47 501			3 419 139 2 420 543	3 719 139
10 – Restructurations	-13 274	617 737 10 567 189	27 938 200 4 592 782	6 044 051 3 146 758		34 599 988 18 293 455	34 599 988
11 – Pilotage, soutien et communication	-9 443	342 357 625 328 411 462	13 236 171 14 645 293	245 361	3 368 757 3 368 757	358 962 553 346 661 430	359 937 553
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	616 732 707 605 043 341					616 732 707 605 043 341	616 732 707
50.01 – Renseignement extérieur	492 007 397 479 247 346					492 007 397 479 247 346	492 007 397
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	124 725 310 125 795 995					124 725 310 125 795 995	124 725 310
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	24 464 673 25 391 772					24 464 673 25 391 772	24 464 673
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 464 673 25 391 772					24 464 673 25 391 772	24 464 673
52 – Relations internationales	68 221 994 89 826 457					68 221 994 89 826 457	68 221 994
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 895 690 15 619 113					5 895 690 15 619 113	5 895 690
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	62 326 304 74 207 344					62 326 304 74 207 344	62 326 304

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 062 870 883 2 043 500 537					2 062 870 883 2 043 500 537	2 062 870 883
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 062 870 883 2 043 500 537					2 062 870 883 2 043 500 537	2 062 870 883
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 392 744 942 1 312 614 721					1 392 744 942 1 312 614 721	1 392 744 942
54.01 – Commandement des armées	165 139 997 175 179 565					165 139 997 175 179 565	165 139 997
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	231 805 490 232 036 829					231 805 490 232 036 829	231 805 490
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	17 347 160 6 815 203					17 347 160 6 815 203	17 347 160
54.04 – Enseignement interarmées	148 228 537 120 107 008					148 228 537 120 107 008	148 228 537
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	142 843 175 140 368 429					142 843 175 140 368 429	142 843 175
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	173 794 020 153 306 944					173 794 020 153 306 944	173 794 020
54.07 – Systèmes d'information et de communication	513 586 563 484 800 742					513 586 563 484 800 742	513 586 563
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 062 675 859 7 142 041 845					7 062 675 859 7 142 041 845	7 063 715 859
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 062 675 859 7 142 041 845					7 062 675 859 7 142 041 845	7 063 715 859
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 481 276 063 2 509 316 387					2 481 276 063 2 509 316 387	2 481 276 063
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 481 276 063 2 512 125 802					2 481 276 063 2 512 125 802	2 481 276 063
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-2 809 415					0 -2 809 415	0
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 512 521 031 2 521 754 526					2 512 521 031 2 521 754 526	2 512 521 031
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 512 521 031 2 497 097 957					2 512 521 031 2 497 097 957	2 512 521 031
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	24 656 569					0 24 656 569	0
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 688 470 445 2 887 473 846		3 653			2 688 470 445 2 887 477 498	2 939 370 445
58.01 – Fonction pétrolière	132 987 545 129 796 087					132 987 545 129 796 087	132 987 545
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	71 779 386 53 377 325		3 736			71 779 386 53 381 061	71 779 386
58.03 – Soutiens complémentaires	1 878 439					0 1 878 439	0
58.04 – Service interarmées des munitions	90 914 513 85 759 396					90 914 513 85 759 396	90 914 513
58.05 – Service du commissariat	1 488 776 059					1 488 776 059	1 488 776 059

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
des armées	1 454 290 476	-83				1 454 290 393	
58.06 – Fonction santé	904 012 942 1 162 372 122					904 012 942 1 162 372 122	1 154 912 942
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	350 000 000 389 949 297					350 000 000 389 949 297	350 000 000
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000 305 911 059					250 000 000 305 911 059	250 000 000
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 84 038 237					100 000 000 84 038 237	100 000 000
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	494 476 024 457 257 678					494 476 024 457 257 678	494 476 024
61 – Action sociale, chômage et pensions	290 667 405 302 199 945					290 667 405 302 199 945	290 667 405
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	156 560 702 154 902 233					156 560 702 154 902 233	156 560 702
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	124 821 711 137 496 317					124 821 711 137 496 317	124 821 711
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	9 284 992 9 801 395					9 284 992 9 801 395	9 284 992
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	41 143 942 36 783 916					41 143 942 36 783 916	41 143 942
63 – Restructurations - RH	52 516 708 42 399 964					52 516 708 42 399 964	52 516 708
63.01 – Restructurations Personnels civils	26 277 786 16 106 006					26 277 786 16 106 006	26 277 786
63.02 – Restructurations Personnels militaires	26 238 922 26 293 958					26 238 922 26 293 958	26 238 922
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	394 384 930 384 047 401					394 384 930 384 047 401	394 384 930
64.01 – Personnel du SGA employeur	281 053 454 273 190 246					281 053 454 273 190 246	281 053 454
64.07 – Personnel de l'action sociale	59 544 954 64 160 372					59 544 954 64 160 372	59 544 954
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	53 786 522 46 696 783					53 786 522 46 696 783	53 786 522
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	88 171 942 110 404 595					88 171 942 110 404 595	88 171 942
66 – Rayonnement et contribution extérieure	44 737 929 109 616 913					44 737 929 109 616 913	44 737 929
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	4 707 240					0 4 707 240	0
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	43 387 352 37 610 923					43 387 352 37 610 923	43 387 352
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors	65 770 577					0 65 770 577	0

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021</i>							
<i>Consommation 2021</i>							
PMEA Mindef							
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	375 374					0 375 374	0
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 350 577 1 152 800					1 350 577 1 152 800	1 350 577
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	86 057 723 84 443 039					86 057 723 84 443 039	86 057 723
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	31 592 245 32 900 653					31 592 245 32 900 653	31 592 245
67.02 – Contrôle général des armées	22 605 558 21 822 510					22 605 558 21 822 510	22 605 558
67.03 – Direction Générale du Numérique	7 221 513 6 176 995					7 221 513 6 176 995	7 221 513
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	11 411 711 9 439 646					11 411 711 9 439 646	11 411 711
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 087 220 5 230 815					5 087 220 5 230 815	5 087 220
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 363 482 6 265 116					5 363 482 6 265 116	5 363 482
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 775 994 2 607 303					2 775 994 2 607 303	2 775 994
Total des AE prévues en LFI	20 752 135 200	727 169 630	593 270 892	13 999 681	10 584 074	22 097 159 477	22 371 681 144
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+309 270 102		+24 589 091 (hors titre 2)			+333 859 194	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	+4 440 444		-45 937 887 (hors titre 2)			-41 497 443	
Total des AE ouvertes	21 065 845 746		1 323 675 481 (hors titre 2)			22 389 521 227	
Total des AE consommées	21 053 907 620	861 245 952	388 417 710	12 349 698	24 385 461	22 340 306 442	

2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021</i>							
<i>Consommation 2021</i>							
04 – Politique immobilière	-7 596	98 722 312 217 412 575	403 556 097 272 184 225	7 230 000 7 310 000		509 508 409 496 899 204	529 665 076
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		107 905 000 110 246 696	60 035 401 50 618 219			167 940 401 160 864 914	167 940 401
06 – Politiques des ressources humaines	-124 670	145 501 107 139 269 382	600 000 849 101	40 000 508 665		146 141 107 140 502 478	147 291 107
06.03 – Reconversion	-124 670	32 150 287 34 791 255	600 000 459 736	40 000		32 790 287 35 126 320	32 790 287
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations)		113 350 820 104 478 127	389 366	508 665		113 350 820 105 376 158	114 500 820

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
des agents)							
08 – Politique culturelle et éducative	-3 573	25 891 163 29 343 429	98 880	685 630 585 563	12 475 229 20 737 732	39 052 022 50 762 032	39 352 022
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		22 472 024 26 523 200	85 000	685 630 585 563	12 475 229 20 737 732	35 632 883 47 931 495	35 632 883
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense	-3 573	3 419 139 2 820 230	13 880			3 419 139 2 830 537	3 719 139
10 – Restructurations	-13 274	627 737 13 820 110	30 460 033 15 343 061	11 100 943 5 128 804		42 188 713 34 278 701	42 188 713
11 – Pilotage, soutien et communication	-9 443	341 628 644 327 817 570	28 335 571 29 857 170	385 361	3 368 757 3 368 757	373 332 972 361 419 416	374 307 972
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	616 732 707 605 043 341					616 732 707 605 043 341	616 732 707
50.01 – Renseignement extérieur	492 007 397 479 247 346					492 007 397 479 247 346	492 007 397
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	124 725 310 125 795 995					124 725 310 125 795 995	124 725 310
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	24 464 673 25 391 772					24 464 673 25 391 772	24 464 673
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 464 673 25 391 772					24 464 673 25 391 772	24 464 673
52 – Relations internationales	68 221 994 89 826 457					68 221 994 89 826 457	68 221 994
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 895 690 15 619 113					5 895 690 15 619 113	5 895 690
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	62 326 304 74 207 344					62 326 304 74 207 344	62 326 304
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 062 870 883 2 043 500 537					2 062 870 883 2 043 500 537	2 062 870 883
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 062 870 883 2 043 500 537					2 062 870 883 2 043 500 537	2 062 870 883
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 392 744 942 1 312 614 721					1 392 744 942 1 312 614 721	1 392 744 942
54.01 – Commandement des armées	165 139 997 175 179 565					165 139 997 175 179 565	165 139 997
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	231 805 490 232 036 829					231 805 490 232 036 829	231 805 490
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	17 347 160 6 815 203					17 347 160 6 815 203	17 347 160
54.04 – Enseignement interarmées	148 228 537 120 107 008					148 228 537 120 107 008	148 228 537
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	142 843 175 140 368 429					142 843 175 140 368 429	142 843 175
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	173 794 020 153 306 944					173 794 020 153 306 944	173 794 020
54.07 – Systèmes d'information et	513 586 563					513 586 563	513 586 563

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
de communication	484 800 742					484 800 742	
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 062 675 859 7 142 041 845					7 062 675 859 7 142 041 845	7 063 715 859
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 062 675 859 7 142 041 845					7 062 675 859 7 142 041 845	7 063 715 859
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 481 276 063 2 509 316 387					2 481 276 063 2 509 316 387	2 481 276 063
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 481 276 063 2 512 125 802					2 481 276 063 2 512 125 802	2 481 276 063
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-2 809 415					0 -2 809 415	0
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 512 521 031 2 521 754 526					2 512 521 031 2 521 754 526	2 512 521 031
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 512 521 031 2 497 097 957					2 512 521 031 2 497 097 957	2 512 521 031
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	24 656 569					0 24 656 569	0
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 688 470 445 2 887 473 846	3 396				2 688 470 445 2 887 477 242	2 939 370 445
58.01 – Fonction pétrolière	132 987 545 129 796 087					132 987 545 129 796 087	132 987 545
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	71 779 386 53 377 325	3 396				71 779 386 53 380 721	71 779 386
58.03 – Soutiens complémentaires	1 878 439					0 1 878 439	0
58.04 – Service interarmées des munitions	90 914 513 85 759 396					90 914 513 85 759 396	90 914 513
58.05 – Service du commissariat des armées	1 488 776 059 1 454 290 476					1 488 776 059 1 454 290 476	1 488 776 059
58.06 – Fonction santé	904 012 942 1 162 372 122					904 012 942 1 162 372 122	1 154 912 942
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	350 000 000 389 949 297					350 000 000 389 949 297	350 000 000
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000 305 911 059					250 000 000 305 911 059	250 000 000
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 84 038 237					100 000 000 84 038 237	100 000 000
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	494 476 024 457 257 678					494 476 024 457 257 678	494 476 024
61 – Action sociale, chômage et pensions	290 667 405 302 199 945					290 667 405 302 199 945	290 667 405
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	156 560 702 154 902 233					156 560 702 154 902 233	156 560 702
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	124 821 711 137 496 317					124 821 711 137 496 317	124 821 711
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	9 284 992 9 801 395					9 284 992 9 801 395	9 284 992
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et	41 143 942 36 783 916					41 143 942 36 783 916	41 143 942

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"							
63 – Restructurations - RH	52 516 708	42 399 964				52 516 708	52 516 708
63.01 – Restructurations Personnels civils	26 277 786	16 106 006				26 277 786	26 277 786
63.02 – Restructurations Personnels militaires	26 238 922	26 293 958				26 238 922	26 238 922
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	394 384 930	384 047 401				394 384 930	394 384 930
64.01 – Personnel du SGA employeur	281 053 454	273 190 246				281 053 454	281 053 454
64.07 – Personnel de l'action sociale	59 544 954	64 160 372				59 544 954	59 544 954
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	53 786 522	46 696 783				53 786 522	53 786 522
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	88 171 942	110 404 595				88 171 942	88 171 942
66 – Rayonnement et contribution extérieure	44 737 929	109 616 913				44 737 929	44 737 929
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	4 707 240					0	0
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	43 387 352	37 610 923				43 387 352	43 387 352
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef	65 770 577					0	0
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	375 374					0	0
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 350 577	1 152 800				1 350 577	1 350 577
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	86 057 723	84 443 039				86 057 723	86 057 723
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	31 592 245	32 900 653				31 592 245	31 592 245
67.02 – Contrôle général des armées	22 605 558	21 822 510				22 605 558	22 605 558
67.03 – Direction Générale du Numérique	7 221 513	6 176 995				7 221 513	7 221 513
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	11 411 711	9 439 646				11 411 711	11 411 711

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021</i> Consommation 2021							
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 087 220 5 230 815					5 087 220 5 230 815	5 087 220
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 363 482 6 265 116					5 363 482 6 265 116	5 363 482
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 775 994 2 607 303					2 775 994 2 607 303	2 775 994
Total des CP prévus en LFI	20 752 135 200	720 275 963	522 987 102	19 056 573	15 843 986	22 030 298 824	22 304 820 491
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+309 270 102		+24 589 091 (hors titre 2)			+333 859 194	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	+4 440 444		-51 481 952 (hors titre 2)			-47 041 508	
Total des CP ouverts	21 065 845 746		1 251 270 763 (hors titre 2)			22 317 116 510	
Total des CP consommés	21 053 907 620	837 913 158	368 950 657	13 918 394	24 106 489	22 298 796 318	

2020 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2020 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2020</i> Consommation 2020							
04 – Politique immobilière	-4 308	90 266 115 232 690 306	473 420 590 314 686 566	7 900 000 8 477 575		571 586 705	593 278 372 555 850 139
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		104 630 837 126 308 191	57 848 062 52 288 494			162 478 899	162 478 899 178 596 685
06 – Politiques des ressources humaines	-31 029	148 433 167 143 670 732	600 000 991 249	39 813 591 333		149 072 980	149 772 980 145 222 285
06.03 – Reconversion		32 232 861 27 699 680	600 000 380 941	39 813		32 872 674	32 872 674 28 080 621
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)	-31 029	116 200 306 115 971 051	610 308	591 333		116 200 306	116 900 306 117 141 663
08 – Politique culturelle et éducative		29 610 122 46 923 641	173 504	401 884 528 822	18 800 000 21 177 274	48 812 006	49 072 006 68 803 241
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		25 443 637 43 986 711	98 472	401 884 528 822	18 800 000 21 177 274	44 645 521	44 645 521 65 791 280
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		4 166 485 2 936 930	75 032			4 166 485	4 426 485 3 011 961
10 – Restructurations		600 717 13 906 488	15 000 000 20 076 036	6 470 952 2 308 841		22 071 669	22 071 669 36 291 364
11 – Pilotage, soutien et communication	1 116	347 651 017 329 029 563	16 419 345 5 490 334	433 470	4 303 000 4 303 000	368 373 362	371 873 362 339 257 483

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2020</i> Consommation 2020	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	590 222 016 609 878 545					590 222 016	590 222 016 609 878 545
50.01 – Renseignement extérieur	468 459 029 489 464 260					468 459 029	468 459 029 489 464 260
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	121 762 987 120 414 285					121 762 987	121 762 987 120 414 285
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	24 400 445 23 696 351					24 400 445	24 400 445 23 696 351
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 400 445 23 696 351					24 400 445	24 400 445 23 696 351
52 – Relations internationales	64 162 703 89 924 550					64 162 703	64 162 703 89 924 550
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	6 259 303 16 157 242					6 259 303	6 259 303 16 157 242
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	57 903 400 73 767 309					57 903 400	57 903 400 73 767 309
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 061 690 840 2 027 322 411					2 061 690 840	2 061 690 840 2 027 322 411
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 061 690 840 2 027 322 411					2 061 690 840	2 061 690 840 2 027 322 411
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 374 010 154 1 319 581 727					1 374 010 154	1 374 010 154 1 319 581 727
54.01 – Commandement des armées	164 143 681 157 991 370					164 143 681	164 143 681 157 991 370
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	236 341 641 232 793 031					236 341 641	236 341 641 232 793 031
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	17 226 830 15 481 055					17 226 830	17 226 830 15 481 055
54.04 – Enseignement interarmées	143 481 577 131 047 305					143 481 577	143 481 577 131 047 305
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	141 163 433 147 240 782					141 163 433	141 163 433 147 240 782
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	171 373 781 154 228 587					171 373 781	171 373 781 154 228 587
54.07 – Systèmes d'information et de communication	500 279 211 480 799 595					500 279 211	500 279 211 480 799 595
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	6 996 806 128 7 049 493 469					6 996 806 128	6 997 846 128 7 049 493 469
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	6 996 806 128 7 049 493 469					6 996 806 128	6 997 846 128 7 049 493 469
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 431 721 801 2 466 017 800					2 431 721 801	2 431 721 801 2 466 017 800
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 431 721 801 2 471 845 624					2 431 721 801	2 431 721 801 2 471 845 624

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2020</i> Consommation 2020							
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-5 827 824					0	0 -5 827 824
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 477 018 212 2 470 609 695					2 477 018 212	2 477 018 212 2 470 609 695
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 477 018 212 2 483 385 741					2 477 018 212	2 477 018 212 2 483 385 741
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	-12 776 047					0	0 -12 776 047
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 845 555 928 2 843 026 443					2 845 555 928	3 093 998 395 2 843 026 443
58.01 – Fonction pétrolière	131 941 704 130 215 287					131 941 704	131 941 704 130 215 287
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	63 789 508 59 406 400					63 789 508	63 789 508 59 406 400
58.03 – Soutiens complémentaires	1 942 628					0	0 1 942 628
58.04 – Service interarmées des munitions	90 275 680 84 768 720					90 275 680	90 275 680 84 768 720
58.05 – Service du commissariat des armées	1 479 501 003 1 427 771 677					1 479 501 003	1 479 501 003 1 427 771 677
58.06 – Fonction santé	1 080 048 033 1 138 921 731					1 080 048 033	1 328 490 500 1 138 921 731
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	354 201 203 369 345 835					354 201 203	354 201 203 369 345 835
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	254 201 203 280 494 714					254 201 203	254 201 203 280 494 714
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 88 851 122					100 000 000	100 000 000 88 851 122
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	457 284 538 454 638 799					457 284 538	457 284 538 454 638 799
61 – Action sociale, chômage et pensions	277 641 206 297 712 350					277 641 206	277 641 206 297 712 350
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	157 450 768 159 029 300					157 450 768	157 450 768 159 029 300
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	114 116 518 130 373 837					114 116 518	114 116 518 130 373 837
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	6 073 920 8 309 213					6 073 920	6 073 920 8 309 213
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	41 625 934 36 720 652					41 625 934	41 625 934 36 720 652
63 – Restructurations - RH	57 784 997 48 958 164					57 784 997	57 784 997 48 958 164
63.01 – Restructurations Personnels civils	23 564 287 20 204 529					23 564 287	23 564 287 20 204 529
63.02 – Restructurations Personnels militaires	34 220 710 28 753 635					34 220 710	34 220 710 28 753 635
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action "	397 691 891 414 531 835					397 691 891	397 691 891 414 531 835

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2020</i>							
<i>Consommation 2020</i>							
Pilotage, soutien "							
64.01 – Personnel du SGA employeur	301 332 320 303 972 307					301 332 320	301 332 320 303 972 307
64.07 – Personnel de l'action sociale	46 929 955 63 693 793					46 929 955	46 929 955 63 693 793
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	49 429 616 46 865 735					49 429 616	49 429 616 46 865 735
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	93 689 430 108 465 277					93 689 430	93 689 430 108 465 277
66 – Rayonnement et contribution extérieure	24 910 262 73 070 351					24 910 262	24 910 262 73 070 351
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	147 070					0	0 147 070
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	23 750 403 23 543 478					23 750 403	23 750 403 23 543 478
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef	49 071 452					0	0 49 071 452
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	-2 008 305					0	0 -2 008 305
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 159 859 2 316 656					1 159 859	1 159 859 2 316 656
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	88 712 768 83 475 338	105				88 712 768	88 712 768 83 475 443
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	37 447 273 32 732 459					37 447 273	37 447 273 32 732 459
67.02 – Contrôle général des armées	21 123 699 21 187 363					21 123 699	21 123 699 21 187 363
67.03 – Direction Générale du Numérique	6 549 252 6 969 602	105				6 549 252	6 549 252 6 969 707
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 287 974 9 216 589					10 287 974	10 287 974 9 216 589
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 194 420 5 394 228					5 194 420	5 194 420 5 394 228
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 794 059 5 456 744					5 794 059	5 794 059 5 456 744
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 316 091 2 518 354					2 316 091	2 316 091 2 518 354
Total des AE prévues en LFI	20 659 130 456	721 191 974	563 287 997	14 812 649	23 103 000	21 981 526 076	22 257 160 210
Total des AE consommées	20 786 435 372	892 529 025	393 706 182	12 340 042	25 480 274		22 110 490 894

2020 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2020 Consommation 2020</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
04 – Politique immobilière	-4 308	95 003 920 206 356 126	373 964 517 195 289 248	7 900 000 8 557 575		476 868 437	498 560 104 410 198 641
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		111 719 274 112 793 796	61 093 620 47 147 450			172 812 894	172 812 894 159 941 246
06 – Politiques des ressources humaines	-31 029	146 441 167 134 240 681	600 000 314 287	39 813 591 333		147 080 980	147 780 980 135 115 272
06.03 – Reconversion		32 232 861 24 402 542	600 000 89 147	39 813		32 872 674	32 872 674 24 491 689
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)	-31 029	114 208 306 109 838 139	225 140	591 333		114 208 306	114 908 306 110 623 583
08 – Politique culturelle et éducative		29 468 369 46 393 932	193 988	401 884 488 822	20 604 721 21 954 721	50 474 974	50 734 974 69 031 464
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		25 443 637 43 547 030	13 472	401 884 488 822	20 604 721 21 954 721	46 450 242	46 450 242 66 004 046
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		4 024 732 2 846 902	180 516			4 024 732	4 284 732 3 027 418
10 – Restructurations		600 717 10 066 129	10 326 507 15 119 281	10 438 030 5 614 868	1 500 000	22 865 254	22 865 254 30 800 278
11 – Pilotage, soutien et communication	1 116	353 181 734 345 067 796	50 387 278 29 710 119	183 470	4 303 000 4 303 000	407 872 012	411 372 012 379 265 501
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	590 222 016 609 878 545					590 222 016	590 222 016 609 878 545
50.01 – Renseignement extérieur	468 459 029 489 464 260					468 459 029	468 459 029 489 464 260
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	121 762 987 120 414 285					121 762 987	121 762 987 120 414 285
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	24 400 445 23 696 351					24 400 445	24 400 445 23 696 351
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 400 445 23 696 351					24 400 445	24 400 445 23 696 351
52 – Relations internationales	64 162 703 89 924 550					64 162 703	64 162 703 89 924 550
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	6 259 303 16 157 242					6 259 303	6 259 303 16 157 242
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	57 903 400 73 767 309					57 903 400	57 903 400 73 767 309
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 061 690 840 2 027 322 411					2 061 690 840	2 061 690 840 2 027 322 411
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 061 690 840 2 027 322 411					2 061 690 840	2 061 690 840 2 027 322 411
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 374 010 154 1 319 581 727					1 374 010 154	1 374 010 154 1 319 581 727
54.01 – Commandement des	164 143 681					164 143 681	164 143 681

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2020</i> Consommation 2020							
armées	157 991 370						157 991 370
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	236 341 641 232 793 031					236 341 641	236 341 641 232 793 031
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	17 226 830 15 481 055					17 226 830	17 226 830 15 481 055
54.04 – Enseignement interarmées	143 481 577 131 047 305					143 481 577	143 481 577 131 047 305
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	141 163 433 147 240 782					141 163 433	141 163 433 147 240 782
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	171 373 781 154 228 587					171 373 781	171 373 781 154 228 587
54.07 – Systèmes d'information et de communication	500 279 211 480 799 595					500 279 211	500 279 211 480 799 595
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	6 996 806 128 7 049 493 469					6 996 806 128	6 997 846 128 7 049 493 469
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	6 996 806 128 7 049 493 469					6 996 806 128	6 997 846 128 7 049 493 469
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 431 721 801 2 466 017 800					2 431 721 801	2 431 721 801 2 466 017 800
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 431 721 801 2 471 845 624					2 431 721 801	2 431 721 801 2 471 845 624
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-5 827 824					0	0 -5 827 824
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 477 018 212 2 470 609 695					2 477 018 212	2 477 018 212 2 470 609 695
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 477 018 212 2 483 385 741					2 477 018 212	2 477 018 212 2 483 385 741
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	-12 776 047					0	0 -12 776 047
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 845 555 928 2 843 026 443					2 845 555 928	3 093 998 395 2 843 026 443
58.01 – Fonction pétrolière	131 941 704 130 215 287					131 941 704	131 941 704 130 215 287
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	63 789 508 59 406 400					63 789 508	63 789 508 59 406 400
58.03 – Soutiens complémentaires	1 942 628					0	0 1 942 628
58.04 – Service interarmées des munitions	90 275 680 84 768 720					90 275 680	90 275 680 84 768 720
58.05 – Service du commissariat des armées	1 479 501 003 1 427 771 677					1 479 501 003	1 479 501 003 1 427 771 677
58.06 – Fonction santé	1 080 048 033 1 138 921 731					1 080 048 033	1 328 490 500 1 138 921 731
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	354 201 203 369 345 835					354 201 203	354 201 203 369 345 835
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	254 201 203 280 494 714					254 201 203	254 201 203 280 494 714
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 88 851 122					100 000 000	100 000 000 88 851 122

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2020</i> Consommation 2020							
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	457 284 538 454 638 799					457 284 538	457 284 538 454 638 799
61 – Action sociale, chômage et pensions	277 641 206 297 712 350					277 641 206	277 641 206 297 712 350
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	157 450 768 159 029 300					157 450 768	157 450 768 159 029 300
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	114 116 518 130 373 837					114 116 518	114 116 518 130 373 837
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	6 073 920 8 309 213					6 073 920	6 073 920 8 309 213
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	41 625 934 36 720 652					41 625 934	41 625 934 36 720 652
63 – Restructurations - RH	57 784 997 48 958 164					57 784 997	57 784 997 48 958 164
63.01 – Restructurations Personnels civils	23 564 287 20 204 529					23 564 287	23 564 287 20 204 529
63.02 – Restructurations Personnels militaires	34 220 710 28 753 635					34 220 710	34 220 710 28 753 635
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	397 691 891 414 531 835					397 691 891	397 691 891 414 531 835
64.01 – Personnel du SGA employeur	301 332 320 303 972 307					301 332 320	301 332 320 303 972 307
64.07 – Personnel de l'action sociale	46 929 955 63 693 793					46 929 955	46 929 955 63 693 793
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	49 429 616 46 865 735					49 429 616	49 429 616 46 865 735
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	93 689 430 108 465 277					93 689 430	93 689 430 108 465 277
66 – Rayonnement et contribution extérieure	24 910 262 73 070 351					24 910 262	24 910 262 73 070 351
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	147 070					0	0 147 070
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	23 750 403 23 543 478					23 750 403	23 750 403 23 543 478
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef	49 071 452					0	0 49 071 452
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	-2 008 305					0	0 -2 008 305
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 159 859 2 316 656					1 159 859	1 159 859 2 316 656
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	88 712 768 83 475 338	105				88 712 768	88 712 768 83 475 443

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 122 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2020</i> Consommation 2020							
67.01 – Sous-Direction des Bureaux des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	37 447 273 32 732 459					37 447 273	37 447 273 32 732 459
67.02 – Contrôle général des armées	21 123 699 21 187 363					21 123 699	21 123 699 21 187 363
67.03 – Direction Générale du Numérique	6 549 252 6 969 602	105				6 549 252	6 549 252 6 969 707
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	10 287 974 9 216 589					10 287 974	10 287 974 9 216 589
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 194 420 5 394 228					5 194 420	5 194 420 5 394 228
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 794 059 5 456 744					5 794 059	5 794 059 5 456 744
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 316 091 2 518 354					2 316 091	2 316 091 2 518 354
Total des CP prévus en LFI	20 659 130 456	736 415 180	496 371 922	18 779 727	26 407 721	21 937 105 006	22 212 739 140
Total des CP consommés	20 786 435 372	854 918 565	287 774 373	15 436 069	26 257 721		21 970 822 100

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2020	Ouvertes en 2021	Consommées* en 2021	Consommés* en 2020	Ouverts en 2021	Consommés* en 2021
Titre 2 – Dépenses de personnel	20 786 435 372	20 752 135 200	21 053 907 620	20 786 435 372	20 752 135 200	21 053 907 620
Rémunérations d'activité	10 645 032 263	10 525 774 320	10 816 295 157	10 645 032 263	10 525 774 320	10 816 295 157
Cotisations et contributions sociales	9 849 719 082	9 939 421 192	9 942 860 633	9 849 719 082	9 939 421 192	9 942 860 633
Prestations sociales et allocations diverses	291 684 027	286 939 688	294 751 830	291 684 027	286 939 688	294 751 830
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	892 529 025	727 169 630	861 245 952	854 918 565	720 275 963	837 913 158
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	775 909 696	631 041 881	761 332 144	738 549 237	623 954 181	738 019 350
Subventions pour charges de service public	116 619 329	96 127 749	99 913 808	116 369 329	96 321 782	99 893 808
Titre 5 – Dépenses d'investissement	393 706 182	593 270 892	388 417 710	287 774 373	522 987 102	368 950 657
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	341 858 658	526 177 825	344 932 647	241 473 723	463 442 701	318 733 103
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	51 847 524	67 093 067	43 485 063	46 300 650	59 544 401	50 217 553
Titre 6 – Dépenses d'intervention	12 340 042	13 999 681	12 349 698	15 436 069	19 056 573	13 918 394
Transferts aux ménages	747 169	0	714 665	720 919	0	703 815
Transferts aux entreprises	-116 085	788 088	556 287	2 694 548	2 848 200	1 514 563
Transferts aux collectivités territoriales	2 212 082	5 205 963	4 096 257	2 311 650	7 005 034	3 368 958
Transferts aux autres collectivités	9 496 875	8 005 630	6 982 489	9 708 952	9 203 339	8 331 059

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2020	Ouvertes en 2021	Consommées* en 2021	Consommés* en 2020	Ouverts en 2021	Consommés* en 2021
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	25 480 274	10 584 074	24 385 461	26 257 721	15 843 986	24 106 489
Dotations en fonds propres	25 480 274	10 584 074	24 385 461	26 257 721	15 843 986	24 106 489
Total hors FdC et AdP		22 097 159 477			22 030 298 824	
Ouvertures et annulations* en titre 2		+313 710 546			+313 710 546	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		-21 348 796			-26 892 861	
Total*	22 110 490 894	22 389 521 227	22 340 306 442	21 970 822 100	22 317 116 510	22 298 796 318

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2020	Prévues en LFI pour 2021	Ouvertes en 2021	Ouverts en 2020	Prévus en LFI pour 2021	Ouverts en 2021
Dépenses de personnel	257 763 884	251 940 000	309 270 102	257 763 884	251 940 000	309 270 102
Autres natures de dépenses	30 503 440	22 581 667	24 589 091	30 503 440	22 581 667	24 589 091
Total	288 267 324	274 521 667	333 859 194	288 267 324	274 521 667	333 859 194

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2021	22 191 958	40 807	22 191 958	40 807				
03/2021	26 765 387	189 107	26 765 387	189 107				
04/2021	14 636 017	153 281	14 636 017	153 281				
05/2021	77 978 964	344 032	77 978 964	344 032				
06/2021		10 278		10 278				
07/2021	27 163 149	18 330 990	27 163 149	18 330 990				
08/2021	27 036 627	265 992	27 036 627	265 992				
09/2021	37 893 779	401 743	37 893 779	401 743				
10/2021	27 335 604	54 020	27 335 604	54 020				
11/2021	48 124 622	159 357	48 124 622	159 357				
12/2021	143 995	178 239	143 995	178 239				
Total	309 270 102	20 127 846	309 270 102	20 127 846				

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2021		155 527		155 527				
03/2021		746 640		746 640				
05/2021		1 048 458		1 048 458				
09/2021		1 023 069		1 023 069				
10/2021		303 522		303 522				
11/2021		1 184 030		1 184 030				
Total		4 461 245		4 461 245				

ARRÊTÉS DE RÉPARTITION POUR MESURES GÉNÉRALES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
03/11/2021	4 135 713		4 135 713					
Total	4 135 713		4 135 713					

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/01/2021		10 760 905						
Total		10 760 905						

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/01/2021		326 476		326 476				
Total		326 476		326 476				

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
25/02/2021		17 301 420		17 301 420				
Total		17 301 420		17 301 420				

DÉCRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
28/06/2021	552 231		552 231			7 406 765		7 406 765
19/11/2021					247 500			247 500
Total	552 231		552 231		247 500	7 406 765		247 500 7 406 765

DÉCRETS DE VIREMENT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
28/06/2021						12 710 139		7 493 299
19/11/2021					5 315 204			5 315 204
Total					18 025 343			12 808 503

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
01/12/2021						48 894 580		48 894 580
Total					48 894 580			48 894 580

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général	313 958 046	52 977 892	313 958 046	42 216 987	247 500	74 326 688	247 500	69 109 848

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES**Avertissement**

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2021 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2021. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2021.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (3)

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage définitif 2020	Chiffrage initial 2021	Chiffrage actualisé 2021
230605	Exonération du bénéfice réalisé par les entreprises créées en zone de restructuration de la défense Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés <i>Bénéficiaires 2019 : 320 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2008 - Dernière modification : 2016 - Dernière incidence budgétaire : 2034 - Fin du fait générateur : 2027 - code général des impôts : 44 terdecies</i>	3	3	2
120141	Exonération de l'indemnité de départ volontaire versée dans le cadre d'une restructuration ou d'une réorganisation du ministère de la défense Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2019 : 112 Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2018 - Dernière incidence budgétaire : 2025 - Fin du fait générateur : 2025 - code général des impôts : 81-30° bis</i>	1	1	1
120140	Exonération du pécule modulable d'incitation au départ des militaires Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2019 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2013 - Dernière incidence budgétaire : 2020 - Fin du fait générateur : 2019 - code général des impôts : 81-30°</i>	3	-	-
Total		7	4	3

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière principale		Chiffrage définitif 2020	Chiffrage initial 2021	Chiffrage actualisé 2021
090201	Crédit d'impôt pour les micro entreprises implantées en zone de restructuration de la défense Cotisation foncière des entreprises <i>Bénéficiaires 2019 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2009 - Dernière modification : 2015 - Dernière incidence budgétaire : 2023 - Fin du fait générateur : 2021 - code général des impôts : 1647 C septies</i>	0	0	0

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière principale	Chiffrage définitif 2020	Chiffrage initial 2021	Chiffrage actualisé 2021
Total			

■ DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière subsidiaire	Chiffrage définitif 2020	Chiffrage initial 2021	Chiffrage actualisé 2021
090201 Crédit d'impôt pour les micro entreprises implantées en zone de restructuration de la défense Cotisation foncière des entreprises <i>Bénéficiaires 2019 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2009 - Dernière modification : 2015 - Dernière incidence budgétaire : 2023 - Fin du fait générateur : 2021 - code général des impôts : 1647 C septies</i>	0	0	0
Total			

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
04 – Politique immobilière	-7 596	585 018 452 559 699 025	605 175 119 559 691 429	-7 596	509 508 409 496 906 800	529 665 076 496 899 204
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		187 496 067 170 770 342	187 496 067 170 770 342		167 940 401 160 864 914	167 940 401 160 864 914
06 – Politiques des ressources humaines	-124 670	145 155 107 140 425 450	146 305 107 140 300 779	-124 670	146 141 107 140 627 148	147 291 107 140 502 478
06.03 – Reconversion	-124 670	32 800 287 33 753 456	32 800 287 33 628 785	-124 670	32 790 287 35 250 990	32 790 287 35 126 320
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		112 354 820 106 671 994	113 504 820 106 671 994		113 350 820 105 376 158	114 500 820 105 376 158
08 – Politique culturelle et éducative	-3 573	33 792 110 50 522 750	34 092 110 50 519 177	-3 573	39 052 022 50 765 605	39 352 022 50 762 032
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		30 372 971 48 098 634	30 372 971 48 098 634		35 632 883 47 931 495	35 632 883 47 931 495
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense	-3 573	3 419 139 2 424 116	3 719 139 2 420 543	-3 573	3 419 139 2 834 110	3 719 139 2 830 537
10 – Restructurations	-13 274	34 599 988 18 306 729	34 599 988 18 293 455	-13 274	42 188 713 34 291 975	42 188 713 34 278 701
11 – Pilotage, soutien et communication	-9 443	358 962 553 346 670 874	359 937 553 346 661 430	-9 443	373 332 972 361 428 859	374 307 972 361 419 416
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	616 732 707 605 043 341		616 732 707 605 043 341	616 732 707 605 043 341		616 732 707 605 043 341
50.01 – Renseignement extérieur	492 007 397 479 247 346		492 007 397 479 247 346	492 007 397 479 247 346		492 007 397 479 247 346
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	124 725 310 125 795 995		124 725 310 125 795 995	124 725 310 125 795 995		124 725 310 125 795 995
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	24 464 673 25 391 772		24 464 673 25 391 772	24 464 673 25 391 772		24 464 673 25 391 772
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 464 673 25 391 772		24 464 673 25 391 772	24 464 673 25 391 772		24 464 673 25 391 772
52 – Relations internationales	68 221 994 89 826 457		68 221 994 89 826 457	68 221 994 89 826 457		68 221 994 89 826 457
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 895 690 15 619 113		5 895 690 15 619 113	5 895 690 15 619 113		5 895 690 15 619 113
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	62 326 304 74 207 344		62 326 304 74 207 344	62 326 304 74 207 344		62 326 304 74 207 344
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme	2 062 870 883 2 043 500 537		2 062 870 883 2 043 500 537	2 062 870 883 2 043 500 537		2 062 870 883 2 043 500 537

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
"Équipement des forces "						
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 062 870 883 2 043 500 537		2 062 870 883 2 043 500 537	2 062 870 883 2 043 500 537		2 062 870 883 2 043 500 537
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 392 744 942 1 312 614 721		1 392 744 942 1 312 614 721	1 392 744 942 1 312 614 721		1 392 744 942 1 312 614 721
54.01 – Commandement des armées	165 139 997 175 179 565		165 139 997 175 179 565	165 139 997 175 179 565		165 139 997 175 179 565
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	231 805 490 232 036 829		231 805 490 232 036 829	231 805 490 232 036 829		231 805 490 232 036 829
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	17 347 160 6 815 203		17 347 160 6 815 203	17 347 160 6 815 203		17 347 160 6 815 203
54.04 – Enseignement interarmées	148 228 537 120 107 008		148 228 537 120 107 008	148 228 537 120 107 008		148 228 537 120 107 008
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	142 843 175 140 368 429		142 843 175 140 368 429	142 843 175 140 368 429		142 843 175 140 368 429
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	173 794 020 153 306 944		173 794 020 153 306 944	173 794 020 153 306 944		173 794 020 153 306 944
54.07 – Systèmes d'information et de communication	513 586 563 484 800 742		513 586 563 484 800 742	513 586 563 484 800 742		513 586 563 484 800 742
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 062 675 859 7 142 041 845		7 063 715 859 7 142 041 845	7 062 675 859 7 142 041 845		7 063 715 859 7 142 041 845
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 062 675 859 7 142 041 845		7 063 715 859 7 142 041 845	7 062 675 859 7 142 041 845		7 063 715 859 7 142 041 845
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 481 276 063 2 509 316 387		2 481 276 063 2 509 316 387	2 481 276 063 2 509 316 387		2 481 276 063 2 509 316 387
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 481 276 063 2 512 125 802		2 481 276 063 2 512 125 802	2 481 276 063 2 512 125 802		2 481 276 063 2 512 125 802
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-2 809 415		0 -2 809 415	-2 809 415		0 -2 809 415
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 512 521 031 2 521 754 526		2 512 521 031 2 521 754 526	2 512 521 031 2 521 754 526		2 512 521 031 2 521 754 526
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 512 521 031 2 497 097 957		2 512 521 031 2 497 097 957	2 512 521 031 2 497 097 957		2 512 521 031 2 497 097 957
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	24 656 569		0 24 656 569	24 656 569		0 24 656 569
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 688 470 445 2 887 473 846	3 653	2 939 370 445 2 887 477 498	2 688 470 445 2 887 473 846	3 396	2 939 370 445 2 887 477 242
58.01 – Fonction pétrolière	132 987 545 129 796 087		132 987 545 129 796 087	132 987 545 129 796 087		132 987 545 129 796 087
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	71 779 386 53 377 325	3 736	71 779 386 53 381 061	71 779 386 53 377 325	3 396	71 779 386 53 380 721
58.03 – Soutiens complémentaires	1 878 439		0 1 878 439	1 878 439		0 1 878 439
58.04 – Service interarmées des munitions	90 914 513 85 759 396		90 914 513 85 759 396	90 914 513 85 759 396		90 914 513 85 759 396
58.05 – Service du commissariat des armées	1 488 776 059 1 454 290 476	-83	1 488 776 059 1 454 290 393	1 488 776 059 1 454 290 476		1 488 776 059 1 454 290 476
58.06 – Fonction santé	904 012 942 1 162 372 122		1 154 912 942 1 162 372 122	904 012 942 1 162 372 122		1 154 912 942 1 162 372 122
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	350 000 000 389 949 297		350 000 000 389 949 297	350 000 000 389 949 297		350 000 000 389 949 297

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000 305 911 059		250 000 000 305 911 059	250 000 000 305 911 059		250 000 000 305 911 059
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000 84 038 237		100 000 000 84 038 237	100 000 000 84 038 237		100 000 000 84 038 237
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	494 476 024 457 257 678		494 476 024 457 257 678	494 476 024 457 257 678		494 476 024 457 257 678
61 – Action sociale, chômage et pensions	290 667 405 302 199 945		290 667 405 302 199 945	290 667 405 302 199 945		290 667 405 302 199 945
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	156 560 702 154 902 233		156 560 702 154 902 233	156 560 702 154 902 233		156 560 702 154 902 233
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	124 821 711 137 496 317		124 821 711 137 496 317	124 821 711 137 496 317		124 821 711 137 496 317
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	9 284 992 9 801 395		9 284 992 9 801 395	9 284 992 9 801 395		9 284 992 9 801 395
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	41 143 942 36 783 916		41 143 942 36 783 916	41 143 942 36 783 916		41 143 942 36 783 916
63 – Restructurations - RH	52 516 708 42 399 964		52 516 708 42 399 964	52 516 708 42 399 964		52 516 708 42 399 964
63.01 – Restructurations Personnels civils	26 277 786 16 106 006		26 277 786 16 106 006	26 277 786 16 106 006		26 277 786 16 106 006
63.02 – Restructurations Personnels militaires	26 238 922 26 293 958		26 238 922 26 293 958	26 238 922 26 293 958		26 238 922 26 293 958
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	394 384 930 384 047 401		394 384 930 384 047 401	394 384 930 384 047 401		394 384 930 384 047 401
64.01 – Personnel du SGA employeur	281 053 454 273 190 246		281 053 454 273 190 246	281 053 454 273 190 246		281 053 454 273 190 246
64.07 – Personnel de l'action sociale	59 544 954 64 160 372		59 544 954 64 160 372	59 544 954 64 160 372		59 544 954 64 160 372
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	53 786 522 46 696 783		53 786 522 46 696 783	53 786 522 46 696 783		53 786 522 46 696 783
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	88 171 942 110 404 595		88 171 942 110 404 595	88 171 942 110 404 595		88 171 942 110 404 595
66 – Rayonnement et contribution extérieure	44 737 929 109 616 913		44 737 929 109 616 913	44 737 929 109 616 913		44 737 929 109 616 913
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PME A Mindef	4 707 240		0 4 707 240	4 707 240		0 4 707 240
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PME A Mindef	43 387 352 37 610 923		43 387 352 37 610 923	43 387 352 37 610 923		43 387 352 37 610 923
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PME A Mindef	65 770 577		0 65 770 577	65 770 577		0 65 770 577
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	375 374		0 375 374	375 374		0 375 374
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 350 577 1 152 800		1 350 577 1 152 800	1 350 577 1 152 800		1 350 577 1 152 800
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	86 057 723 84 443 039		86 057 723 84 443 039	86 057 723 84 443 039		86 057 723 84 443 039
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la	31 592 245 32 900 653		31 592 245 32 900 653	31 592 245 32 900 653		31 592 245 32 900 653

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux						
67.02 – Contrôle général des armées	22 605 558 21 822 510		22 605 558 21 822 510	22 605 558 21 822 510		22 605 558 21 822 510
67.03 – Direction Générale du Numérique	7 221 513 6 176 995		7 221 513 6 176 995	7 221 513 6 176 995		7 221 513 6 176 995
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	11 411 711 9 439 646		11 411 711 9 439 646	11 411 711 9 439 646		11 411 711 9 439 646
67.05 – Gendarmerie de la Sûreté de l'Armement Nucléaire	5 087 220 5 230 815		5 087 220 5 230 815	5 087 220 5 230 815		5 087 220 5 230 815
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 363 482 6 265 116		5 363 482 6 265 116	5 363 482 6 265 116		5 363 482 6 265 116
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 775 994 2 607 303		2 775 994 2 607 303	2 775 994 2 607 303		2 775 994 2 607 303
Total des crédits prévus en LFI *	20 752 135 200	1 345 024 277	22 097 159 477	20 752 135 200	1 278 163 624	22 030 298 824
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP	+313 710 546	-21 348 796	+292 361 750	+313 710 546	-26 892 861	+286 817 686
Total des crédits ouverts	21 065 845 746	1 323 675 481	22 389 521 227	21 065 845 746	1 251 270 763	22 317 116 510
Total des crédits consommés	21 053 907 620	1 286 398 821	22 340 306 442	21 053 907 620	1 244 888 698	22 298 796 318
Crédits ouverts - crédits consommés	+11 938 126	+37 276 660	+49 214 786	+11 938 126	+6 382 065	+18 320 191

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Total des autorisations de fongibilité asymétrique délivrées au programme : 4 882 €.



AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2021 (EN €)

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 Justification au premier euro

Niv.	Description	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prév. LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Conso.	Écart Conso. / Prév. LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OS	Dissuasion (DIS)	4 500 000	-	-	4 093 971	- 406 029	4 500 000	-	4 093 971	- 406 029
OS	Équipements d'accompagnement (EAC)	187 496 067	-	3 678 076	171 853 888	- 11 964 103	167 940 401	-	160 919 917	- 7 020 484
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	634 471 556	2 425 000	-	674 278 381	37 381 825	665 377 093	2 425 000	657 583 311	- 10 218 782
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	518 556 654	20 156 667	-	461 646 327	- 77 066 994	440 346 130	20 156 667	431 314 512	- 29 188 285
Total		1 345 024 277	22 581 667	3 678 076	1 311 872 567	- 52 055 301	1 278 163 624	22 581 667	1 253 911 711	- 46 833 580

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectation 2021	Total	Engagement 2021 sur TF
OS	Dissuasion (DIS)	-	-	-	-	-
OS	Équipements d'accompagnement (EAC)	0,14	5,05	8,70	3,79	2,12
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	-	-	-	-	-
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	9,83	0,32	-	9,51	3,48
Total		9,97	5,37	8,70	13,30	5,60

ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS (EN M€)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				Total
			Eng. restant à payer fin 2020	Eng. 2021	2021	2022	2023	> 2023	
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	-	4,50	4,50	-	-	-	4,50
		PLR	-	4,09	4,09	-	-	-	4,09
OS	Équipements d'accompagnement (EAC)	PLF	98,75	184,51	175,83	79,98	27,46	-	283,27
		PLR	111,45	173,98	160,92	86,24	30,57	7,71	285,43
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	1 044,88	636,90	671,80	142,04	46,04	821,89	1 681,77
		PLR	1 061,62	674,28	657,58	158,38	75,92	844,02	1 735,90
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	PLF	709,46	540,87	460,50	378,22	194,99	216,62	1 250,33
		PLR	802,81	465,13	431,31	339,73	196,84	300,04	1 267,93
Écart (PLR-PLF)			122,79	- 49,30	- 58,72	- 15,89	34,84	113,25	73,48

PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	20 752 135 200	1 345 024 277	22 097 159 477	20 752 135 200	1 278 163 624	22 030 298 824
Amendements	0	0	0	0	0	0
LFI	20 752 135 200	1 345 024 277	22 097 159 477	20 752 135 200	1 278 163 624	22 030 298 824

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Report de crédits

Hors Titre 2

Les crédits reportés en AE s'élèvent à 28,4 M€ en AE dont 10,8 M€ de reports sur TF ouverts par arrêté de report du 22 janvier 2021, 0,3 M€ ouverts par arrêté de report du 27 janvier 2021 (FDC) et 17,3 M€ ouverts par arrêté de report du 25 février 2021 (reports généraux).

En CP, les crédits reportés en CP s'élèvent à 17,6 M€ dont 0,3 M€ ouverts par arrêté de report du 27 janvier 2021 (FDC) et 17,3 M€ ouverts par arrêté de report du 25 février 2021 (reports généraux).

Loi de finances rectificatives

Hors Titre 2

La loi de finances rectificatives n°2021-1549 du 1er décembre 2021 a annulé 48,9 M€ en AE et en CP sur le programme 212 hors titre 2.

Décrets de transfert

Titre 2

Le solde des transferts s'élève à + 4,4 M€ et recouvre les mesures suivantes :

- les mouvements entrants :
- *en provenance du programme 551 « Provision relative aux rémunérations publiques » :*
 - + 2,4 M€ au titre de la convergence indemnitaire entre les services déconcentrés en Ile-de-France et l'administration centrale ;
 - + 1,4 M€ au titre de la mise en œuvre du forfait mobilités durables ;
 - + 0,3 M€ au titre de la réforme des modalités de calcul du capital décès de l'agent public civil ;
 - + 0,1 M€ au titre de la refonte des grilles des médecins de prévention ;
- *en provenance d'autres programmes :*
 - + 0,6 M€ en provenance du programme 176 « Police nationale » ; au titre de la mise en œuvre de l'opération *Mousquetaire* ;
 - + 0,1 M€ en provenance du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières », destinés au financement des primes des ingénieurs des mines (ex-télécom) en poste hors des ministères économiques et financiers ;

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

- + 0,03 M€ en provenance du programme 147 « Politique de la ville ». Ce transfert correspond au remboursement par le ministère chargé de la ville des rémunérations des agents délégués des préfets ;
- + 0,2 M€ en provenance du programme 161 « Sécurité civile » au titre de la participation des armées aux opérations de lutte contre les incendies dans le cadre de l'opération *Héphaïstos*.
- les mouvements sortants :
 - - 0,3 M€ à destination du programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde », destinés au financement des rémunérations de certains personnels en poste à l'étranger ;
 - - 0,3 M€ à destination du programme 134 « Développement des entreprises et régulations » au titre de la contribution au profit du commissariat aux communications électroniques de défense (CCED).

Hors Titre 2

Le solde des transferts s'élève à - 7,4 M€ en AE et en CP et concerne principalement :

- le financement du solde des opérations de soutien réalisées au profit des ministères des armées et de l'intérieur à destination du programme 152 « Gendarmerie nationale » (- 6,3 M€ en AE/CP) ;
- le financement de la maintenance et l'amélioration continue (MAC) du projet d'archivage numérique « Valeurs immatérielles transmises aux archives pour mémoire » (VITAM) et le remboursement de rémunérations par l'opérateur du patrimoine à destination du programme 224 « Soutien aux politiques du ministère de la culture » (- 1,1 M€ en AE/CP).

Décrets de virementTitre 2

Néant

Hors Titre 2

Le solde des virements s'élève à - 18 M€ en AE et - 12,8 M€ en CP et recouvre les principaux mouvements suivants:

- + 0,1 M€ en AE et en CP en provenance du programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » au titre de sa participation à la Fabrique Défense et de sa contribution aux frais d'expertise médicales ;
- - 18,1 M€ en AE et - 12,8 M€ en CP à destination du programme 178 « Préparation et emploi des forces », correspondant principalement :
 - au financement d'activités d'infrastructure transférées à la suite de la mise en œuvre d'une nouvelle architecture budgétaire (- 11,9 M€ en AE et - 7,5 M€ en CP) ;
 - à la participation du Secrétariat général pour l'administration au financement du solde des opérations de soutien réalisées au profit des ministères des armées et de l'intérieur (- 5,8 M€ en AE/CP) ;
 - au remboursement d'équipements de protection individuelle (- 0,6 M€ en AE/CP).

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITSTitre 2

Les rattachements par attributions de produits s'élèvent à 309,3 M€. Ils proviennent majoritairement du produit de l'activité du service de santé des armées (308,4 M€ au titre du remboursement de soins assurés par le service de santé des armées) et marginalement de remboursements de la *Bundeswehr* (0,91 M€ affectés au titre du remboursement des dépenses de personnels de la défense par les organismes internationaux ou leurs émanations).

Hors Titre 2

Les rattachements de fonds de concours (4,5 M€ en AE et en CP) et d'attributions de produits (20,1 M€ en AE/CP) proviennent :

- pour les premiers de :

- participations diverses aux dépenses d'infrastructure et de dépollution (2,9 M€ en AE/CP) ;
- la participation du Fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (1,2 M€ en AE/CP).
- pour les seconds de :
 - recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère de la défense dans le cadre de sa mission en métropole (19,2 M€ en AE/CP) ;
 - recettes provenant de prestations diverses effectuées dans le cadre de l'exécution du partenariat public-privé Balard (0,7 M€ en AE/CP).

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Mise en réserve initiale	103 760 676	51 569 006	155 329 682	103 760 676	48 894 580	152 655 256
Surgels	0	0	0	0	0	0
Dégels	0	0	0	0	0	0
Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)	103 760 676	51 569 006	155 329 682	103 760 676	48 894 580	152 655 256

RÉSERVE DE PRÉCAUTION

Titre 2

La réserve de précaution sur le titre 2 (103,76 M€, soit 61,32 M€ hors CAS Pensions et 42,44 M€ sur le CAS Pensions) a fait l'objet d'une levée totale.

FONGIBILITÉ ASYMETRIQUE

Un mouvement de fongibilité asymétrique a été réalisé en fin de gestion pour un montant de 5 k€.

EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Transferts de gestion 2020	Réalisation 2020	LFI + LFR 2021	Transferts de gestion 2021	Réalisation 2021	Écart à LFI + LFR 2021 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4))
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(5 - (3 + 4))
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	-1,00	14 456,00	14 237,00	-2,00	14 966,42	+731,42
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	0,00	13 365,00	13 965,00	0,00	14 013,45	+48,45
1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires)	0,00	22 243,00	22 698,00	0,00	22 585,84	-112,16
1090 – Ouvriers de l'Etat	0,00	13 138,00	12 412,00	0,00	12 415,64	+3,64
1091 – Officiers	0,00	33 487,00	34 137,00	0,00	33 932,25	-204,75

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Transferts de gestion 2020 (1)	Réalisation 2020 (2)	LFI + LFR 2021 (3)	Transferts de gestion 2021 (4)	Réalisation 2021 (5)	Écart à LFI + LFR 2021 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4))
1092 – Sous-officiers	0,00	91 380,00	92 880,00	0,00	91 469,67	-1 410,33
1093 – Militaires du rang	0,00	79 621,00	79 480,00	0,00	79 820,83	+340,83
1094 – Volontaires	0,00	1 519,00	1 697,00	0,00	1 380,25	-316,75
1095 – Volontaires stagiaires du SMV	0,00	549,00	718,00	0,00	683,75	-34,25
Total	-1,00	269 758,00	272 224,00	-2,00	271 268,10	-953,90

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Mesures de périmètre en LFI (6)	Mesures de transfert en LFI (7)	Corrections techniques (8)	Impact des schémas d'emplois pour 2021 (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2020 sur 2021	dont impact du schéma d'emplois 2021 sur 2021
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	0,00	0,00	-0,46	+511,88	+330,07	+181,81
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	0,00	0,00	-8,42	+656,87	+357,52	+299,35
1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires)	0,00	-15,00	+324,31	+33,53	+46,15	-12,62
1090 – Ouvriers de l'Etat	0,00	+2,00	+0,50	-724,86	-259,64	-465,22
1091 – Officiers	0,00	+17,00	+51,99	+376,26	+451,58	-75,32
1092 – Sous-officiers	0,00	+186,00	+49,73	-146,06	+270,40	-416,46
1093 – Militaires du rang	0,00	+2,00	+83,80	+114,03	+478,63	-364,60
1094 – Volontaires	0,00	-12,00	+8,13	-134,88	-37,45	-97,43
1095 – Volontaires stagiaires du SMV	0,00	0,00	+134,75	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	+180,00	+644,33	+686,77	+1 637,26	-950,49

Après transferts de gestion, le volume d'ETPT consommé par le programme 212 est inférieur de - 954 ETPT au plafond alloué en LFI et LFR 2021, représentant ainsi une sous-consommation de 0,35 % du plafond 2021.

L'évolution entre les réalisations 2020 et 2021 s'établit à + 1 510,1 ETPT (hors transferts de gestion) et relève :

- du schéma d'emplois 2021 de + 686,8 ETPT (comprenant le SIAé) qui se décompose en une extension en année pleine (EAP) 2020 sur 2021 de + 1 637,3 ETPT et un effet année courante (EAC) 2021 de - 950,5 ETPT ;
- des mesures de transferts à hauteur de + 180 ETPT ;
- des corrections techniques à hauteur de + 644,3 ETPT regroupant les mesures suivantes :
 - des corrections de stocks au titre de l'augmentation des effectifs d'apprentis et de volontaires du service militaire volontaire (SMV), à hauteur de + 458,3 ETPT ;
 - des rectifications liées aux calculs de l'EAP et de l'EAC à partir de mois moyens arrondis, soit + 145,1 ETPT ;
 - une correction technique liée aux variations prévisionnelles d'effectifs des officiers DGA en période d'ouverture à hauteur de + 40 ETPT ;
 - des corrections d'arrondis TANGO à hauteur de 1 ETPT.

RÉPARTITION DE L'EMR PAR CATEGORIE D'EMPLOI

Catégorie d'emplois	Réalisation 2021	dont SIAé	dont Présidence de la République
Total civils	63 981,35	3 956,62	16,67
Catégorie A	14 966,42	578,04	2,00
Catégorie B	14 013,45	797,62	3,92

Catégorie C	22 585,84	360,71	7,92
Ouvriers de l'Etat	12 415,64	2 220,25	2,83
Total militaires	207 286,75	838,08	53,58
Officiers	33 932,25	104,33	14,08
Sous-officiers	91 469,67	688,17	35,92
Militaires du rang	79 820,83	45,58	3,58
Volontaires	1 380,25	0,00	0,00
Volontaires stagiaires du SMV	683,75	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	271 268,10	4 794,70	70,25

REPARTITION DE L'EMR, PAR BOP

Catégorie d'emplois	Réalisation 2021	dont SIAé	dont Présidence de la République
Personnels militaires de l'armée de terre	114 782,08	54,75	14,33
Personnels militaires de l'armée de l'air	40 828,42	292,58	13,33
Personnels militaires de la marine	36 299,00	425,42	17,92
Personnels militaires du SCA	1 975,13	4,25	1,00
Personnels militaires du SEA	1 420,58	-	-
Personnels du SSA	10 110,10	-	7,00
Personnels de la DGA	6 525,94	749,89	-
Personnels ingénieurs de l'infrastructure	632,00	-	-
Autres personnels militaires (CGA, APM, gendarmes non-spécialisés et de la sûreté des armements nucléaires)	497,50	-	-
Personnels civils de la Défense (1)	52 377,47	3 267,81	15,67
Personnels de la DGSE	5 819,88	-	1,00
Total	271 268,10	4 794,70	70,25

(1) Le BOP "Personnels civils de la Défense n'inclut pas les populations suivantes :

- le personnel civil paramédical, rattaché au service de santé des armées (SSA) ;
- les cadres technico-commerciaux, ingénieurs (ICT) et techniciens (TCT), rattachés à la direction générale de l'armement (DGA) ;
- les aumôniers civils rattachés au service du commissariat des armées (SCA) ;
- le personnel civil employé à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

Catégorie d'emploi	Sorties	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées	dont primo recrutements	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois Réalisation	Schéma d'emplois Prévision PAP
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	1 595,42	276,70	6,80	2 070,89	1 192,20	7,17	+475,47	+558,12
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	1 487,91	392,50	6,71	2 046,00	931,40	6,67	+558,09	+543,91
1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires)	3 256,57	561,28	6,37	3 491,79	1 980,08	6,86	+235,22	+56,05
1090 – Ouvriers de l'Etat	1 463,37	833,40	6,54	735,88	355,00	7,74	-727,49	-585,00
1091 – Officiers	2 568,00	869,00	6,91	2 744,00	1 295,00	7,63	+176,00	+334,00
1092 – Sous-officiers	9 142,00	3 481,00	6,69	9 053,00	4 528,00	7,18	-89,00	-87,00
1093 – Militaires du rang	16 949,00	1 751,00	6,61	16 113,00	14 459,00	6,55	-836,00	+28,00
1094 – Volontaires	1 558,99	2,00	6,65	1 282,00	1 067,00	6,19	-276,99	-548,00
Total	38 021,26	8 166,88		37 536,56	25 807,68		-484,70	+300,08

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Le schéma d'emplois réalisé à fin 2021 s'élève à - 485 ETP, soit un écart de - 785 ETP par rapport aux prévisions du PAP 2021. Cet écart s'explique comme suit :

- une contraction du schéma d'emplois 2021 à hauteur de - 67 ETP en gestion afin de compenser l'avance à la cible constatée à fin 2020 ;
- le retard à la cible constaté à fin 2021 de - 718 ETP, qui a été pris en compte dans la construction des cibles de schéma d'emplois pour la gestion 2022.

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES**RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE**

(en ETP)

Service	Prévision LFI	Réalisation	dont mesures de transfert	dont mesures de périmètre	dont corrections techniques	Impact des schémas d'emplois pour 2021	dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2020 sur 2021	dont impact du schéma d'emplois 2021 sur 2021
Administration centrale	15 176,00	15 172,92	+188,00	0,00	+146,08	+38,42	+91,58	-53,16
Opérateurs	50,00	45,00	-8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Services à l'étranger	11 895,00	11 853,62	0,00	0,00	0,00	+30,01	+71,54	-41,53
Autres	245 103,00	244 196,56	0,00	0,00	+498,25	+618,34	+1 474,14	-855,80
Total	272 224,00	271 268,10	+180,00	0,00	+644,33	+686,77	+1 637,26	-950,49

(en ETP)

Service	Schéma d'emplois Prévision PAP	ETP au 31/12/2021 Réalisation
Administration centrale	+16,78	15 196,71
Opérateurs	0,00	0,00
Services à l'étranger	+13,11	11 872,22
Autres	+270,19	244 624,65
Total	+300,08	271 693,58

La catégorie « autres » correspond aux unités stationnées en province ou en outre-mer, aux services déconcentrés et aux bases de défense.

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI	Réalisation
	ETPT	ETPT
50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	7 181,00	7 360,40
50.01 – Renseignement extérieur	5 641,00	5 818,88
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	1 540,00	1 541,52
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"	251,00	309,73
51.01 – DGRIS / Administration centrale	251,00	309,73
52 – Relations internationales	361,00	340,58
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	50,00	39,72

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI	Réalisation
	ETPT	ETPT
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	311,00	300,86
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	10 046,00	10 408,30
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	10 046,00	10 408,30
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	15 637,00	14 770,11
54.01 – Commandement des armées	1 559,00	1 552,93
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	2 117,00	2 086,52
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	168,00	0,00
54.04 – Enseignement interarmées	1 855,00	1 584,44
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	798,00	836,68
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	2 060,00	1 914,71
54.07 – Systèmes d'information et de communication	7 080,00	6 794,83
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	105 523,00	106 321,59
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	105 523,00	106 321,59
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	34 266,00	34 397,42
56.01 – Ressources humaines des forces navales	34 266,00	34 397,42
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	38 469,00	39 018,68
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	33 682,00	34 223,98
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)	4 787,00	4 794,70
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	43 109,00	41 471,92
58.01 – Fonction pétrolière	2 054,00	2 065,34
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	516,00	474,18
58.04 – Service interarmées des munitions	1 361,00	1 319,36
58.05 – Service du commissariat des armées	24 146,00	22 971,57
58.06 – Fonction santé	15 032,00	14 641,47
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	7 081,00	6 641,81
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	651,00	603,25
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	5 559,00	5 668,62
64.01 – Personnel du SGA employeur	3 847,00	3 963,74
64.07 – Personnel de l'action sociale	963,00	990,05
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	749,00	714,83
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	2 080,00	2 232,41
66 – Rayonnement et contribution extérieure	1 071,00	842,68
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PME A Mindef	467,00	295,58
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PME A Mindef	530,00	476,85
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	74,00	70,25
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	939,00	880,60
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	354,00	335,53
67.02 – Contrôle général des armées	177,00	170,39
67.03 – Direction Générale du Numérique	64,00	56,55
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	122,00	113,92
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	54,00	52,39
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services	146,00	128,89

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI	Réalisation
	ETPT	ETPT
Industriels de l'Armement		
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	22,00	22,93
Total	272 224,00	271 268,10
Transferts en gestion		-2,00

Le PMEA de la LFI 2021 s'élève à 272 224 ETPT. La gestion 2021 se solde par une exécution de 271 268 ETPT, soit une vacance sous plafond de 956 ETPT. Cette vacance sous plafond permet au ministère des Armées de faire face aux aléas de gestion (décalages dans les recrutements ou dans le cadencement des sorties). Les écarts concernant les actions/sous-actions résultent essentiellement pour chacune d'entre elles de la sur ou sous-réalisation des effectifs par rapport à la cible initiale en ETPE.

RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2020-2021	Dépenses de titre 2 Coût total chargé (en M€)	Dépenses hors titre 2 Coût total (en M€)
2 062,00	27,64	10,04

Fixée à 2000 apprentis pour le cycle scolaire 2020-2021, la cible a été légèrement dépassée par le MINARM, en cohérence avec le rehaussement à 2 200 ETPE de la cible pour le cycle 2021-2022.

Les dépenses T2 correspondent aux dépenses réalisées en 2021.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

Catégorie	Exécution 2020	Prévision LFI 2021	Exécution 2021
Rémunération d'activité	10 645 032 263	10 525 774 320	10 816 295 157
Cotisations et contributions sociales	9 849 719 082	9 939 421 192	9 942 860 633
Contributions d'équilibre au CAS Pensions :	8 405 460 108	8 488 624 712	8 476 636 226
– Civils (y.c. ATI)	698 698 435	769 452 637	720 103 072
– Militaires	6 506 847 875	6 499 027 155	6 536 388 235
– Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)	1 199 913 798	1 220 144 920	1 220 144 920
– Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions)			
Cotisation employeur au FSPOEIE	163 112 712		158 056 179
Autres cotisations	1 281 146 263	1 450 796 480	1 308 168 227
Prestations sociales et allocations diverses	291 684 027	286 939 688	294 751 830
Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)	20 786 435 372	20 752 135 200	21 053 907 620
Total titre 2 (hors CAS Pensions)	12 380 975 264	12 263 510 488	12 577 271 394
FdC et AdP prévus en titre 2		251 940 000	

Au 31/12/2021, la dépense T2 chômage s'élève en brut à 154,1 M€ (152,6 M€ en net), pour un effectif moyen de 15 231 allocataires. La distribution de la dépense est la suivante :

- personnels civils restructurés : 7,0 M€ de dépenses pour un effectif moyen mensuel de 367 allocataires ;
- personnels civils non restructurés : 9,8 M€ de dépenses pour un effectif moyen mensuel de 910 allocataires ;
- personnels militaires : 137,3 M€ de dépenses pour un effectif moyen mensuel de 13 954 allocataires.

La consommation 2021 est supérieure de 11,8 M€ à la ressource initiale établie à 142,3 M€ en LFI 2021. La hausse constatée s'explique notamment par les conséquences de la crise sanitaire et plus particulièrement par les facteurs conjoncturels suivants :

- des retours en indemnisation plus fréquents du fait de la dégradation de la situation économique ;
- les flux de sorties du dispositif d'indemnisation ont ralenti, les accès à l'emploi ayant été plus difficiles du fait de la situation sanitaire, du gel ou du report des recrutements ;
- la prolongation des droits à indemnisation dans le cadre de la réponse gouvernementale à la crise sanitaire.

RÉFÉRENTIEL D'OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

OPERATION STRATEGIQUE (OS)	OPERATION PROGRAMMEE (OP)	OPERATION BUDGETAIRE (OB)	LFI 2021	RAP 2021	
Masse salariale socle - hors CAS pensions	Socle - personnels civils		3 031 311 267	2 848 903 948	
	Socle - personnels militaires		8 177 458 626	8 650 192 905	
Total Masse salariale socle - hors CAS pensions et hors OPEX-MISSINT			11 208 769 893	11 499 096 854	
MISSINT			100 000 000	84 041 677	
Masse salariale hors socle - hors CAS pensions	Dépenses de non activité		114 490 000	115 922 440	
	Dépenses de réservistes		176 200 392	168 935 184	
	Restructurations et autres rémunérations (hors chômage)	Autres rémunérations		52 950 033	41 263 996
		Dépenses de restructurations liées au PAR		42 578 449	36 354 829
	Prestations sociales et allocations diverses	Allocations chômage		142 601 961	153 066 555
		Autres prestations sociales (cotisations sociales amiante incluses)		175 919 760	172 650 523
Autres dépenses hors socle - DAD			0	0	
Total Masse salariale hors socle - hors CAS pensions et hors OPEX-MISSINT			704 740 595	688 193 527	
OPEX			250 000 000	305 939 336	
Total hors CAS Pensions			12 263 510 488	12 577 271 394	
Masse salariale - CAS pensions	CAS pensions - personnels civils		1 987 449 978	1 940 071 420	
		CAS pensions militaire - socle	6 308 609 252	6 340 163 638	
	CAS pensions - personnels militaires	CAS pensions militaire - hors socle	127 216 892	131 513 132	
		CAS pensions militaire - hors socle (BMPM)	65 348 590	64 888 037	
Total Masse salariale - CAS pensions			8 488 624 712	8 476 636 226	
TOTAL			20 752 135 200	21 053 907 620	

ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions

Socle d'exécution 2020 retraitée	11 995,78
Exécution 2020 hors CAS Pensions	12 380,98
Impact des mesures de transfert et de périmètre 2021/ 2020	-1,27
Débasage de dépenses au profil atypique :	-383,92
– GIPA	-0,21
– Indemnisation des jours de CET	-6,30
– Mesures de restructuration	-39,64
– Autres dépenses de masse salariale	-337,77
Impact du schéma d'emplois	35,11
EAP schéma d'emplois 2020	56,97

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	
Schéma d'emplois 2021	-21,87
Mesures catégorielles	84,98
Mesures générales	6,67
Rebasage de la GIPA	0,43
Variation du point de la fonction publique	
Mesures bas salaires	6,24
GVT solde	0,56
GVT positif	176,08
GVT négatif	-175,53
Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA	393,67
Indemnisation des jours de CET	7,57
Mesures de restructurations	36,35
Autres rebasages	349,75
Autres variations des dépenses de personnel	60,51
Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23	6,48
Autres variations	54,03
Total	12 577,27

Le socle d'exécution 2020 est retraité des dépenses dites "au profil atypique", parmi lesquelles figurent, dans la catégorie "autres", les dépenses 2020 liées aux OPEX-MISSINT, les remboursements liés aux mises à disposition 2020 (525,6 M€) et les rétablissements de crédits 2020 (-531,2 M€) notamment.

Les principales évolutions, en 2021, de la masse salariale du ministère des Armées ont porté sur les agrégats suivants :

- le coût de la réalisation du schéma d'emplois 2021, supérieur aux prévisions établies en PLF (+ 35,1 M€) ;
- les mesures catégorielles sont commentées ci-après ;
- les mesures générales, dont : une exécution de la GIPA (garantie individuelle de pouvoir d'achat prévue par le décret n°2008-539 du 6 juin 2008) à hauteur de 0,4 M€ pour 1 979 agents, et des mesures en faveur des bas salaires (6,24 M€) liées aux revalorisations du SMIC intervenues en 2021 pour 75 000 agents civils et militaires ;
- un glissement vieillesse-technicité (GVT) solde s'établissant à + 0,6 M€, se décomposant en un GVT positif (correspondant à l'augmentation de la rémunération individuelle découlant de l'avancement ou du changement de grade ou de corps et qui représente 1,4 % de la masse salariale) et en un GVT négatif (qui mesure le "tassement" du salaire moyen résultant du départ d'une catégorie d'emplois, dont la rémunération est généralement supérieure à celle du personnel succédant aux "partants" et qui représente -1,4 % de la masse salariale) ;

Parmi les dépenses "au profil atypique" figure dans la catégorie « Autres », notamment, les dépenses 2021 liées aux OPEX-MISSINT, les remboursements liés aux mises à disposition 2021 (516,2 M€) et les rétablissements de crédits 2021 (- 518,7 M€).

Enfin, les autres variations de dépenses de personnel recouvrent principalement :

- l'augmentation des indemnités opérationnelles versées hors missions intérieures (+ 33,4 M€) en raison du rebond des activités opérationnelles en 2021 du fait de l'allègement des restrictions sanitaires ;
- la hausse de la non-activité (+ 1,4 M€) liée à l'augmentation du nombre de congés longue maladie et longue durée.

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emplois	Coût moyen chargé HCAS			dont rémunérations d'activité		
	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie
1087 – Catégorie A (personnels civils titulaires et non titulaires)	52 534	62 055	56 805	45 159	53 716	49 784
1088 – Catégorie B (personnels civils titulaires et non titulaires)	37 795	47 577	39 801	32 703	42 611	35 229
1089 – Catégorie C (personnels civils titulaires et non titulaires)	28 099	32 163	27 554	23 881	28 296	23 871
1090 – Ouvriers de l'Etat	38 681	45 072	46 169	32 977	38 507	39 903
1091 – Officiers	39 987	72 456	72 338	36 013	66 205	65 763
1092 – Sous-officiers	27 670	41 052	38 383	24 442	37 099	34 476
1093 – Militaires du rang	23 759	30 227	26 744	20 835	26 964	23 653
1094 – Volontaires	13 391	14 240	14 267	11 864	12 613	12 738
1095 – Volontaires stagiaires du SMV	4 448	4 448	4 448	4 156	4 156	4 156

Les coûts moyens d'entrée et de sortie présentés ci-dessus retracent les coûts des agents entrants (y compris les primo-recrutés au ministère) et ceux des agents sortants (y compris les départs en fin de carrière).

Les coûts globaux sont les coûts moyens par tête (*per capita*). Ces coûts estimés sont réalisés à partir des derniers coûts constatés auxquels sont appliqués les taux du GVT positif.

MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2021	Coût	Coût en année pleine
Effets extension année pleine						1 891 556	2 891 408
Extension de la prime ATOM aux militaires du centre de Valduc (AA)	20	Sous-officiers	Sous-officiers	07-2020	6	54 000	108 000
DRSD - Modulation de l'indemnité d'activité opérationnelle (IAO)	60	A, B et C	Tous corps	10-2020	9	46 890	62 520
Rénovation du dispositif de rémunération des praticiens hors taux n° 2 (mesure 2020)	272	Officiers	Praticiens des armées	10-2020	9	1 341 756	1 789 008
DRSD - Modulation de l'indemnité d'activité opérationnelle (IAO)	413	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	10-2020	9	323 910	431 880
DGSE - Revalorisation indemnitaire (filière expertise)	2 137	A, B et C	Tous corps	04-2020	3	125 000	500 000
Mesures statutaires						17 538 534	17 538 534
GRAF des IEF - Poursuite de la création du grade d'IEF hors classe	67	A	Ingénieurs d'études et de fabrication	01-2021	12	59 160	59 160
Avancement semi-automatique au grade d'adjudant à 25 ans de service - 5ème annuité	115	Sous-officiers	Sous-officiers de gendarmerie	01-2021	12	116 256	116 256
RDC-Mesure de requalification de cat. C en cat. B	190	C	Adjoints administratifs	01-2021	12	205 789	205 789
Mesure de requalification de cat. C en cat. B	193	C	Adjoints administratifs	01-2021	12	410 000	410 000
Mise en œuvre du protocole PPCR - Revalorisation indiciaire (MITHA)	290	Officiers et sous-officiers	MITHA	01-2021	12	69 476	69 476
Mise en œuvre du protocole PPCR - Revalorisation indiciaire (sous-officiers)	598	Sous-officiers	Sous-officiers	01-2021	12	397 874	397 874

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2021	Coût	Coût en année pleine
Mise en œuvre du protocole PPCR - Revalorisation indiciaire (SOG)	1 848	Sous-officiers	Sous-officiers de gendarmerie	01-2021	12	13 408	13 408
Mise en œuvre du protocole PPCR - Grille des catégories A et A+, y compris DGSE	6 669	A et A+	Administrateurs civils, attachés, IEF, conservateurs CED et assistantes sociales	01-2021	12	111 894	111 894
Revalorisation des contractuels	10 637	Civils non titulaires	Civils non titulaires	01-2021	12	9 540 000	9 540 000
Mise en œuvre du protocole PPCR - Grilles catégories A, B et C (filière sociale et paramédicale), y compris DGSE	15 620	A, B et C	Corps de la filière sociale et paramédicale	01-2021	12	1 922 544	1 922 544
Mise en œuvre du protocole PPCR - Revalorisation indiciaire (MDR)	44 231	Militaires du rang	Militaires du rang	01-2021	12	4 692 133	4 692 133
Mesures indemnitaires						65 551 331	67 700 291
Revalorisation de la rémunération des médecins de prévention	8	Officiers	Médecins de prévention	01-2021	12	67 000	67 000
GRAF des administrateurs	10	A	Administrateurs civils	01-2021	12	3 000	3 000
DGSE - Création du 10e échelon des administrateurs	20	A	Administrateurs civils	04-2021	9	30 000	40 000
DGSE - GRAF des attachés	23	A	Attachés	01-2021	12	50 000	50 000
NBI DIRISI	28	A	A	07-2021	6	15 000	30 000
Indemnité spécifique de haute responsabilité (ISHR)	32	Officiers généraux	Officiers généraux	01-2021	12	430 000	430 000
GRAF des IEF - RIFSEEP tickets promotion	67	A	Ingénieurs d'études et de fabrication	01-2021	12	268 000	268 000
RDC-Indemnité spécifique de haute responsabilité (ISHR) - 2ème annuité	95	Officiers généraux	Officiers généraux	01-2021	12	6 200	6 200
Prime urgence	99	A, B et C	Tous corps du service des urgences	08-2021	5	59 590	143 016
RDC-DRSD - Modulation de l'indemnité d'activité opérationnelle (IAO)	413	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	10-2021	3	20 178	80 712
Taux d'avancement Pro- Pro (cat C)	445	C	C	01-2021	12	40 000	40 000
DGSE - RIFSEEP hors CIA	2 467	A, B et C	Tous corps au RIFSEEP	01-2021	12	1 371 922	1 371 922
Séjour de la santé	5 650	Toutes catégories	Tous corps	01-2021	12	18 761 558	18 761 558
RIFSEEP - Clause de revoyure	8 268	A, B et C	AC, attachés, IEF, CTSS, ASS, SA, TSEF, adjoints adm, ATMD, conservateurs, infirmiers	01-2021	12	2 409 000	2 409 000
Revalorisation de la prime de rendement des OE (passage de 16% à 16,5%)	12 209	Ouvriers d'État	Ouvriers d'État	10-2021	3	660 000	2 640 000
RDC-Prime de lien au service (PLS) - 2ème annuité	15 000	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	01-2021	12	859 883	859 883
NPRM	24 373	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	Officiers, sous-officiers et militaires du rang	01-2021	12	40 500 000	40 500 000
Total						84 981 421	88 130 233

Le plan catégoriel, tel qu'il a été défini en de loi de finances initiale (hors Séjour de la santé et médecins de prévention), est consommé en 2021 à hauteur de 66,1 M€ pour une ressource à 66,5 M€. L'exécution du plan catégoriel est répartie de la manière suivante :

- 48,7 M€ en faveur du personnel militaire (hors gendarmes) ;
- 17,3 M€ en faveur du personnel civil (dont une enveloppe de 9,5 M€ dédiée à la revalorisation des contractuels) ;

- 0,1 M€ en faveur des gendarmes employés au ministère des Armées.

Ce plan se compose, pour 3 %, d'extensions en année pleine de mesures adoptées en 2020 et pour 97 % de mesures mises en application en 2021 (comprenant la revalorisation des contractuels).

Les extensions en année pleine des mesures engagées en 2020 représentent 1,9 M€, soit une baisse de - 0,2 M€ par rapport à l'enveloppe allouée en LFI.

L'exécution 2021 des mesures statutaires à hauteur de 8,0 M€ (hors revalorisation des contractuels) est globalement conforme à la ressource prévue pour 2021 (7,8 M€).

L'exécution 2021 des mesures indemnitaires (45,8 M€ hors reports de charges) est légèrement inférieure aux crédits votés pour 2021 (46,7 M€).

Parmi les 48,7 M€ de mesures catégorielles à l'attention des militaires, 40,5 M€ concernent l'indemnité de mobilité géographique des militaires (IMGM) entrée en vigueur en 2021.

Au-delà de la mise en œuvre de la première annuité de la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM), le plan catégoriel 2021 a permis la poursuite de la mise en œuvre du protocole des parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) (7,2 M€) et l'intégration du personnel civil de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) au sein du dispositif du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) (1,4 M€).

La rémunération des agents contractuels a été revalorisée à hauteur de 9,5 M€, dont 4,7 M€ au bénéfice de la direction générale de l'armement (DGA), soit 47 % de l'enveloppe.

Enfin, des mesures non intégrées à la programmation initiale ont été mises en œuvre en cours de gestion au bénéfice du personnel du service de santé des armées suite à :

- la transposition du Ségur de la santé au ministère des Armées, pour un montant de 18,8 M€ ;
- la revalorisation des médecins de prévention (0,07 M€).

ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Restauration	4 057 754	5 234 503		5 234 503
Logement	383 279	5 505 137		5 505 137
Famille, vacances	383 279	57 627 545		57 627 545
Mutuelles, associations	283 756	1 608 281		1 608 281
Prévention / secours	383 279	5 889 685		5 889 685
Autres	383 279	14 666 689		14 666 689
Total		90 531 840		90 531 840

L'unité de décompte de l'agrégat "Restauration" est le nombre de repas servis.

En 2021, les paiements s'élèvent à 90,5 M€ (contre 104,4 M€ en 2020). Cette baisse (-13,8 M€) et les évolutions afférentes s'expliquent par la conjonction de plusieurs facteurs :

- le non versement des acomptes aux mutuelles référencées dans le cadre de la participation du ministère au dispositif de protection sociale complémentaire (PSC : 8 M€ en 2020). Cette prestation est réformée à compter du 1er janvier 2022 ;

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

- aucun paiement n'a été effectué au titre de l'aide en santé aux jeunes recrues civiles et militaires (ASJR : 1,2 M€ en 2020 - les dossiers validés ont été payés sur le reliquat de 2020) ;
- l'IGESA a bénéficié d'un versement exceptionnel suite à la non levée de la réserve de précaution de 1,7 M€ (contre une allocation exceptionnelle de 3,8 M€ en 2020 pour compenser la baisse de ses activités due à la crise sanitaire liée à la Covid-19) ;
- compte tenu de la montée en puissance et des enjeux associés, des compensations en ressources ont été effectuées entre les différents agrégats de dépenses en cours de gestion 2021. Sont concernés l'aide à l'accueil périscolaire des enfants et le soutien aux assistants maternels (total : +4M€ dont ASSMAT : +3,98 M€). En revanche, d'autres prestations ont donc diminué : les actions sociales communautaires et culturelles (ASCC : -2,98 M€) et les secours (-1 M€).

L'agrégat "Autres" recouvre prioritairement les actions sociales communautaires et culturelles (5,4 M€), les crédits de fonctionnement courant du réseau social (0,7 M€), les aménagements de postes de travail au profit des personnes en situation de handicap (1,3 M€), les actions collectives (0,9 M€ dont le report en 2022 pour les CP dans le cadre de l'organisation de l'arbre de Noël au profit du personnel de l'administration centrale), les subventions aux associations (1,6 M€) et les chèques sociaux (0,4 M€).

Dépenses pluriannuelles

GRANDS PROJETS INFORMATIQUES

Sont présentés au titre des grands projets informatiques du programme 212 soutien de la politique de la défense, les projets du ministère inscrits sur le tableau de bord des projets informatiques les plus stratégiques ou sensibles pour l'Etat, dits du TOP 50 interministériel, qui sont visés par la circulaire du Premier Ministre du 20 janvier 2015 et déterminés par la DINUM en accord avec les ministères. Cinq projets sont concernés au titre des restitutions du RAP 2021 : ARCHIPEL, EUREKA, SI ROC, SOURCE-SOLDE et SOURCE-WEB.

ARCHIPEL NG

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet ARCHIPEL s'inscrit dans la mise en œuvre d'une politique d'archivage. Il vise une gestion organisée et efficace de l'archivage des informations par les entités du ministère des Armées.

Il s'agit de développer l'archivage électronique au moyen d'une solution de conservation pérenne des archives dématérialisées. La solution gèrera les archives papier. Le projet s'appuiera sur la brique interministérielle « VITAM » (*back office*). Les besoins spécifiques de protection du secret de la défense nationale seront également pris en compte.

Année de lancement du projet	2015
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Archives définitives

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

	2018 et années précédentes		2019 Exécution		2020 Exécution		2021 Prévision		2021 Exécution		2022 Prévision PAP 2022		2023 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	3,50	1,40	0,50	1,30	1,10	1,40	1,90	2,40	1,90	2,20	1,90	2,00	0,50	1,10	9,40	9,40
Titre 2	1,50	1,50	1,30	1,30	1,20	1,20	0,40	0,40	0,40	0,40	0,20	0,20	0,30	0,30	4,90	4,90
Total	5,00	2,90	1,80	2,60	2,30	2,60	2,30	2,80	2,30	2,60	2,10	2,20	0,80	1,40	14,30	14,30

Évolution du coût et de la durée

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	14,30	14,30	
Durée totale en mois	81	98	+20,99 %

Commentaires

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Le projet a été lancé en avril 2015. La fin du projet qui correspond à la dernière livraison de jalon de la solution, est estimée à mai 2023. Soit une prolongation de 17 mois sur la durée du projet (de 81 mois constatés en novembre 2019 à 98 mois relevés en juin 2021), du fait du report de la recette des premiers livrables et du réajustement du planning opérationnel en raison de la période de confinement due au COVID-19, soit une durée de référence de 8 ans et 2 mois.

Le projet, qui présentait un risque de surcoût de 0,9 M€ lors des travaux du PLF 22, ne présente finalement pas de dérive de coût suite à la mise en place d'une solution de maîtrise du risque.

GAINS DU PROJET**Évaluation des gains quantitatifs du projet**

	Au lancement	Actualisation	Écarts en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	3,30	3,30	
Gain annuel en M€ en titre 2	0,40	0,40	
Gain annuel moyen en ETPT	7	7	
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	57,80	57,80	
Délai de retour en années	12	14	+14,47 %

Commentaires

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet ARCHIPEL, au titre des actualisations des projets relevant du TOP 50.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 (3,3 M€) sur la durée de vie du projet et du SI est stable et correspond :

- aux prévisions d'économies, notamment celles liées aux kilomètres d'archives économisées,
- légèrement minorées du coût de fonctionnement du futur SI supérieur au coût du SI historique (vieillissant et avec un moindre périmètre fonctionnel).

Le gain moyen annuel T2 (6,7 ETP) correspond à la charge de travail économisée (estimée notamment à 0,4 M€ par an à partir de 2030) dans l'hypothèse du déploiement de la solution, en s'appuyant notamment sur l'hypothèse d'une réduction des travaux de maintenance d'archivage papier et de ressaisie.

Le gain total (+ 57,8 M€) correspond à l'ensemble des gains envisagés sur une durée de vie prévisionnelle de 20 ans.

EURÉKA**DESCRIPTION DU PROJET**

Le projet EURÉKA s'inscrit dans le cadre général de la transformation numérique du ministère des Armées et vise plus spécifiquement à digitaliser et unifier l'appel au soutien.

L'objectif est de permettre le développement d'un système d'information accessible depuis Internet, mais aussi depuis l'Intradef du ministère des Armées et d'en assurer la maintenance applicative.

Année de lancement du projet	2017
Financement	P212
Zone fonctionnelle principale	Relation avec les agents

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

	2018 et années précédentes		2019 Exécution		2020 Exécution		2021 Prévision		2021 Exécution		2022 Prévision PAP 2022		2023 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	0,40	0,00	2,00	1,20	2,60	2,80	2,70	2,50	4,20	3,30	2,30	2,90	1,10	2,50	12,60	12,70
Titre 2	1,50	1,50	1,50	1,50	1,20	1,20	1,10	1,10	1,10	1,10	0,70	0,70	0,80	0,80	6,80	6,80
Total	1,90	1,50	3,50	2,70	3,80	4,00	3,80	3,60	5,30	4,40	3,00	3,60	1,90	3,30	19,40	19,50

Évolution du coût et de la durée

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	16,10	19,50	+21,12 %
Durée totale en mois	70	58	-17,14 %

Commentaires

Le projet, financé en partie sur le P212, a été lancé en novembre 2017. La fin du projet, correspondant à la dernière livraison du module de la solution, est estimée à septembre 2022, soit une durée de référence de 4 ans et 10 mois. Le gain estimé de 12 mois sur la durée du projet est dû à la bonne implémentation des PI successifs et des bons retours des utilisateurs. Les prévisions calendaires initiales de réalisation de la TMA et de la maintenance corrective ont de ce fait été revues à la baisse.

Le projet présente en revanche une augmentation du devis initial (+ 0,3 M€) en raison du surcoût des interfaces de programmation d'application et de développements complémentaires pour compenser le retard de la passerelle permettant le transfert de fichiers entre Internet et l'Intradef, pour l'intégration d'un gestionnaire de relation usager et de la fonction Chatbot.

GAINS DU PROJET

Évaluation des gains quantitatifs du projet

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	-0,30	-0,30	
Gain annuel en M€ en titre 2	6,30	6,30	
Gain annuel moyen en ETPT	105	105	
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	96,20	96,20	
Délai de retour en années	7	7	

Commentaires

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet Eurêka au titre de l'actualisation des projets relevant du TOP 50.

L'estimation d'un moindre gain moyen annuel HT2 sur la durée de vie du projet et du SI (- 0,3 M€) s'explique par le fait qu'il s'agit d'un nouveau système d'information digitalisé et numérique qui inclut toutes les prestations de service offertes sur le périmètre des bases de défense en France et à l'étranger.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Le gain moyen annuel T2 (105 ETP) correspond aux gains de productivité des personnels soutenant (gain de 6,3 M€ envisagé en moyenne par an à partir de 2022) dans l'hypothèse du déploiement de la solution à terminaison (réemploi des soutenant sur des tâches à plus forte valeur ajoutée que la numérisation des documents ou le suivi des prises des rendez-vous).

Le gain total (+ 96,2 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle de 16 ans.

ROC**DESCRIPTION DU PROJET**

Le système d'information des réservistes opérationnels connectés (SI ROC) vise à améliorer la relation client entre les référents ministériels et les réservistes opérationnels du MINARM.

L'objectif est de simplifier et moderniser la gestion, les processus et l'employabilité des réservistes afin de faciliter en particulier le recrutement au sein de la Garde nationale au ministère des Armées.

Année de lancement du projet	2016
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Ressources humaines

COÛT ET DURÉE DU PROJET**Coût détaillé par nature**

(en millions d'euros)

	2018 et années précédentes		2019 Exécution		2020 Exécution		2021 Prévision		2021 Exécution		2022 Prévision PAP 2022		2023 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	5,90	4,00	0,60	1,10	1,00	0,90	1,60	2,40	1,70	2,50	1,10	1,30	1,40	1,90	11,70	11,70
Titre 2	0,90	0,90	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	1,00	1,00	3,90	3,90
Total	6,80	4,90	1,10	1,60	1,50	1,40	2,10	2,90	2,20	3,00	1,60	1,80	2,40	2,90	15,60	15,60

Évolution du coût et de la durée

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	15,50	15,60	+0,65 %
Durée totale en mois	87	93	+6,90 %

Commentaires

Le projet a été lancé en mars 2016. La fin du projet correspond à la dernière livraison du module de la solution. Elle est estimée à décembre 2023 en intégrant une prolongation de 6 mois sur la durée du projet due à la mise au point plus complexe que prévue des nouvelles fonctionnalités du SI, soit une durée de référence de 7 ans et 9 mois.

Le coût de l'opération SI ROC ajusté de + 0,1 M€ en 2020 suite à une augmentation du coût de tierce maintenance applicative (de 15,5 à 15,6 M€) ne présente pas de nouvelle évolution. Le surcoût de + 0,6M€ prévu au PAP 22 a été revu à la baisse lors de l'actualisation du panorama TOP 50.

GAINS DU PROJET

Évaluation des gains quantitatifs du projet

	Au lancement	Actualisation	Écarts en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	2,90	2,80	-3,45 %
Gain annuel en M€ en titre 2	3,50	2,50	-28,57 %
Gain annuel moyen en ETPT	47	47	
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	108,20	90,30	-16,54 %
Délai de retour en années	6	6	

Commentaires

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet SI ROC au titre des actualisations des projets relevant du TOP 50.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 sur la durée de vie du projet et du SI (+ 2,8 M€) s'appuie sur :

- les économies induites sur les frais bureautiques et d'impression en raison de la numérisation des dossiers,
- une meilleure fidélisation des incorporés entraînant des économies sur les frais d'incorporation, de paquetage et de formation initiale.

Le gain moyen annuel T2 (47 ETP) correspond à la charge de travail économisée (gain de 2,5 M€ par an envisagé à partir de 2019) dans l'hypothèse du déploiement de la solution cible (moins charge de travail due à la numérisation et pas d'augmentation de nombre de gestionnaires).

Le gain total (+ 90,3 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle de 17 ans.

SOURCE SOLDE

DESCRIPTION DU PROJET

SOURCE-SOLDE est un projet complexe majeur qui remplace, dans un environnement soumis à une forte pression politique et sociale, le système de solde Louvois auquel s'ajoute celui de l'armée de l'Air et de l'Espace, suite à la décision du ministre de la défense du 3 décembre 2013.

L'objectif de ce projet est d'assurer la détermination, le calcul et le suivi d'une solde juste pour le personnel militaire relevant du ministère des Armées, de leurs ayants droit ainsi que de leurs ayants cause (environ 250 000 personnes).

Année de lancement du projet	2014
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Ressources Humaines

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

COÛT ET DURÉE DU PROJET**Coût détaillé par nature**

(en millions d'euros)

	2018 et années précédentes		2019 Exécution		2020 Exécution		2021 Prévision		2021 Exécution		2022 Prévision PAP 2022		2023 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	98,00	78,80	9,60	21,80	1,40	7,40	15,00	7,80	0,20	1,20	0,00	0,00	0,00	0,00	109,20	109,20
Titre 2	15,00	15,00	4,10	4,10	2,60	2,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21,70	21,70
Total	113,00	93,80	13,70	25,90	4,00	10,00	15,00	7,80	0,20	1,20	0,00	0,00	0,00	0,00	130,90	130,90

Évolution du coût et de la durée

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	108,30	130,90	+20,87 %
Durée totale en mois	60	79	+31,67 %

Commentaires

La date de début - avril 2014 - correspondant au lancement de la procédure de dialogue compétitif par l'envoi du dossier de consultation.

La bascule de la vague 3 (armée de l'Air et de l'Espace et Service de santé des armées) en novembre 2020 a marqué la fin de la réalisation de ce SI. Le succès de ce déploiement a permis l'abandon d'une partie de la provision pour risques. Par conséquent, le coût total du projet présente un écart de - 5,9 M€ par rapport au coût prévu au PAP 2021.

Toutefois, selon la formule de calcul liée à l'analyse des coûts et de la rentabilité du projet, en référence à la méthode d'analyse de la valeur interministérielle MAREVA (dénommée MAREVA Rentabilité), le projet SOURCE-SOLDE présente une augmentation (hors évolutions exogènes au projet) de 37,4 M€, passant de 108,3 M€ à 145,7 M€.

En effet, les coûts du projet SOURCE-SOLDE selon ce référentiel sont calculés à partir des coûts d'investissement hors titre 2 (109,2 M€), des coûts d'investissement titre 2 (21,7 M€) – permettant d'obtenir le coût de 130,9 M€ – et des coûts de 2 années de fonctionnement (14,8 M€), soit *in fine* le coût final total de 145,7 M€.

GAINS DU PROJET**Évaluation des gains quantitatifs du projet**

	Au lancement	Actualisation	Écarts en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	52,00	9,00	-82,69 %
Gain annuel en M€ en titre 2	15,20	19,10	+25,66 %
Gain annuel moyen en ETPT	200	242	+21,00 %
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	347,20	477,60	+37,56 %
Délai de retour en années	10	10	

L'estimation du gain moyen annuel HT2 sur la durée de vie du projet et du SI (+ 9,0 M€) s'appuie sur :

- la fiabilisation du calcul de la solde apportée par SOURCE-SOLDE,
- l'estimation de la différence entre le coût de maintenance des SI remplacés et celui de SOURCE-SOLDE.

Le gain moyen annuel T2 (242 ETP valorisés à 19,1 M€ selon la méthode MAREVA) correspond à la moyenne des différences entre le nombre d'ETP mobilisé dans l'hypothèse de maintien des SI Louvois et Solde Air, et celui mobilisé par SOURCE-SOLDE, en remplacement de ces SI.

Le gain total (+ 477,6 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle d'environ 17 ans.

SOURCE-WEB

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet SOURCE-WEB vise à réaliser une interface simplifiée et sécurisée de saisie des données RH s'appuyant sur une base de données agrégée pour les armées, directions et services, interfacée avec les SIRH du ministère des Armées. Cette interface novatrice permettra d'uniformiser et de simplifier la saisie des informations en intégrant une fonctionnalité de « requêtage ». Elle permettra aussi de gérer l'ensemble des aspects liés à la dématérialisation des pièces justificatives.

Année de lancement du projet	2014
Financement	0212-05
Zone fonctionnelle principale	Ressources humaines

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

	2018 et années précédentes		2019 Exécution		2020 Exécution		2021 Prévision		2021 Exécution		2022 Prévision PAP 2022		2023 et années suivantes		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors titre 2	4,50	3,00	1,40	1,60	1,80	1,80	1,10	1,90	1,30	2,40	0,00	0,20	0,00	0,00	9,00	9,00
Titre 2	2,60	2,60	1,00	1,00	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40	0,10	0,10	0,00	0,00	4,50	4,50
Total	7,10	5,60	2,40	2,60	2,20	2,20	1,50	2,30	1,70	2,80	0,10	0,30	0,00	0,00	13,50	13,50

Évolution du coût et de la durée

	Au lancement	Actualisation	Écart en %
Coût total en M€	15,00	13,50	-10,00 %
Durée totale en mois	91	106	+16,48 %

Commentaires

Lancé en janvier 2014, la fin du projet correspondant au déploiement du dernier « run » d'enrichissement de la solution, est estimée à octobre 2022, soit une durée de référence de 8 ans et 10 mois.

La complexité accrue du projet SOURCE-WEB due au changement d'orientation stratégique de l'opération actée depuis 2018 : recentrage sur une gestion des droits individualisée par armées et services, et non plus sur une matrice de droits unique, ce qui a conduit à un allongement du déploiement prévisible du service (dérive de 15 mois, de 91 à 106 mois).

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Le projet SOURCE-WEB opère une priorisation et un resserrement des fonctionnalités à développer au profit de l'écosystème RH des armées sur le partage de la donnée RH et son écriture dans les SIRH pour atteindre un coût de 13,5 M€, les fonctionnalités relatives aux e-portails d'armées relevant désormais de chaque périmètre d'armée.

GAINS DU PROJET**Évaluation des gains quantitatifs du projet**

	Au lancement	Actualisation	Écarts en %
Gain annuel en M€ hors titre 2	-0,20	-0,40	+100,00 %
Gain annuel en M€ en titre 2	5,00	4,80	-4,00 %
Gain annuel moyen en ETPT	90	160	+77,98 %
Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application	62,70	57,40	-8,45 %
Délai de retour en années	8	8	+2,70 %

Commentaires

Les gains annuels totaux et le délai de retour sont issus de la dernière mise à jour de l'analyse de la rentabilité du projet Source-Web au titre des actualisations des projets relevant du TOP 50.

L'estimation du gain moyen annuel HT2 (- 0,4 M€) sur la durée de vie du projet et du SI est négative car il s'agit d'un nouveau SI ne remplaçant pas de SI historiques. Il génère ainsi des coûts de fonctionnement, minorés toutefois des gains légèrement à la baisse en matière d'éditique.

Le gain moyen annuel T2 (160 ETP) correspond à la charge de travail économisée (gain de 4,8 M€ par an en moyenne envisagé à partir de 2023) sur les opérateurs et superviseurs de saisie, dans l'hypothèse du déploiement de la solution.

Le gain total (+ 57,4 M€) correspond à l'ensemble des gains sur une durée de vie prévisionnelle de 13 ans.

CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION (CPER)**Génération 2015 - 2020**

Action / Opérateur	Rappel du montant contractualisé	Prévision 2021		Consommation 2021		Consommation cumulée	
		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
10 - Restructurations	1 250 000				250 000		1 250 000
Total	1 250 000				250 000		1 250 000

Génération CPER 2015-2020

Avec le dernier paiement concernant le CPER de Givet, les financements pour les restructurations de défense dans le cadre des CPER 2015-2020 sont soldés.

Action	PAP 2021	Prévision 2021		Consommation 2021		Consommation cumulée	
	Rappel du montant initial	AE	CP	AE	CP	AE	CP
10 Restructurations	8 920 0000		217 564		7 534		8 470 663
Total	8 920 000		217 564		7 534		8 470 663

Génération CPER 2007-2014

Les retraits d'autorisations d'engagement (449 337 €) et le paiement effectués en 2021 concernent le CPER de Lorraine, seul encore actif. Ils soldent les financements dans le cadre des CPER 2007-2014 suivis dans le cadre des restructurations de défense.

Pour information, consommation 2021 (CPER 2007-2014 et CPER 2015-2020)

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement
	257 534

CONTRATS DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION (CCT)

MARCHÉS DE PARTENARIAT

MARCHÉ DE PARTENARIAT / PPP BALARD

AE CP	2019 et avant		2020		2021		2022	2023	2024 et après
	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Exécution	Prévision	Prévision	Prévision
Investissement	0	1 083 060 000	15 177 857	5 459 231	13 236 171	14 595 441	26 994 298	23 950 000	0
	0	340 000 000	49 145 790	29 351 061	28 335 571	29 807 318	30 411 976	27 119 715	697 368 900
Fonctionnement	0	944 890 000	137 243 935	137 831 879	157 788 396	160 528 207	150 805 018	127 930 000	0
	0	770 850 000	141 500 869	160 664 415	160 664 415	160 340 804	158 937 096	167 590 000	122 960 408
Financement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0

CONTRAT DE PARTENARIAT / PPP « BALARD »

Le projet de regroupement des états-majors et des services centraux du ministère des Armées sur le site de Balard (Paris XV^e) est désigné sous le terme « projet Balard ».

Ce projet se décompose en deux parties :

- une partie propre au contrat de partenariat public privé (PPP), incluse dans l'action 11 « Pilotage, soutien et communication » du programme 212 ;

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

- une autre partie liée aux opérations d'infrastructure connexes au PPP, comprise dans l'action 4 « Politique immobilière » du programme 212.

En revanche, il n'intègre pas les démolitions de l'ensemble des bâtiments de la parcelle Ouest qui ont été préalablement réalisées par l'État – engagées en février 2009 et achevées en décembre 2010, et les rénovations des tours « F » (achevée en février 2012) et « A » (anciennement « tour de la DGA » achevée en mars 2013).

Le « PPP Balard » a été signé le 30 mai 2011 avec un groupement d'entreprises, réunies au sein d'une société de projet baptisée OPALE DÉFENSE, dont le mandataire est la société BOUYGUES.

Ce PPP intègre :

- la **conception** architecturale et technique ;
- la **construction** ou la rénovation de bâtiments (notamment celle du bâtiment Perret, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques) ;
- l'**entretien** et la maintenance ;
- les **services** (restauration, nettoyage, gardiennage extérieur, gestion de l'hébergement des militaires sur le site, assistance bureautique, etc.) ;
- la réalisation et la maintenance des **réseaux informatiques et téléphoniques**, y compris la fourniture et l'entretien des postes informatiques pendant une durée de **cinq ans**.

Durée du PPP

La durée de ce PPP est fixée à 30 ans, période de conception-construction de 3 ans comprise. La période d'exploitation proprement dite couvre les 27 années restantes.

Montant et financement du PPP

Le montant total du contrat, c'est-à-dire le cumul des redevances sur vingt-sept années d'exploitation, de 2014 à 2041, est évalué à 3 540 M€ constants hors taxes (valeur décembre 2010).

Calendrier des principales échéances

Jun 2011 - février 2012	Préparation, dépôt, instruction et délivrance du permis de construire
Mars 2012	Début du chantier (terrassement)
Octobre 2014	Début des travaux sur la 2 ^e tranche parcelle Est
Février 2015	Fin du chantier principal (travaux sur la parcelle Ouest)
Avril 2015	Fin des travaux de phase 1 de la parcelle Est
Janvier à juin 2015	Levée des réserves, prise de possession des immeubles, transfert des personnels
Novembre 2015	Fin du transfert des personnels ; libération des emprises parisiennes
Été 2018	Fin de la rénovation des bâtiments de la parcelle Est – phase 2

Pour l'année 2021, la consommation s'élève à 175,1 M€ en AE (contre une prévision LFI de 171,0 M€) et à 190,2 M€ en CP (contre une prévision LFI à 189 M€).

Le dépassement de 4,1 M€ des prévisions LFI en AE s'explique notamment par la prise en charge d'opérations nécessaires du fait du contexte sanitaire (à hauteur de 1,6 M€). Il s'explique également par la notification de projets d'investissements tels que la capacité numérique classifiée au profit de la DGA ou encore l'aménagement du bâtiment 17 au profit de l'AID (2,5 M€).

L'engagement de ces opérations d'investissement supplémentaires a entraîné une consommation de 1,2 M€ de CP supplémentaire au regard des prévisions LFI.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2021	CP 2021
AE ouvertes en 2021 * (E1) 1 323 680 363	CP ouverts en 2021 * (P1) 1 251 275 645
AE engagées en 2021 (E2) 1 286 398 821	CP consommés en 2021 (P2) 1 244 888 698
AE affectées non engagées au 31/12/2021 (E3) 9 177 369	dont CP consommés en 2021 sur engagements antérieurs à 2021 (P3 = P2 - P4) 576 451 833
AE non affectées non engagées au 31/12/2021 (E4 = E1 - E2 - E3) 28 104 172	dont CP consommés en 2021 sur engagements 2021 (P4) 668 436 865

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2020 brut (R1) 2 000 696 290				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2020 (R2) -29 660 219				
Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2020 net (R3 = R1 + R2) 1 971 036 071	–	CP consommés en 2021 sur engagements antérieurs à 2021 (P3 = P2 - P4) 576 451 833	=	Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R4 = R3 - P3) 1 394 584 238
AE engagées en 2021 (E2) 1 286 398 821	–	CP consommés en 2021 sur engagements 2021 (P4) 668 436 865	=	Engagements 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R5 = E2 - P4) 617 961 957
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R6 = R4 + R5) 2 012 546 195
				Estimation des CP 2022 sur engagements non couverts au 31/12/2021 (P5) 584 349 580
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2022 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2021 (P6 = R6 - P5) 1 428 196 614

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2021 + reports 2020 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Justification par action**ACTION****04 – Politique immobilière**

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
04 – Politique immobilière	-7 596	605 175 119 559 699 025	605 175 119 559 691 429	-7 596	529 665 076 496 906 800	529 665 076 496 899 204

CONTENU DE L'ACTION

L'action n° 04 « Politique immobilière » finance les infrastructures de défense hors forces sur deux opérations stratégiques :

- l'OS « Fonctionnement et Activités Spécifiques » pour les dépenses de fonctionnement du Service Infrastructure de la Défense (SID) ;
- l'OS « Infrastructures de défense » pour le financement du logement familial, de l'hébergement en enceinte militaire, des ensembles d'alimentation, des locaux d'administration générale ainsi que les dépenses de transition écologique.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures de l'année sont liées à la poursuite du plan famille et du programme hébergement ainsi que du schéma ministériel de performance énergétique (SMPE) avec l'engagement de nouveaux contrats de performance énergétique.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES**

Autorisations d'engagement et des crédits de paiement (en €) :

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations publiques	1 155 000	0	1 653 769	498 769	1 155 000	0	1 612 064	457 064
OB	Déplacements et transports	4 086 500	0	3 283 515	- 802 985	4 086 500	0	3 158 686	- 927 814
OB	Fonctionnement courant	1 826 000	0	2 009 470	183 470	1 826 000	0	1 846 691	20 691
OB	Formation et instruction	2 300 000	0	1 809 852	- 490 148	2 300 000	0	2 064 671	- 235 329
OB	Mobilité personnels	1 424 245	0	1 245 253	- 178 992	1 424 245	0	1 253 320	- 170 925
OB	Prestations intellectuelles	330 000	0	353 988	23 988	330 000	0	357 262	27 262
OB	Soutien courant des structures	20 000	0	30 410	10 410	20 000	0	5 410	- 14 590
OB	Soutien des matériels communs	2 215 000	0	1 926 896	- 288 104	2 215 000	0	1 789 263	- 425 737
OB	Locations d'infrastructure	6 254 253	0	33 484 916	27 230 663	11 976 167	0	12 566 125	589 958
OB	Logement familial	74 789 000	0	78 994 342	4 205 342	74 289 400	0	69 916 872	- 4 372 528
	Total	94 399 998	0	124 792 412	30 392 414	99 622 312	0	94 570 363	- 5 051 949

Commentaires par OB

OB « Communications et relations publiques »

La reprise de la charge des publications officielles relatives aux marchés publics d'infrastructure augmente la consommation de + 0,5 M€ en AE (soit + 43 %) et + 0,5 M€ en CP (soit + 40 %) par rapport à la prévision en LFI.

OB « Déplacement et transport »

La moindre consommation (- 0,8 M€ en AE soit - 20 % et - 0,9 M€ en CP soit - 23 %) en matière de déplacements est directement liée aux mesures sanitaires de la crise COVID.

OB « Fonctionnement courant »

L'écart constaté s'explique par des engagements relatifs aux frais de communication du SID réalisés en fin d'année et qui ont fait l'objet de paiements en 2022 (+180 k€ en AE, 9,88 % et +20 k€ en CP, +1,13 %).

OB « Formation et instruction »

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Les décisions d'annulation de plusieurs formations suite à la crise sanitaire expliquent la moindre consommation (- 0,5 M€ en AE soit - 21 % et - 0,2 M€ en CP soit - 10 %).

OB « Mobilité des personnels »

L'écart de - 0,2 M€ en AE (soit - 13 %) et - 0,2 M€ en CP (soit - 12 %) s'explique par un plan annuel de mutation moins important.

OB « Prestations intellectuelles »

Les effets de la crise sanitaire en 2020 expliquent l'écart entre les deux exercices sur cette OB.

OB « Soutien courant des structures »

L'écart (+10 k€ en AE, 49 % et -15 k€ en CP soit -75 %) s'explique par des engagements réalisés en fin d'année et payés sur 2022 concernant les frais de fonctionnement du Service Nationale d'Ingénierie Aéroportuaire (SNIA) et du Service technique de l'Aviation Civile (STAC).

OB « Soutien des matériels communs »

La modification des conditions de paiement au moment des commandes passées avec l'UGAP ainsi que la révision à la baisse des avances expliquent la sous-consommation de 0,3 M€ en AE (soit -13 %) et 0,4 M€ en CP (soit -19 %) par rapport à la LFI.

OB « Locations d'infrastructure »

L'écart significatif entre la prévision et l'exécution en termes d'autorisation d'engagement (+ 27 M€) tient principalement à l'engagement de deux baux non programmés initialement en gestion 2021 : le bail de l'Agence comptable des services industriels de l'armement (ACSIA) à Noisy (7 M€) et le bail de l'Établissement de diffusion, d'impression et d'archive du commissariat des armées (EDIACA) à Saint-Etienne (16 M€).

OB « Logement familial »

Cette OB agrège les dépenses de locations des logements en métropole et outre-mer et les garanties d'occupation et l'entretien courant des logements domaniaux. Cet agrégat a également connu une consommation en AE supérieure à la prévision d'environ 6 % (4 M€), notamment en raison de la prise en compte des règles comptables qui imposent d'engager la totalité des AE pour la durée du bail à la signature du contrat.

Sur les CP, la consommation est en revanche inférieure de 4 M€ par rapport à la prévision en LFI. La bonne maîtrise des logements vacants, cette année encore, a permis de diminuer les dépenses de 2 M€ environ par rapport à la prévision. Les réceptions tardives d'appels de loyers en métropole ont aussi occasionné une moindre dépense de 2 M€, qui sera reportée en 2022.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE**

Les crédits prévus sur l'OS « Infrastructures de défense » de l'action 4 du programme 212 « Soutien de la politique de défense » servent à financer les infrastructures d'intérêt général des bases de défense (ensembles d'hébergement et d'alimentation, locaux d'administration générale), les dépenses liées au logement familial et à l'action sociale, des opérations liées à la transition écologique et les dépenses de maintenance correspondant à ce périmètre.

Autorisations d'engagement et des crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Réaliser les infrastructures des bases de défense	278 319 504	-	-	296 036 269	17 716 765	162 709 802	-	171 841 600	9 131 798
OB	Soutenir les familles	100 024 000	16 400 000	-	66 094 501	- 50 329 499	88 361 502	16 400 000	91 779 855	- 12 981 647
OB	Réaliser les op cent d'adaptation des sites	7 588 950	-	-	7 421 557	- 167 393	10 237 962	-	10 394 225	156 263
OB	Maintenir et soutenir les sites	104 686 000	3 756 667	-	76 109 528	- 32 333 139	148 576 831	3 756 667	128 239 382	- 24 094 116
	Total	490 618 454	20 156 667	-	445 661 854	- 65 113 267	409 886 097	20 156 667	402 255 062	- 27 787 702

Commentaires par OB

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

OB « Réaliser les infrastructures des bases de défense »

Le niveau de consommation supérieur de 18 M€ en AE et 9 M€ en CP à la prévision de la LFI, s'explique par des engagements supplémentaires liés à l'opération de bâtiment d'archive du SHD à Châtelleraut et les paiements associés.

OB « Soutenir les familles »

Le niveau de consommation de cette OB, inférieure de 50 M€ en AE et de 13 M€ en CP à la prévision de la LFI, résulte de plusieurs facteurs dont, notamment, le report de trois opérations relatives à des **infrastructures d'action sociale** (- 3 M€).

Par ailleurs, des besoins réels en termes de conventions de **réservation de logement** ont également été réévalués.

Enfin, des opérations de **maintien en condition** des logements domaniaux ont été révisées à la baisse compte tenu de la fin du contrat de gestion actuel par CDC Habitat et la mise en place du nouveau dispositif de concession de la gestion des logements domaniaux (CEGELog) dans le cadre du plan « Ambition Logement », signé le 14 février 2022. Ces modifications ont occasionné une baisse sensible (- 21 M€).

OB « Maintenir et soutenir les sites »

Les écarts par rapport à la prévision de la LFI (- 32 M€ en AE et - 24 M€ en CP) s'expliquent par un moindre coût sur le contrat de performance énergétique du camp de Mourmelon et par une diminution de la dotation prévue en 2021 pour la mise en œuvre du plan de rénovation des chaudières, sans remise en cause des objectifs de la SMPE, grâce aux opérations similaires financées par le plan de relance.

Niveau	Description	PLF/ PLR	Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	Paiements					Total
					2021	2022	2023	> 2023		
OB	Réaliser les infrastructures des bases de défense	PLF	242 562 546	278 379 504	162 709 802	172 672 757	106 872 599	78 686 892	520 942 050	
		PLR	317 910 243	296 036 277	171 841 600	201 201 533	120 194 668	120 708 718	613 946 520	
OB	Soutenir les familles	PLF	127 883 943	118 524 000	104 761 502	99 034 796	31 741 349	10 870 296	246 407 943	
		PLR	111 298 696	69 210 338	91 779 855	41 360 583	21 158 849	26 209 747	180 509 034	
OB	Réaliser les opérations centralisées d'adaptation des sites	PLF	111 191 863	7 588 950	10 237 962	3 521 940	3 282 166	101 738 745	118 780 813	
		PLR	112 136 054	7 421 557	10 394 225	3 620 943	3 545 277	101 997 166	119 557 610	
OB	Maintenir et soutenir les sites	PLF	194 289 853	108 442 667	152 333 498	87 694 330	44 013 989	18 690 703	302 732 520	
		PLR	207 657 448	76 109 528	128 239 382	74 613 343	40 468 342	40 445 908	283 766 975	
Ecart (PLR-PLF)			73 074 235	64 157 423	27 787 702	42 127 421	542 967	79 374 902	8 916 813	

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours, des attributions de produits attendus et des ressources extrabudgétaires par catégorie de coûts est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	20 156 667	21 426 901	1 270 234
Total		20 156 667	21 426 901	1 270 234

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel		-7 596		-7 596
Rémunérations d'activité		-7 596		-7 596
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	93 499 998	226 870 963	98 722 312	217 412 575
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	93 499 998	226 870 963	98 722 312	217 412 575
Titre 5 : Dépenses d'investissement	504 445 121	325 598 062	423 712 764	272 184 225
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	504 445 121	325 598 062	423 712 764	272 184 225
Titre 6 : Dépenses d'intervention	7 230 000	7 230 000	7 230 000	7 310 000
Transferts aux autres collectivités	7 230 000	7 230 000	7 230 000	7 310 000
Total	605 175 119	559 691 429	529 665 076	496 899 204

COÛTS
SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 4

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2021 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) + (4) - (1) - (2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	94 399 998	-	-	124 792 412	30 392 414	99 622 312	-	94 570 363	- 5 051 949
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	490 618 454	20 156 667	-	445 661 854	- 65 113 267	409 886 097	20 156 667	402 255 062	- 27 787 702
	Total	585 018 452	20 156 667	-	570 454 267	- 34 720 852	509 508 409	20 156 667	496 825 426	- 32 839 650

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES TRANCHES FONCTIONNELLES (EN €)

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectation 2021	Total	Engagement 2021 sur TF
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	7 963 619	319 930	-	7 643 689	3 115 844
	Total	7 963 619	319 930	-	7 643 689	3 115 844

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS

Niveau	Description	PLF/PLR	Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	Paiements				Total
					2021	2022	2023	> 2023	
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	39 546 443	94 399 998	99 622 312	21 945 179	3 457 456	8 921 494	133 946 441
		PLR	45 105 178	124 792 412	94 570 363	36 393 291	16 121 139	22 812 796	169 897 590
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	PLF	675 928 205	512 935 121	430 042 764	362 923 823	185 910 103	209 986 636	1 188 863 326
		PLR	749 002 440	448 777 698	402 255 062	320 796 402	185 367 136	289 361 538	1 197 780 139
	Ecart (PLR-PLF)		78 632 970	- 33 765 009	- 32 839 650	- 27 679 309	12 120 716	93 266 204	44 867 961

ACTION**05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion**

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
05 – Systèmes d'information, d'administration et de gestion		187 496 067 170 770 342	187 496 067 170 770 342		167 940 401 160 864 914	167 940 401 160 864 914

CONTENU DE L'ACTION

L'action 5 regroupe les crédits nécessaires à l'élaboration et au maintien des systèmes d'information d'administration et de gestion (SIAG) et des systèmes d'information logistique (SIL) du ministère.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures réalisées en 2021 sont :

- la réalisation de SOURCE SOLDE incrément 2 intégrant la nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM) ;
- la maintenance curative et évolutive des systèmes d'information des ressources humaines (SIRH) militaires et civils ;
- la reconduction de l'acquisition globalisée de logiciels et de services à travers des accords-cadres négociés avec les éditeurs Microsoft, SAP-BO, Oracle ;
- la consolidation de la convergence des systèmes d'information logistique (SIL) ;
- l'effort porté par la direction générale du numérique et des systèmes d'information (DGNUM) sur l'accompagnement de la transformation numérique ;
- la notification du marché du SI SPARTA visant à moderniser le recrutement militaire dans les trois armées ;
- le renouvellement du marché de maintenance du SI SIGALE ayant pour objet la gestion de l'exportation des licences dans le domaine d'armement.

Dans le cadre de la conduite des projets informatiques interministériels, le ministère de la culture a bénéficié d'un décret de transfert depuis l'activité archives, bibliothèques, documentation et musées du BOP SIC du programme 212 vers l'action 5 du programme 224, pour le co-financement de la maintenance de la solution logicielle interministérielle

« valeurs immatérielles transmises aux archives pour mémoire » (VITAM) dédiée à l'archivage électronique (0,8 M€ en AE/CP).

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPERATION STRATEGIQUE : EAC

Autorisations d'engagement et des crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	LFI	Prévision FdC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
ACT	Achat public	2 058 000	0	0	1 946 003	-111 997	2 546 000	0	2 209 079	-336 921
ACT	Acquisition Matériels Serveurs et Stockage	385 000	0	0	2 885 277	2 500 277	1 638 000	0	1 915 664	277 664
ACT	Archives, bibliothèques, documentation, musées	4 977 000	0	0	5 279 856	302 856	5 447 000	0	6 135 063	688 063
ACT	Contrôles exportations	3 281 000	0	0	3 797 087	516 087	2 323 000	0	4 098 707	1 775 707
ACT	Décisionnel	6 664 000	0	0	6 565 764	-98 236	7 003 000	0	6 304 073	-698 928
ACT	Entraînement des forces	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ACT	Finances	1 999 000	0	0	1 924 660	-74 340	2 207 000	0	2 018 075	-188 925
ACT	Gestion des SI	1 193 000	0	0	1 169 432	-23 568	1 165 000	0	1 114 485	-50 515
ACT	Gisement de données transverses	1 913 000	0	0	1 472 217	-440 783	1 915 000	0	972 026	-942 974
ACT	Information et communication	473 000	0	0	679 040	206 040	602 000	0	671 000	69 000
ACT	Juridique	3 395 000	0	0	816 700	-2 578 300	2 408 000	0	669 254	-1 738 746
ACT	Logistique	21 359 000	0	0	20 466 777	-892 223	11 345 000	0	16 749 353	5 404 353
ACT	Prestations et équipements	4 428 000	0	0	7 205 051	2 777 051	4 354 000	0	5 031 488	677 488
ACT	Solde des armées	27 400 000	0	3 678 076	10 943 493	-12 778 431	24 138 000	0	14 762 985	-9 375 015
ACT	Ressources humaines	39 233 067	0	0	38 747 192	-485 875	36 232 401	0	36 410 751	178 350
ACT	Ressources immobilières	6 894 000	0	0	7 680 101	786 101	7 410 000	0	7 846 228	436 228
ACT	Sécurité de défense	1 392 000	0	0	2 320 052	928 052	1 173 000	0	2 286 551	1 113 551
ACT	Service national	2 797 000	0	0	1 224 209	-1 572 791	1 818 000	0	1 046 118	-771 882
ACT	Socle d'infrastructure	44 193 000	0	0	39 973 160	-4 219 840	41 054 000	0	37 757 924	-3 296 076
ACT	Soutien de l'homme	13 462 000	0	0	16 757 818	3 295 818	13 162 000	0	12 921 093	-240 907
	Total	187 496 067	0	3 678 076	171 853 888	-11 964 103	167 940 401	0	160 919 917	-7 020 484

Commentaires par activité

Activité « Acquisition matériels serveurs et stockage »

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

L'augmentation de la consommation en AE (+ 2,5 M€) et CP (+ 0,3 M€) s'explique par le renouvellement des serveurs d'hébergement pour le SI SOURCE SOLDE.

Activité « Contrôles exportations »

La hausse de consommation en AE (+ 0,5 M€) et en CP (+ 1,8 M€) s'explique principalement par l'anticipation fin 2021 du renouvellement du marché de maintenance du SI SIGALE.

Activité « Gisement de données transverses »

La sous-consommation en AE (- 0,4 M€) et en CP (- 0,9 M€) résulte d'un retard dans la réalisation du projet PGDR (plateforme de gestion des données de référence), solution devant permettre une gestion optimisée des référentiels de données des SI du ministère.

Activité « Juridique »

La sous-consommation en AE (- 2,6 M€) et en CP (- 1,7 M€) est liée au transfert des crédits de l'activité budgétaire juridique vers d'autres activités afin de financer des initiatives prioritaires de transformation numérique.

Activité « Logistique »

La hausse de consommation en CP (+ 5,4 M€) résulte des retards de livraison des évolutions, initialement attendus en 2020, du fait de la crise sanitaire.

Activité « Prestations et équipements »

L'augmentation de la consommation en AE (+ 2,8 M€) et CP (+ 0,7 M€) se justifie par l'anticipation de l'affermissement d'une tranche optionnelle sur le marché relatif au SI GAEL (gestion des affaires en ligne), outil permettant la gestion d'affaires du service de la qualité de la délégation générale de l'armement.

Activité « Solde des armées »

Suite au déploiement nominal de SOURCE SOLDE, les coûts de la réalisation de SOURCE SOLDE incrément 2 ont été revus à la baisse du fait de la levée progressive des risques (- 12,8 M€ en AE hors TF et - 9,4 M€ en CP).

Activité « Ressources immobilières »

La hausse de consommation en AE (+ 0,8 M€) et CP (+ 0,4 M€) est relative à la livraison d'évolutions complémentaires pour le SI GTP, outil de gestion du patrimoine immobilier pour le service d'infrastructure de la défense.

Activité « Sécurité de défense »

L'écart (+ 0,9 M€ en AE et + 1,1 M€ en CP) s'explique par la livraison complémentaire de matériels et de badges nécessaires à l'application GEISHA de la DGA (contrôle des accès et suivi des horaires).

Activité « Service national »

La sous-consommation en AE (- 1,6 M€ en AE) et en CP (- 0,8 M€ en CP) se justifie en premier lieu par un retard dans la réalisation du nouveau SI SOLEIL destiné au service militaire volontaire. De même, le coût du renouvellement du marché MOPATE (modernisation du passage des tests lors de la journée de citoyenneté) a été moindre que le montant programmé initialement.

Activité « Socle d'infrastructure »

La baisse de consommation en AE (- 4,2 M€ en AE) et CP (- 3,3 M€ en CP) résulte principalement du non renouvellement de la solution ETVI (espace de travail virtuel) et du report de la réalisation du projet de SI courrier ARCADE, compte tenu des difficultés techniques rencontrées par le prestataire.

Activité « Soutien de l'homme »

La surconsommation en AE (+ 3,3 M€) s'explique par l'accélération du déploiement du portail unique d'appel au soutien EUREKA et par la livraison d'évolutions complémentaires pour le SI SIPROCAT VIVRES gérant la chaîne de conditionnement des rations de combat.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	120 288 000	126 478 106	107 905 000	110 246 696
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	120 288 000	126 478 106	107 905 000	110 246 696
Titre 5 : Dépenses d'investissement	67 208 067	43 697 236	60 035 401	50 618 219
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	115 000	212 848	491 000	405 476
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	67 093 067	43 484 388	59 544 401	50 212 742
Titre 6 : Dépenses d'intervention		595 000		
Transferts aux autres collectivités		595 000		
Total	187 496 067	170 770 342	167 940 401	160 864 914

COÛTS SYNTHÉTIQUES**SYNTHÈSE ACTION 5****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENT ANNEE 2021 (EN €)**

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	187 496 067	-	3 678 076	171 853 888	- 11 964 103	167 940 401	-	160 919 917	- 7 020 484
	Total	187 496 067	-	3 678 076	171 853 888	- 11 964 103	167 940 401	-	160 919 917	- 7 020 484

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DES TRANCHES FONCTIONNELLES

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectation 2021	Total	Engagement 2021 sur TF
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	137 735	5 046 492	8 702 489	3 793 732	2 124 571
	Total	137 735	5 046 492	8 702 489	3 793 732	2 124 571

ÉCHEANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	2021	2022	2023	> 2023	Total
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	PLF	98 754 492	184 511 298	175 825 400	79 980 390	27 460 000	-	283 265 790
		PLR	111 450 297	173 978 458	160 919 917	86 236 207	30 567 041	7 705 590	285 428 755
	Écarts (PLR-PLF)		12 695 805	- 10 532 840	- 14 905 483	6 255 817	3 107 041	7 705 590	2 162 965

ACTION**06 – Politiques des ressources humaines**

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
06 – Politiques des ressources humaines	-124 670	146 305 107	146 305 107	-124 670	147 291 107	147 291 107
		140 425 450	140 300 779		140 627 148	140 502 478
06.03 – Reconversion		32 800 287	32 800 287		32 790 287	32 790 287
	-124 670	33 753 456	33 628 785	-124 670	35 250 990	35 126 320
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		113 504 820	113 504 820		114 500 820	114 500 820
		106 671 994	106 671 994		105 376 158	105 376 158

CONTENU DE L'ACTION

L'action n°6 « Politique des ressources humaines » finance l'ensemble des prestations de reconversion du personnel de la défense (sous-action n°03). Elle finance également les dépenses liées aux politiques de ressources humaines (formation du personnel civil et couverture de frais de gestion pour prestation administrative) et à l'action sociale (sous-action n°04).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel		-124 670		-124 670

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Rémunérations d'activité		-117 637		-117 637
06.03 – Reconversion		-117 637		-117 637
Prestations sociales et allocations diverses		-7 033		-7 033
06.03 – Reconversion		-7 033		-7 033
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	145 665 107	140 079 948	146 651 107	139 269 382
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	145 665 107	140 079 948	146 651 107	139 269 382
06.03 – Reconversion	32 160 287	33 666 667	32 150 287	34 791 255
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)	113 504 820	106 413 281	114 500 820	104 478 127
Titre 5 : Dépenses d'investissement	600 000	-163 163	600 000	849 101
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	600 000	-163 838	600 000	844 290
06.03 – Reconversion	600 000	86 789	600 000	459 736
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		-250 627		384 555
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		675		4 811
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		675		4 811
Titre 6 : Dépenses d'intervention	40 000	508 665	40 000	508 665
Transferts aux ménages		508 665		508 665
06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)		508 665		508 665
Transferts aux autres collectivités	40 000		40 000	
06.03 – Reconversion	40 000		40 000	
Total	146 305 107	140 300 779	147 291 107	140 502 478

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION 6

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2021 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	145 155 107	1 150 000	0	149 763 223	3 458 116	146 141 107	1 150 000	147 891 395	600 288
	Total	145 155 107	1 150 000	0	149 763 223	3 458 116	146 141 107	1 150 000	147 891 395	600 288

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE (EN €)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements			Paiements			
			Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	2021	2022	2023	> 2023	Total
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	51 769 912	146 305 107	147 291 107	34 763 037	500 000	15 520 875	198 075 019
		PLR	59 689 763	149 763 223	147 891 395	34 555 190	13 467 445	13 538 956	209 452 986

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Ecart (PLR-PLF)	7 919 851	3 458 116	600 288	- 207 847	12 967 445	- 1 981 919	11 377 967
-----------------	-----------	-----------	---------	-----------	------------	-------------	------------

SOUS-ACTION

06.03 – Reconversion

CONTENU DE LA SOUS-ACTION

La politique de reconversion du personnel militaire et du personnel civil du ministère recouvre, notamment, la mise en œuvre d'actions d'orientation, de formation professionnelle, de validation des acquis de l'expérience et de reclassement dans le secteur privé ou dans le secteur public (grâce aux emplois réservés, à l'intégration dans la fonction publique ou à l'aide à la préparation aux concours).

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

La reprise de l'activité économique 2021 s'est concrétisée par une forte augmentation du nombre de prestations de formation professionnelle, la montée en puissance des nouvelles mesures du plan Famille et la prise en charge des frais de déplacement des blessés en reconversion. Les actions portant sur la transformation numérique de Défense mobilité, avec la création d'un espace numérique regroupant l'ensemble des acteurs (usagers, administration, entreprises), modernisent le processus de reconversion avec l'utilisateur au cœur de son projet professionnel.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES**

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Accompagnement de la reconversion	29 363 911	-	33 068 088	3 704 177	28 936 997	-	32 612 448	3 675 451
OB	Soutien du dispositif de reconversion	1 769 062	-	1 055 362	- 713 700	1 418 852	-	1 084 453	- 334 399
OB	Soutien des matériels communs	919 047	-	607 839	- 311 208	1 507 000	-	1 146 461	- 360 539
OB	Fonctionnement courant	748 267	-	456 622	- 291 645	927 438	-	707 674	- 219 764
	Total	32 800 287	-	35 187 911	2 387 624	32 790 287	-	35 551 037	2 760 750

Commentaires par OB**OB « Accompagnement de la reconversion »**

L'amélioration de l'activité économique en 2021 a entraîné une reprise significative des parcours de reconversion. Cette dynamique explique la surconsommation observée sur cette OB en AE et en CP (+ 3,7 M€).

OB « Soutien du dispositif de reconversion »

Une sous-consommation est observée sur cette OB en AE (- 0,7 M€, soit - 40% par rapport à la LFI) et en CP (- 0,3 M€, soit - 24% par rapport à la LFI). Cette baisse traduit des moindres dépenses de communication et de marketing, de documentation ou de déplacement des personnels de Défense mobilité. Ces économies ont participé au financement des besoins supplémentaires en matière de prestations de reconversion.

OB « Soutien des matériels communs »

Les investissements liés au pôle transport du centre militaire de formation professionnelle (CFMP) ont été reportés en 2022 et seront financés au titre de l'action n°4 « Politique immobilière ». Ce report explique l'essentiel de la sous-consommation observée en AE (- 0,3 M€, soit - 34% par rapport à la LFI) et en CP (- 0,4 M€, soit - 24% par rapport à la LFI).

OB « Fonctionnement courant »

Le report des achats pour le renouvellement de matériels informatiques explique la sous-consommation en AE (- 0,3 M€, soit - 39% par rapport à la LFI).

SOUS-ACTION

06.04 – Action sociale et autres politiques de ressources humaines (hors rémunérations des agents)

CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Cette sous-action regroupe les crédits propres à l'action sociale du ministère et à la politique de formation du personnel civil.

Elle comprend également la couverture de frais de gestion pour prestation administrative dans le cadre des conventions conclues avec la Caisse des dépôts et consignations pour la gestion du fonds des « rentes accidents du travail des ouvriers civils des établissements militaires » (RATOCEM) et Pôle Emploi pour la prise en charge des frais de gestion liés à l'indemnisation du chômage des personnels civils et militaires non restructurés.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures de l'année ont concerné : la poursuite du plan Famille, des actions en faveur des politiques de l'apprentissage, de l'accompagnement du handicap ainsi qu'en matière d'aide à la protection sociale complémentaire.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITES SPECIFIQUES

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Action Sociale - Accompagnement RH en faveur du handicap	512 150	450 000	1 497 471	535 321	512 150	450 000	1 310 906	348 756
OB	Actions RH insertion des personnes handicapées	253 831	450 000	197 095	-506 736	253 831	450 000	502 488	-201 343
OB	Action sociale - Prestations ministérielles	90 078 841	0	80 823 675	-9 255 166	91 074 841	0	83 097 480	-7 977 361
OB	Action sociale - Prestations interministérielles	5 580 000	0	5 369 936	-210 064	5 580 000	0	5 235 008	-344 992
OB	Fonctionnement courant	1 020 089	0	771 178	-248 911	1 020 089	0	723 966	-296 123
OB	Formation et instruction	13 043 578	250 000	24 145 079	10 851 501	13 043 578	250 000	19 670 066	6 376 488
OB	Frais de gestion pour prestation administrative	1 866 331	0	1 770 878	-95 453	1 866 331	0	1 800 443	-65 888
	Total	112 354 820	1 150 000	114 575 312	1 070 492	113 350 820	1 150 000	112 340 358	-2 160 462

OB « Action sociale – Accompagnement RH en faveur du handicap »

Les dépenses liées à l'aménagement des postes de travail et au transport adapté des personnes handicapées bénéficient de versements au titre du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP). Ces derniers ont été cette année supérieurs à la prévision de la LFI (+0,5 M€ en AE et +0,3 M€ en CP).

OB « Action RH pour l'insertion des personnes handicapées »

En apparence, les actions de sensibilisation mises en œuvre ont diminué par rapport aux prévisions (-0,51 M€ en AE et -0,2 M€ en CP). Mais l'effort au titre de cette opération budgétaire avait été porté lors des exercices de gestions antérieures.

OB « Action sociale – Prestations ministérielles »

La sous-consommation de - 9 M€ en AE et de - 8 M€ en CP s'explique essentiellement de deux façons :

- le nouveau dispositif de protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et les acomptes versés aux mutuelles référencées ont baissé en conséquence (- 7 M€ en AE et - 7 M€ en CP) ;
- La réserve de précaution n'a pas été levée de sorte que le versement initialement prévu à l'IGESA n'a pu avoir lieu. Il est évalué à - 1 M€ en AE et en CP.

OB « Fonctionnement courant »

Cette OB présente une sous-consommation de - 0,25 M€ en AE et - 0,3 M€ en CP qui est principalement due à l'annulation de déplacements professionnelles provoquée par les restrictions imposées au titre des mesures de protections sanitaires.

OB « Formation et instruction »

L'objectif gouvernemental de lutte contre le chômage des jeunes s'est traduit par un effort très significatif consacré à la poursuite de la montée en puissance de l'apprentissage au sein du ministère. Le niveau de consommation de cette opération budgétaire est ainsi supérieur de 11 M€ en AE et de 6 M€ à la prévision de la LFI.

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours, des attributions de produits attendus et des ressources exceptionnelles (en €) est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Conso.	Écart Conso. / Prév.
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	1 150 000	1 487 631	337 631
	Total	1 150 000	1 487 631	337 631

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

ACTION**08 – Politique culturelle et éducative**

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
08 – Politique culturelle et éducative		34 092 110	34 092 110		39 352 022	39 352 022
	-3 573	50 522 750	50 519 177	-3 573	50 765 605	50 762 032
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine		30 372 971	30 372 971		35 632 883	35 632 883
		48 098 634	48 098 634		47 931 495	47 931 495
08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense		3 719 139	3 719 139		3 719 139	3 719 139
	-3 573	2 424 116	2 420 543	-3 573	2 834 110	2 830 537

CONTENU DE L'ACTION

Cette action finance la politique culturelle du ministère des armées, deuxième acteur culturel de l'État. Elle consiste à faciliter l'accès du plus grand nombre à un patrimoine riche qui illustre les enjeux passés mais également présents et à venir de l'institution militaire. Elle participe ainsi au renforcement du lien armées-Nation.

À titre indicatif, les fonds de concours, attributions de produits reçus et ressources exceptionnelles sont les suivants :

Niveau	OS	Prévision LFI	REB	Écart REB / Prévisions
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	300 000	335 602	35 602
	Total	300 000	335 602	35 602

Les ressources extrabudgétaires perçues au titre de la sous-action 01 correspondent à des attributions de produits dans le cadre de contrats de coédition (195 614 €).

Au titre de la sous-action 02, la mise à disposition d'espaces a diminué en raison de la réduction de l'activité liée à la crise sanitaire (139 988 €, soit - 160 012 € par rapport à la LFI).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel		-3 573		-3 573
Rémunérations d'activité		-3 573		-3 573
<i>08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense</i>		-3 573		-3 573
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	26 191 163	28 834 632	26 191 163	29 343 429
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 779 139	3 235 386	4 779 139	3 744 183
<i>08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine</i>	1 060 000	858 771	1 060 000	923 954
<i>08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense</i>	3 719 139	2 376 615	3 719 139	2 820 230
Subventions pour charges de service public	21 412 024	25 599 246	21 412 024	25 599 246
<i>08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine</i>	21 412 024	25 599 246	21 412 024	25 599 246
Titre 5 : Dépenses d'investissement		47 501		98 880
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		47 501		98 880
<i>08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine</i>				85 000
<i>08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense</i>		47 501		13 880
Titre 6 : Dépenses d'intervention	685 630	623 913	685 630	585 563
Transferts aux ménages		206 000		195 150
<i>08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine</i>		206 000		195 150
Transferts aux autres collectivités	685 630	417 913	685 630	390 413
<i>08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine</i>	685 630	417 913	685 630	390 413
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières	7 215 317	21 016 704	12 475 229	20 737 732

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Dotations en fonds propres	7 215 317	21 016 704	12 475 229	20 737 732
08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine	7 215 317	21 016 704	12 475 229	20 737 732
Total	34 092 110	50 519 177	39 352 022	50 762 032

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**SYNTHÈSE ACTION 8****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2021 (EN €)**

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	33 792 110	300 000	-	51 139 038	17 046 928	39 052 022	300 000	50 969 688	11 617 666
	Total	33 792 110	300 000	-	51 139 038	17 046 928	39 052 022	300 000	50 969 688	11 617 666

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE (EN €)

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements			Paiements				Total
			Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	2021	2022	2023	> 2023		
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	36 089 455	34 092 110	39 352 022	24 763 109	6 066 434	-	70 181 565	
		PLR	37 100 325	51 139 038	50 969 688	14 519 679	10 443 378	12 306 618	88 239 363	
	Écarts (PLR-PLF)		1 010 870	17 046 928	11 617 666	- 10 243 430	4 376 944	12 306 618	18 057 798	

SOUS-ACTION

08.01 – Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine

SOUS-ACTION n°01 : Actions culturelles et mise en valeur du patrimoine

CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Cette sous-action regroupe l'ensemble des moyens consacrés à la valorisation de la culture de défense auprès du grand public par des actions culturelles et par l'accès aux archives, bibliothèques et musées de tradition du ministère des armées.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures de l'année sont les suivantes :

- la construction d'un centre de conservation et de restauration des collections du **Musée de l'air et de l'espace** à Dugny ;
- la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec l'opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) à hauteur de 14,6 M€. Cette somme financera le lancement de la première phase des travaux d'extension du **Musée de l'armée**, qui débutera en 2022 et permettra l'aménagement du site pour les Jeux Olympiques de Paris 2024 ;
- la poursuite des travaux au **Musée national de la marine** sur le site de Chaillot et du programme d'investissement dans les antennes du musée situées dans les **ports** (Brest, PortLouis, Rochefort et Toulon) ;
- la mise en place d'un schéma directeur immobilier de stockage des archives du **service historique de la défense** (SHD) ;
- la poursuite du développement de **systèmes de gestion et d'information des archives** et des bibliothèques (Archipel pour les archives, CLADE pour les bibliothèques).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de l'agrégat fonctionnement concernent principalement les subventions pour charges de service public (SCSP) et les dotations en fonds propres (DFP) versées aux musées.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Patrimoine et actions culturelles	1 060 000	-	469 514	- 590 487	1 060 000	-	491 514	- 568 486
OB	Subventions et transferts	29 312 971	-	47 217 863	17 904 892	34 572 883	-	46 900 541	12 327 658
	Total	30 372 971	-	47 687 377	17 314 406	35 632 883	-	47 392 055	11 759 172

OB « Patrimoine et actions culturelles »

La sous-consommation (de - 0,6 M€, soit - 56 % par rapport à la LFI) en AE s'explique par un décalage en 2021 de la notification du marché de versement des archives des services d'archives intermédiaires au SHD et par l'annulation des actions de valorisation du patrimoine culturel à destination du public du fait des mesures sanitaires.

La sous-consommation (de - 0,6 M€ soit -54 %) en CP provient du décalage des marchés de numérisation, dont les prestations n'ont pu commencer qu'en fin d'année.

Par ailleurs, il est à noter que la réserve de précaution n'a pas été levée, ni AE ni en CP.

OB « Subventions et transferts »

L'OB affiche une surconsommation de 17,9 M€ en AE (+61,1 %) et de 12,3 M€ en CP (+35,6 %), qui s'explique principalement par :

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

- un abondement en gestion des DFP du Musée de l'armée et du Musée national de la marine. Ce financement permet de leur octroyer la ressource nécessaire aux dépenses d'investissement liées aux conventions passées avec l'OPPIC pour leurs projets de rénovation ;
- un abondement en fin de gestion des SCSP du Musées de l'armée et du Musée de l'air et de l'espace. Ces SCSP permettent de compenser la réduction de leurs ressources propres liée à l'impact de la crise sanitaire sur l'activité muséale (fermeture au public).

SOUS-ACTION**08.02 – Gestion et communication des archives historiques de la défense**

SOUS-ACTION n°02 :

Gestion et communication des archives historiques de la Défense

CONTENU DE LA SOUS-ACTION

Cette sous-action recouvre les dépenses du service historique de la défense (SHD) qui a pour mission la collecte, la conservation, la communication au public, l'étude et la valorisation des archives historiques du ministère des armées ainsi que la gestion de la symbolique de défense.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les principales mesures de l'année concernent :

- la poursuite de l'opération de rétroconversion des fonds dans le cadre du déploiement du système d'information « Archipel » ;
- les actions de valorisation des fonds et collections auprès du public ;
- le développement de la coopération internationale dans le domaine culturel ;
- les actions de médiation pédagogique au profit de nouveaux publics.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES**

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Déplacements et transports	167 409	-	85 956	- 81 453	167 409	-	85 956	- 81 453
OB	Fonctionnement courant	103 000	-	79 325	- 23 675	103 000	-	62 460	- 40 540
OB	Formation et instruction	85 000	-	76 484	- 8 516	85 000	-	83 836	- 1 164
OB	Patrimoine et actions culturelles	3 063 730	300 000	3 209 896	- 153 834	3 063 730	300 000	3 345 381	- 18 349
	Total	3 419 139	300 000	3 451 661	- 267 478	3 419 139	300 000	3 577 633	- 141 506

Commentaires par OB

OB « Déplacements et transports »

La sous-consommation en AE-CP - 0,08 M€ soit (-48,7 % par rapport à la LFI) est directement liée à la crise sanitaire. 489 ordres de missions ont été délivrés en 2021 contre environ 1 000 en moyenne annuelle.

OB « Fonctionnement courant »

La sous-consommation de crédits en AE de - 0,02 M€ (soit - 23 %) et en CP - 0,04M€ (soit - 39,3 %) résulte d'une baisse des besoins en frais d'affranchissement, conséquence de la crise sanitaire.

ACTION**10 – Restructurations**

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
10 – Restructurations		34 599 988	34 599 988		42 188 713	42 188 713
	-13 274	18 306 729	18 293 455	-13 274	34 291 975	34 278 701

CONTENU DE L'ACTION

L'action n°10 concerne la mise en œuvre des restructurations décidées dans le cadre des réformes du ministère des Armées. La politique d'accompagnement se traduit par des mesures d'accompagnement social et économique, ainsi que par la mise en œuvre du plan de stationnement (ces mesures sont décrites dans le PAP 21).

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2021, le ministère des Armées a engagé 4 M€ pour l'accompagnement économique des restructurations par le biais du fonds pour les restructurations de la défense (FRED):

- 1,46 M€ au titre des restructurations de la **LPM 2008-2014** CRSD de Luxeuilles-Bains, la Polynésie Française, Varennes-sur-Allier, Brétigny ;
- 2,54 M€ au titre des restructurations de la **LPM 2014-2019** CAR et CRSD de Châlonsen-Champagne, CRSD de Châteaudun 2, Creil, Dijon et Drachenbronn.

En 2021, 90 projets – opérations ou tranches d'opérations –, ont été réalisés pour un montant de 5 M€ en CP. Les projets locaux financés s'inscrivent principalement dans des contrats de redynamisation de site de défense (CRSD) et des plans locaux de redynamisation, pour 5 M€ au total. Parmi ces derniers :

- le contrat d'accompagnement à la redynamisation et CRSD de Châlons-en-Champagne (1 M€) ;
- le CRSD de Drachenbronn (0,9 M€) ;
- le CRSD de Dijon (0,8 M€).

Ils s'inscrivent également dans des contrats de plan État-région pour 0,3 M€.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT

OPERATION STRATÉGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niv.	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso.	Écart Conso./ Prév.
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Accompagnement des restructurations	6 044 051	-	4 074 054	-1 969 997	11 100 943	-	5 134 231	-5 966 712
OB	Formation et instruction	318 029	0	159 982	-158 047	318 029	0	288 551	-29 478
OB	Accompagnement de la reconversion	10 000	-	-	-10 000	15 000	-	-	-15 000
OB	Accompagnement de la réorientation professionnelle	10 000	-	-	-10 000	15 000	-	-	-15 000
OB	Action sociale – Prestations ministérielles	180 000	-	172 800	-7 200	180 000	-	172 800	-7 200
OB	Frais de gestion pour prestation administrative	99 708	-	78 593	-21 115	99 708	-	78 593	-21 115
OB	Soutien du dispositif de reconversion	-	-	-	-	-	-	-	-
Total		6 661 788	-	4 485 429	-2 176 359	11 728 680	-	5 674 175	-6 054 505

OB « Accompagnement des restructurations »

La crise sanitaire et le report du lancement de plusieurs opérations, notamment le CRSD de la Polynésie française, sont la cause principale des écarts constatés par rapport à la LFI de - 2 M€ en AE (- 32 %) et de - 6 M€ en CP (- 54 %). Par ailleurs, les projets du CRSD de Châteaudun 2 (5 M€) étant en phase préparatoire en 2021, seules les AE ont été consommées. Enfin, l'absence de paiement sur le projet principal du CRSD de Laon (4 M€) explique, principalement, l'écart constaté sur les CP.

Au bilan, sur les 64 contrats signés dans le cadre des restructurations depuis 2008 :

- 29 contrats sont soldés fin 2021.
- 29 autres contrats sont clos mais ils ne sont pas soldés. Toutefois, pour 10 d'entre eux, les paiements ont été effectués à au moins 85 %.
- 6 contrats sont encore actifs.

	LPM 2008-2014	LPM 2014-2019	
a. Contrats soldés (dette de l'État éteinte) :	29	0	CRSD de Givet, Arras, Barcelonnette, Provins-Sourduin, Briançon, Langres, Châteauroux, Metz, Joigny, Dieuze et Guéret ; PLR de la Creuse, des Landes, de Moselle, de la Manche, du Nord, d'Ille-et-Vilaine, de Meurthe-et-Moselle, du Rhône, de la Loire-Atlantique, de Haute-Garonne, du Finistère, d'Eure-et-Loir, de l'Yonne, de l'Hérault, du Maine-et-Loire, de la Réunion, de la Marne et des Yvelines ; PLR du Tarn-et-Garonne (non signé, préfinancement seulement)
b. Contrats clos (AE consommées et crédits de	26	3	LPM 2008-2014 : CDE de Commercy ; CRSD de Bourg-Saint-Maurice, Brétigny, Caen, Cambrai, Châteaudun 1, La Rochelle, Laon-Couvron, Laval, Limoges, Noyon, Martinique, Reims et Vernon ; PLR des Bouches-du-Rhône, de la Dordogne, du Gard, de la Gironde, de la Guadeloupe, de la

paiement en cours de consommation) :			Meuse, de la Nièvre (Château-Chinon et Fourchambault), de l'Oise (Compiègne et Senlis), du Haut-Rhin et du Val d'Oise LPM 2014-2019 : CRSD et CAR de Châlons-en-Champagne, CRSD de Dijon
c. Contrats vivants (générant de nouveaux engagements) :	3	3	LPM 2008-2014 : CRSD Polynésie, Luxeuil-les-Bains et Varennes-sur-Allier LPM 2014-2019 : CRSD de Creil, Drachenbronn et Châteaudun 2
Stock de contrats signés gérés :	58	6	

OB « Formation et instruction »

Cette OB recouvre les dépenses engagées au titre de la formation et de la réorientation du personnel civil lorsque l'organisme d'emploi est touché par les mesures de restructuration. À ce titre, deux options lui sont proposées :

- une formation destinée à lui permettre d'acquérir les connaissances indispensables pour s'adapter à son **futur emploi** au sein du ministère ou d'une autre **administration** ;
- une **réorientation** professionnelle vers le **secteur privé**, en qualité de salarié ou en tant que créateur d'entreprise.

Après une sur-exécution en 2020 due au nombre important de réorganisations intervenues au sein du ministère des Armées, les formations liées aux restructurations ont été moins nombreuses en 2021, ce qui explique la sous-consommation de 0,2 M€ en AE.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRASTRUCTURE DE DÉFENSE

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					CP			Volume
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(4) + 3 -(1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
ACT	Mettre en œuvre les restructurations de sites	17 938 200	-	-	10 110 421	-7 827 779	23 349 738	-	20 240 629	-3 109 109
ACT	Accompagner les cessions immobilières	10 000 000			5 874 052	-4 125 948	7 110 295		8 818 821	1 708 526
	Total	27 938 200	-	-	15 984 472	-11 953 728	30 460 033	-	29 059 450	-1 400 583

Commentaires par OB

L'OB « Restructurer les sites » concerne la mise en œuvre des restructurations de sites, la préparation de la cession des sites devenus inutiles aux besoins des armées, les frais induits par leur gardiennage.

En 2021, les principaux engagements réalisés sur cette OB ont concerné les restructurations de sites, dont les bases aériennes de Nancy (4 M€) et Cinq-Mars-la-Pile (2 M€), et le gardiennage des emprises libérées (2 M€).

Ils portent également sur l'ensemble des dépenses préalables à cession dont celles des sites du Brusac à Toulon (0,8 M€), de Tours-Tuslanes (0,7 M€), de la caserne Landel à Chemilly sur Yonne (0,7 M€) et de l'ancienne poudrerie nationale à Livry-Gargan (0,5 M€).

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Les paiements ont été réalisés au profit des restructurations de sites dont celles du centre de formation de Bourges (3 M€), de la BA 115 d'Orange (2 M€) et de la caserne Beauregard à La Rochelle (2 M€). Ils ont également été réalisés pour la préparation de la cession de sites, celles de Tours-Tulasne (2 M€), du SEA à La Courneuve (2 M€) ou encore du terrain de Pirae en Polynésie (1 M€).

Cette OB affiche un écart de - 12 M€ sur la consommation en AE par rapport à la programmation initiale. Il est constitué pour 4 M€ de report d'opérations de restructurations de sites, dû en partie à la non levée de la réserve en AE. Un écart supplémentaire de - 8 M€ a pour origine les redéploiements de crédits pour financer des opérations liées à la préparation des cessions immobilières (4 M€), le gardiennage des emprises libérées (2 M€) et la création de la plate-forme achats finances sur le site de Rambouillet (2 M€).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel		-13 274		-13 274
Rémunérations d'activité		-13 274		-13 274
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	617 737	10 567 189	627 737	13 820 110
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	617 737	10 567 189	627 737	13 820 110
Titre 5 : Dépenses d'investissement	27 938 200	4 592 782	30 460 033	15 343 061
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	27 938 200	4 592 782	30 460 033	15 343 061
Titre 6 : Dépenses d'intervention	6 044 051	3 146 758	11 100 943	5 128 804
Transferts aux entreprises	788 088	505 926	2 848 200	1 474 201
Transferts aux collectivités territoriales	5 205 963	4 096 257	7 005 034	3 368 958
Transferts aux autres collectivités	50 000	-1 455 425	1 247 709	285 645
Total	34 599 988	18 293 455	42 188 713	34 278 701

COÛTS SYNTHÉTIQUES**SYNTHÈSE ACTION 10****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CRÉDITS DE PAIEMENT ANNÉE 2021 (EN €)**

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Écart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Conso.	Écart conso./Prév. LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(4) + (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	6 661 788	-	-	4 485 429	- 2 176 359	11 728 680	-	5 674 175	- 6 054 505
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	27 938 200	-	-	15 984 472	- 11 953 728	30 460 033	-	29 059 450	- 1 400 583

Total	34 599 988	-	-	20 469 901	- 14 130 087	42 188 713	-	34 733 625	- 7 455 088
-------	------------	---	---	------------	--------------	------------	---	------------	-------------

TABLEAU DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHES FONCTIONNELLES (EN €)

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectation 2021	Total	Engagement 2021 sur TF
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	1 864 001	-	-	1 864 001	363 206
	Total	1 864 001	-	-	1 864 001	363 206

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE (EN €)

Niveau	Description	PLF/ PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	2021	2022	2023	> 2024	Total
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	29 428 184	6 661 788	11 728 680	8 355 827	6 015 006	9 990 459	36 089 972
		PLR	29 301 424	4 485 429	5 674 175	4 650 000	8 542 673	14 920 005	33 786 853
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	PLF	33 533 282	27 938 200	30 460 033	15 298 903	9 079 490	6 633 056	61 471 482
		PLR	53 806 650	16 347 678	29 059 450	18 936 758	11 475 099	10 683 022	70 154 328
	Écarts (PLR-PLF)		20 146 608	- 13 766 881	- 7 455 088	- 67 972	4 923 276	8 979 512	6 379 728

ACTION

11 – Pilotage, soutien et communication

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
11 – Pilotage, soutien et communication	-9 443	359 937 553 346 670 874	359 937 553 346 661 430	-9 443	374 307 972 361 428 859	374 307 972 361 419 416

- le commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) ;
- l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Ces crédits assurent par ailleurs le financement du contrat de partenariat public privé (PPP) Balard. Ils permettent également de solder les contentieux non contractuels et de réparation de l'ensemble du ministère des Armées, de financer les dépenses de communication du ministère ainsi que celles des entités d'administration centrale du secrétariat général pour l'administration (SGA) et de financer d'autres dépenses en matière de soutien et de fonctionnement.

OB	Soutien des matériels communs	-	-	-	-	-	-	-	-
Total		354 462 55 3	975 000	344 098 279	- 11 339 27 4	368 832 97 2	975 000	358 477 68 9	- 11 330 283

Commentaires par OB

OB « Communication et relations publiques »

Le report de séminaires et réceptions en raison de la crise sanitaire a engendré une sous-consommation de - 0,4 M€ en AE et de - 0,5 M€ en CP par rapport à la programmation LFI.

OB « Communication institutionnelle »

L'écart de + 0,4 M€ en AE et - 0,6 M€ en CP entre la LFI et l'exécuté traduit les adaptations rendues nécessaires par la crise sanitaire.

OB « Compensatrice SCNF »

Les restrictions imposées pour lutter contre la crise sanitaire ont continué d'impacter le niveau des déplacements ferroviaires des militaires (- 9 M€ en AE/CP soit - 16 %).

OB « Dépenses de contentieux dont frais de justice »

L'écart en AE s'élève à - 3 M€ (soit - 9 % par rapport à la LFI). Il est principalement lié au décalage en 2022 de certaines décisions de justice initialement attendues en 2021.

OB « Déplacements et transports »

L'écart avec la prévision (- 1 M€ en AE/CP soit - 37 %) s'explique pour l'essentiel par la limitation des déplacements professionnels des personnels des organismes extérieurs de la DRH-MD (centres ministériels de gestion, centre de formation de la défense et centre expert des ressources humaines du personnel civil), dans un contexte de crise sanitaire, qui a notamment favorisé le développement de la formation à distance.

OB « Fonctionnement courant »

Les dépenses liées au PPP Balard expliquent principalement les écarts constatés sur cette opération budgétaire.

En AE, l'écart entre la réalisation et la prévision (+ 4 M€) est lié, en partie, à la réalisation d'opérations rendues obligatoires en période de crise sanitaire. Il s'agit de nettoyage renforcé, de location de mobiliers supplémentaires, de salles de vaccination, etc. pour un montant de 2 M€. Par ailleurs, les estimations concernant les travaux d'entretien ont été revues à la hausse (+ 2 M€).

En CP, l'écart de + 1 M€ est consécutif au paiement des travaux d'entretien courant supplémentaires lancés en 2021.

OB « Prestations intellectuelles »

L'écart avec la prévision, de - 1,4 M€ en AE provient principalement de l'abandon ou du report en 2022 d'opérations de prestations d'accompagnement et d'assistance.

OB « Soutien cœur de métier des organismes extérieurs de la DRH-MD »

La crise sanitaire a notamment accru le besoin en location de salles pour les examens et concours (+ 0,2 M€ en AE et en CP) afin de respecter les mesures et gestes barrières (distanciation sociale, etc.). Ce contexte a conduit à une surconsommation de + 0,1 M€ en AE et + 0,2 M€ en CP.

OB « Soutien courant des structures »

L'écart avec la prévision (- 0,4 M€ en AE/CP soit - 53 %) s'explique par la limitation des événements sur le site de Balard en période de pandémie.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

À titre indicatif, la répartition des fonds de concours, des attributions de produits attendus et des ressources exceptionnelles par opération budgétaire est la suivante :

Niveau	OS	Prévision LFI	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	975 000	1 338 957	363 957
Total		975 000	1 338 957	363 957

L'écart entre la prévision LFI et la consommation s'explique par la réception des ventes de véhicules techniques du SID pour 0,1 M€ et des recettes (+ 0,3 M€) provenant des prestations ou services rendus par le ministère des Armées, dans le cadre de sa mission ou du PPP Balard. Ces hausses ont permis de compenser l'écart entre la prévision et l'exécuté (- 0,01 M€) sur le produit du reversement des recettes des revues du ministère des Armées et des participations aux financements des projets environnementaux (- 0,05 M€).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION****1 - DESCRIPTION**

L'opération stratégique « Dissuasion » comprend les crédits des études effectuées par des experts indépendants et par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), à la demande et au profit du délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection, pour les activités et installations intéressant la défense (DSND), conformément à l'article R. 1412-4 du code de la défense.

2- ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et des crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso.	Écart Conso./ Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Études du DSND	325 276	-	-	- 325 276	325 276	-	-	- 325 276
OB	Subventions de fonctionnement	4 174 724	-	4 093 971	- 80 753	4 174 724	-	4 093 971	- 80 753
	Total	4 500 000	-	4 093 971	- 406 029	4 500 000	-	4 093 971	- 406 029

OB « Etudes du DSND »

La sous-consommation (- 0,3 M€ en AE-CP, soit - 100 % en AE/CP) s'explique par le renouvellement des habilitations de l'intégralité des experts indépendants compétents sur les sujets traités par le DSND. L'impossibilité pour les experts d'avoir accès aux sites a donc mis à l'arrêt les études pour l'année 2021. Le renouvellement des habilitations devrait être finalisé en 2022.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel		-9 443		-9 443
Rémunérations d'activité		-9 443		-9 443
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	343 332 625	328 411 462	342 603 644	327 817 570
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	268 616 900	254 096 900	267 693 886	253 523 009
Subventions pour charges de service public	74 715 725	74 314 562	74 909 758	74 294 562
Titre 5 : Dépenses d'investissement	13 236 171	14 645 293	28 335 571	29 857 170
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	13 236 171	14 645 293	28 335 571	29 857 170
Titre 6 : Dépenses d'intervention		245 361		385 361
Transferts aux entreprises		50 361		40 361
Transferts aux autres collectivités		195 000		345 000
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières	3 368 757	3 368 757	3 368 757	3 368 757
Dotations en fonds propres	3 368 757	3 368 757	3 368 757	3 368 757
Total	359 937 553	346 661 430	374 307 972	361 419 416

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHESE ACTION 11

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS ET CREDITS DE PAIEMENT ANNEE 2021 (EN €)

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/AD P du PLF	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/AD P du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Dissuasion (DIS)	4 500 000	0	0	4 093 971	- 406 029	4 500 000	0	4 093 971	- 406 029
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	354 462 553	975 000	0	344 098 279	- 11 339 274	368 832 972	975 000	358 477 689	- 11 330 283
	Total	358 962 553	975 000	0	348 192 250	- 11 745 303	373 332 972	975 000	362 571 660	- 11 736 312

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS PAR OPÉRATION STRATÉGIQUE

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements			Paiements				Total
			Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	2021	2022	2023	> 2023		
OS	Dissuasion (DIS)	PLF	2 950	4 500 000	4 500 000	0	0	2 950	4 502 950	
		PLR	0	4 093 971	4 093 971	0	0	0	4 093 971	
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	888 043 798	355 437 553	373 80 972	52 212 881	30 001 160	787 459 338	1 243 481 351	
		PLR	890 428 113	344 098 279	358 477 689	68 262 053	27 349 180	780 437 471	1 234 526 393	

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Ecart (PLR-PLF)	2 381 365	- 11 745 303	-15 736 312	16 049 172	- 2 651 980	- 7 024 817	- 9 363 937
-----------------	-----------	--------------	-------------	------------	-------------	-------------	-------------

ACTION

50 – Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>						
50 – Recherche et exploitation du	616 732 707		616 732 707	616 732 707		616 732 707

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	616 732 707	605 043 341	616 732 707	605 043 341
Rémunérations d'activité	390 757 952	385 804 774	390 757 952	385 804 774
50.01 – Renseignement extérieur	322 437 269	315 039 093	322 437 269	315 039 093
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	68 320 683	70 765 681	68 320 683	70 765 681
Cotisations et contributions sociales	224 173 256	217 077 677	224 173 256	217 077 677
50.01 – Renseignement extérieur	167 874 645	162 299 407	167 874 645	162 299 407
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	56 298 611	54 778 270	56 298 611	54 778 270
Prestations sociales et allocations diverses	1 801 499	2 160 890	1 801 499	2 160 890
50.01 – Renseignement extérieur	1 695 483	1 908 846	1 695 483	1 908 846
50.02 – Renseignement de sécurité et de défense	106 016	252 044	106 016	252 044
Total	616 732 707	605 043 341	616 732 707	605 043 341

ACTION

51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme "Environnement et prospective de la politique de défense"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>						
51 – Prospective de défense - Personnel travaillant pour le	24 464 673 25 391 772		24 464 673 25 391 772	24 464 673 25 391 772		24 464 673 25 391 772

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
programme "Environnement et prospective de la politique de défense"						
51.01 – DGRIS / Administration centrale	24 464 673 25 391 772		24 464 673 25 391 772	24 464 673 25 391 772		24 464 673 25 391 772

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	24 464 673	25 391 772	24 464 673	25 391 772
Rémunérations d'activité	14 157 354	15 610 548	14 157 354	15 610 548
51.01 – DGRIS / Administration centrale	14 157 354	15 610 548	14 157 354	15 610 548
Cotisations et contributions sociales	10 289 753	9 706 663	10 289 753	9 706 663
51.01 – DGRIS / Administration centrale	10 289 753	9 706 663	10 289 753	9 706 663
Prestations sociales et allocations diverses	17 566	74 561	17 566	74 561
51.01 – DGRIS / Administration centrale	17 566	74 561	17 566	74 561
Total	24 464 673	25 391 772	24 464 673	25 391 772

ACTION

52 – Relations internationales

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
52 – Relations internationales	68 221 994 89 826 457		68 221 994 89 826 457	68 221 994 89 826 457		68 221 994 89 826 457
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	5 895 690 15 619 113		5 895 690 15 619 113	5 895 690 15 619 113		5 895 690 15 619 113
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	62 326 304 74 207 344		62 326 304 74 207 344	62 326 304 74 207 344		62 326 304 74 207 344

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	68 221 994	89 826 457	68 221 994	89 826 457
Rémunérations d'activité	44 013 631	67 971 678	44 013 631	67 971 678
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	3 265 485	11 375 811	3 265 485	11 375 811
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	40 748 146	56 595 867	40 748 146	56 595 867
Cotisations et contributions sociales	24 183 605	21 850 923	24 183 605	21 850 923
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	2 626 747	4 242 659	2 626 747	4 242 659
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	21 556 858	17 608 264	21 556 858	17 608 264
Prestations sociales et allocations diverses	24 758	3 857	24 758	3 857
52.01 – DGA / Soutien aux exportations	3 458	643	3 458	643
52.02 – DGRIS / Diplomatie de défense	21 300	3 213	21 300	3 213
Total	68 221 994	89 826 457	68 221 994	89 826 457

ACTION

53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>						
53 – Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme "Équipement des forces "	2 062 870 883 2 043 500 537		2 062 870 883 2 043 500 537	2 062 870 883 2 043 500 537		2 062 870 883 2 043 500 537
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	2 062 870 883 2 043 500 537		2 062 870 883 2 043 500 537	2 062 870 883 2 043 500 537		2 062 870 883 2 043 500 537

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 062 870 883	2 043 500 537	2 062 870 883	2 043 500 537
Rémunérations d'activité	509 186 764	523 662 075	509 186 764	523 662 075
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	509 186 764	523 662 075	509 186 764	523 662 075
Cotisations et contributions sociales	1 552 978 174	1 518 753 870	1 552 978 174	1 518 753 870
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	1 552 978 174	1 518 753 870	1 552 978 174	1 518 753 870

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Prestations sociales et allocations diverses	705 945	1 084 591	705 945	1 084 591
53.01 – Soutien aux opérations d'armement	705 945	1 084 591	705 945	1 084 591
Total	2 062 870 883	2 043 500 537	2 062 870 883	2 043 500 537

ACTION

54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
54 – Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	1 392 744 942		1 392 744 942	1 392 744 942		1 392 744 942
	1 312 614 721		1 312 614 721	1 312 614 721		1 312 614 721
54.01 – Commandement des armées	165 139 997		165 139 997	165 139 997		165 139 997
	175 179 565		175 179 565	175 179 565		175 179 565
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	231 805 490		231 805 490	231 805 490		231 805 490
	232 036 829		232 036 829	232 036 829		232 036 829
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	17 347 160		17 347 160	17 347 160		17 347 160
	6 815 203		6 815 203	6 815 203		6 815 203
54.04 – Enseignement interarmées	148 228 537		148 228 537	148 228 537		148 228 537
	120 107 008		120 107 008	120 107 008		120 107 008
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	142 843 175		142 843 175	142 843 175		142 843 175
	140 368 429		140 368 429	140 368 429		140 368 429
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	173 794 020		173 794 020	173 794 020		173 794 020
	153 306 944		153 306 944	153 306 944		153 306 944
54.07 – Systèmes d'information et de communication	513 586 563		513 586 563	513 586 563		513 586 563
	484 800 742		484 800 742	484 800 742		484 800 742

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	1 392 744 942	1 312 614 721	1 392 744 942	1 312 614 721
Rémunérations d'activité	776 511 713	754 961 366	776 511 713	754 961 366
54.01 – Commandement des armées	89 451 189	95 034 732	89 451 189	95 034 732
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	124 892 345	134 421 819	124 892 345	134 421 819
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	9 404 047	3 568 568	9 404 047	3 568 568
54.04 – Enseignement interarmées	81 048 646	64 280 489	81 048 646	64 280 489

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	90 467 702	96 297 745	90 467 702	96 297 745
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	96 177 955	86 674 457	96 177 955	86 674 457
54.07 – Systèmes d'information et de communication	285 069 829	274 683 556	285 069 829	274 683 556
Cotisations et contributions sociales	615 157 230	555 618 638	615 157 230	555 618 638
54.01 – Commandement des armées	75 581 824	79 891 085	75 581 824	79 891 085
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	106 767 917	97 106 934	106 767 917	97 106 934
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	7 931 633	3 236 308	7 931 633	3 236 308
54.04 – Enseignement interarmées	67 052 091	55 729 754	67 052 091	55 729 754
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	52 320 909	44 068 132	52 320 909	44 068 132
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	77 473 949	66 313 197	77 473 949	66 313 197
54.07 – Systèmes d'information et de communication	228 028 907	209 273 229	228 028 907	209 273 229
Prestations sociales et allocations diverses	1 075 999	2 034 716	1 075 999	2 034 716
54.01 – Commandement des armées	106 984	253 749	106 984	253 749
54.02 – Organismes interarmées à vocation opérationnelle	145 228	508 077	145 228	508 077
54.03 – Organismes interarmées à vocation prospective et maîtrise des armements	11 480	10 327	11 480	10 327
54.04 – Enseignement interarmées	127 800	96 765	127 800	96 765
54.05 – EMA / Relations internationales militaires / PPE	54 564	2 552	54 564	2 552
54.06 – Renseignement d'intérêt militaire	142 116	319 290	142 116	319 290
54.07 – Systèmes d'information et de communication	487 827	843 957	487 827	843 957
Total	1 392 744 942	1 312 614 721	1 392 744 942	1 312 614 721

ACTION

55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>						
55 – Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	7 063 715 859 7 142 041 845		7 063 715 859 7 142 041 845	7 063 715 859 7 142 041 845		7 063 715 859 7 142 041 845
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 063 715 859 7 142 041 845		7 063 715 859 7 142 041 845	7 063 715 859 7 142 041 845		7 063 715 859 7 142 041 845

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	7 063 715 859	7 142 041 845	7 063 715 859	7 142 041 845
Rémunérations d'activité	3 626 662 552	3 714 245 224	3 626 662 552	3 714 245 224
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	3 626 662 552	3 714 245 224	3 626 662 552	3 714 245 224
Cotisations et contributions sociales	3 429 833 002	3 422 499 561	3 429 833 002	3 422 499 561
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	3 429 833 002	3 422 499 561	3 429 833 002	3 422 499 561
Prestations sociales et allocations diverses	7 220 305	5 297 059	7 220 305	5 297 059
55.01 – Ressources humaines des forces terrestres	7 220 305	5 297 059	7 220 305	5 297 059
Total	7 063 715 859	7 142 041 845	7 063 715 859	7 142 041 845

ACTION

56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> <i>Réalisation</i>						
56 – Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 481 276 063 2 509 316 387		2 481 276 063 2 509 316 387	2 481 276 063 2 509 316 387		2 481 276 063 2 509 316 387
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 481 276 063 2 512 125 802		2 481 276 063 2 512 125 802	2 481 276 063 2 512 125 802		2 481 276 063 2 512 125 802
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS	-2 809 415		0 -2 809 415	-2 809 415		0 -2 809 415

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 481 276 063	2 509 316 387	2 481 276 063	2 509 316 387
Rémunérations d'activité	1 298 993 675	1 355 259 223	1 298 993 675	1 355 259 223
56.01 – Ressources humaines des forces navales	1 298 993 675	1 357 269 620	1 298 993 675	1 357 269 620
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS		-2 010 397		-2 010 397
Cotisations et contributions sociales	1 179 940 143	1 150 675 325	1 179 940 143	1 150 675 325
56.01 – Ressources humaines des forces navales	1 179 940 143	1 151 558 790	1 179 940 143	1 151 558 790
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS		-883 465		-883 465

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Prestations sociales et allocations diverses	2 342 245	3 381 839	2 342 245	3 381 839
56.01 – Ressources humaines des forces navales	2 342 245	3 297 391	2 342 245	3 297 391
56.02 – Rémunérations des ouvriers de l'Etat de la DCNS		84 447		84 447
Total	2 481 276 063	2 509 316 387	2 481 276 063	2 509 316 387

ACTION

57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
57 – Préparation des forces aériennes- Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 512 521 031		2 512 521 031	2 512 521 031		2 512 521 031
	2 521 754 526		2 521 754 526	2 521 754 526		2 521 754 526
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 512 521 031		2 512 521 031	2 512 521 031		2 512 521 031
	2 497 097 957		2 497 097 957	2 497 097 957		2 497 097 957
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)			0			0
	24 656 569		24 656 569	24 656 569		24 656 569

Les dépenses imputées sur la sous-action "0212-57-02" (24 656 569 €) agrègent les rémunérations avancées à l'attention du Service industriel de l'aéronautique (SIAé) par le ministère des Armées ainsi que les remboursements obtenus :

- rémunérations imputées et avancées à l'attention du SIAé : 285 741 848 € ;
- remboursements obtenus par rétablissement de crédits : 261 085 279 €.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 512 521 031	2 521 754 526	2 512 521 031	2 521 754 526
Rémunérations d'activité	1 310 031 695	1 315 470 417	1 310 031 695	1 315 470 417
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	1 310 031 695	1 299 942 197	1 310 031 695	1 299 942 197
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)		15 528 220		15 528 220
Cotisations et contributions sociales	1 200 186 164	1 204 979 462	1 200 186 164	1 204 979 462
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	1 200 186 164	1 195 846 007	1 200 186 164	1 195 846 007
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)		9 133 454		9 133 454
Prestations sociales et allocations diverses	2 303 172	1 304 647	2 303 172	1 304 647

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
57.01 – Ressources humaines des forces aériennes	2 303 172	1 309 753	2 303 172	1 309 753
57.02 – Service industriel aéronautique(SIAé)		-5 105		-5 105
Total	2 512 521 031	2 521 754 526	2 512 521 031	2 521 754 526

ACTION

58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
58 – Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	2 939 370 445		2 939 370 445	2 939 370 445		2 939 370 445
	2 887 473 846	3 653	2 887 477 498	2 887 473 846	3 396	2 887 477 242
58.01 – Fonction pétrolière	132 987 545		132 987 545	132 987 545		132 987 545
	129 796 087		129 796 087	129 796 087		129 796 087
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	71 779 386		71 779 386	71 779 386		71 779 386
	53 377 325	3 736	53 381 061	53 377 325	3 396	53 380 721
58.03 – Soutiens complémentaires			0			0
	1 878 439		1 878 439	1 878 439		1 878 439
58.04 – Service interarmées des munitions	90 914 513		90 914 513	90 914 513		90 914 513
	85 759 396		85 759 396	85 759 396		85 759 396
58.05 – Service du commissariat des armées	1 488 776 059		1 488 776 059	1 488 776 059		1 488 776 059
	1 454 290 476	-83	1 454 290 393	1 454 290 476		1 454 290 476
58.06 – Fonction santé	1 154 912 942		1 154 912 942	1 154 912 942		1 154 912 942
	1 162 372 122		1 162 372 122	1 162 372 122		1 162 372 122

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	2 939 370 445	2 887 473 846	2 939 370 445	2 887 473 846
Rémunérations d'activité	1 743 071 147	1 600 216 410	1 743 071 147	1 600 216 410
58.01 – Fonction pétrolière	71 819 690	68 711 133	71 819 690	68 711 133
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	38 332 446	29 597 732	38 332 446	29 597 732
58.03 – Soutiens complémentaires		1 224 442		1 224 442
58.04 – Service interarmées des munitions	53 399 940	50 581 344	53 399 940	50 581 344
58.05 – Service du commissariat des armées	823 647 189	815 539 126	823 647 189	815 539 126
58.06 – Fonction santé	755 871 882	634 562 635	755 871 882	634 562 635
Cotisations et contributions sociales	1 193 334 511	1 283 352 925	1 193 334 511	1 283 352 925

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
58.01 – Fonction pétrolière	61 025 809	60 981 310	61 025 809	60 981 310
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	33 411 325	23 846 936	33 411 325	23 846 936
58.03 – Soutiens complémentaires		625 765		625 765
58.04 – Service interarmées des munitions	37 420 797	35 120 131	37 420 797	35 120 131
58.05 – Service du commissariat des armées	663 467 397	636 174 193	663 467 397	636 174 193
58.06 – Fonction santé	398 009 183	526 604 590	398 009 183	526 604 590
Prestations sociales et allocations diverses	2 964 787	3 904 510	2 964 787	3 904 510
58.01 – Fonction pétrolière	142 046	103 644	142 046	103 644
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS	35 615	-67 343	35 615	-67 343
58.03 – Soutiens complémentaires		28 233		28 233
58.04 – Service interarmées des munitions	93 776	57 921	93 776	57 921
58.05 – Service du commissariat des armées	1 661 473	2 577 157	1 661 473	2 577 157
58.06 – Fonction santé	1 031 877	1 204 897	1 031 877	1 204 897
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement		3 653		3 396
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		3 653		3 396
58.02 – Logistique et soutien interarmées / CICoS		3 736		3 396
58.05 – Service du commissariat des armées		-83		
Total	2 939 370 445	2 887 477 498	2 939 370 445	2 887 477 242

ACTION

59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
59 – Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme "Préparation et emploi des forces"	350 000 000	389 949 297	350 000 000	350 000 000	389 949 297	350 000 000
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	250 000 000	305 911 059	250 000 000	250 000 000	305 911 059	250 000 000
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000	84 038 237	100 000 000	100 000 000	84 038 237	100 000 000

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	350 000 000	389 949 297	350 000 000	389 949 297
Rémunérations d'activité	349 801 833	389 738 282	349 801 833	389 738 282
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	249 801 833	305 700 044	249 801 833	305 700 044
59.02 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	100 000 000	84 038 237	100 000 000	84 038 237
Cotisations et contributions sociales	198 167	211 015	198 167	211 015
59.01 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	198 167	211 015	198 167	211 015
Total	350 000 000	389 949 297	350 000 000	389 949 297

ACTION

60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
60 – Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action "Politique immobilière"	494 476 024		494 476 024	494 476 024		494 476 024
	457 257 678		457 257 678	457 257 678		457 257 678

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	494 476 024	457 257 678	494 476 024	457 257 678
Rémunérations d'activité	287 048 085	271 813 428	287 048 085	271 813 428
Cotisations et contributions sociales	206 936 724	184 783 115	206 936 724	184 783 115
Prestations sociales et allocations diverses	491 215	661 135	491 215	661 135
Total	494 476 024	457 257 678	494 476 024	457 257 678

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

ACTION

61 – Action sociale, chômage et pensions

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
61 – Action sociale, chômage et pensions	290 667 405		290 667 405	290 667 405		290 667 405
	302 199 945		302 199 945	302 199 945		302 199 945
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	156 560 702		156 560 702	156 560 702		156 560 702
	154 902 233		154 902 233	154 902 233		154 902 233
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	124 821 711		124 821 711	124 821 711		124 821 711
	137 496 317		137 496 317	137 496 317		137 496 317
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	9 284 992		9 284 992	9 284 992		9 284 992
	9 801 395		9 801 395	9 801 395		9 801 395

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	290 667 405	302 199 945	290 667 405	302 199 945
Rémunérations d'activité		136 428		136 428
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines		35 896		35 896
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage		100 531		100 531
Cotisations et contributions sociales	33 284 350	34 350 996	33 284 350	34 350 996
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	33 284 350	34 277 980	33 284 350	34 277 980
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage		73 015		73 015
Prestations sociales et allocations diverses	257 383 055	267 712 522	257 383 055	267 712 522
61.01 – Actions sociales et autres politiques des ressources humaines	123 276 352	120 588 356	123 276 352	120 588 356
61.02 – Reconversion des personnels militaires - Chômage	124 821 711	137 322 771	124 821 711	137 322 771
61.03 – Reconversion des personnels civils - Chômage	9 284 992	9 801 395	9 284 992	9 801 395
Total	290 667 405	302 199 945	290 667 405	302 199 945

ACTION**62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"**

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
62 – Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action "Politique culturelle et éducative"	41 143 942 36 783 916		41 143 942 36 783 916	41 143 942 36 783 916		41 143 942 36 783 916

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	41 143 942	36 783 916	41 143 942	36 783 916
Rémunérations d'activité	24 586 331	21 828 724	24 586 331	21 828 724
Cotisations et contributions sociales	16 512 590	14 870 467	16 512 590	14 870 467
Prestations sociales et allocations diverses	45 021	84 724	45 021	84 724
Total	41 143 942	36 783 916	41 143 942	36 783 916

ACTION**63 – Restructurations - RH**

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
63 – Restructurations - RH	52 516 708 42 399 964		52 516 708 42 399 964	52 516 708 42 399 964		52 516 708 42 399 964
63.01 – Restructurations Personnels civils	26 277 786 16 106 006		26 277 786 16 106 006	26 277 786 16 106 006		26 277 786 16 106 006
63.02 – Restructurations Personnels militaires	26 238 922 26 293 958		26 238 922 26 293 958	26 238 922 26 293 958		26 238 922 26 293 958

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	52 516 708	42 399 964	52 516 708	42 399 964
Rémunérations d'activité	42 498 199	36 695 798	42 498 199	36 695 798
63.01 – Restructurations Personnels civils	16 259 277	10 411 337	16 259 277	10 411 337
63.02 – Restructurations Personnels militaires	26 238 922	26 284 461	26 238 922	26 284 461
Cotisations et contributions sociales	80 250	144 197	80 250	144 197
63.01 – Restructurations Personnels civils	80 250	134 700	80 250	134 700
63.02 – Restructurations Personnels militaires		9 497		9 497
Prestations sociales et allocations diverses	9 938 259	5 559 969	9 938 259	5 559 969
63.01 – Restructurations Personnels civils	9 938 259	5 559 969	9 938 259	5 559 969
Total	52 516 708	42 399 964	52 516 708	42 399 964

ACTION

64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
64 – Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action " Pilotage, soutien "	394 384 930		394 384 930	394 384 930		394 384 930
	384 047 401		384 047 401	384 047 401		384 047 401
64.01 – Personnel du SGA employeur	281 053 454		281 053 454	281 053 454		281 053 454
	273 190 246		273 190 246	273 190 246		273 190 246
64.07 – Personnel de l'action sociale	59 544 954		59 544 954	59 544 954		59 544 954
	64 160 372		64 160 372	64 160 372		64 160 372
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	53 786 522		53 786 522	53 786 522		53 786 522
	46 696 783		46 696 783	46 696 783		46 696 783

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	394 384 930	384 047 401	394 384 930	384 047 401
Rémunérations d'activité	236 453 112	230 719 735	236 453 112	230 719 735
64.01 – Personnel du SGA employeur	167 584 872	165 265 088	167 584 872	165 265 088
64.07 – Personnel de l'action sociale	38 164 738	39 030 546	38 164 738	39 030 546
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	30 703 502	26 424 101	30 703 502	26 424 101

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Cotisations et contributions sociales	157 542 539	152 406 589	157 542 539	152 406 589
64.01 – Personnel du SGA employeur	113 199 358	107 144 531	113 199 358	107 144 531
64.07 – Personnel de l'action sociale	21 311 959	25 061 883	21 311 959	25 061 883
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	23 031 222	20 200 175	23 031 222	20 200 175
Prestations sociales et allocations diverses	389 279	921 077	389 279	921 077
64.01 – Personnel du SGA employeur	269 224	780 627	269 224	780 627
64.07 – Personnel de l'action sociale	68 257	67 943	68 257	67 943
64.08 – Personnel de l'agence de reconversion de la Défense	51 798	72 507	51 798	72 507
Total	394 384 930	384 047 401	394 384 930	384 047 401

ACTION

65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
65 – Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme "Liens entre la Nation et son armée"	88 171 942	110 404 595	88 171 942 110 404 595	88 171 942	110 404 595	88 171 942 110 404 595

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	88 171 942	110 404 595	88 171 942	110 404 595
Rémunérations d'activité	50 214 899	61 548 728	50 214 899	61 548 728
Cotisations et contributions sociales	37 822 189	48 636 946	37 822 189	48 636 946
Prestations sociales et allocations diverses	134 854	218 921	134 854	218 921
Total	88 171 942	110 404 595	88 171 942	110 404 595

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

ACTION

66 – Rayonnement et contribution extérieure

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
66 – Rayonnement et contribution extérieure	44 737 929 109 616 913		44 737 929 109 616 913	44 737 929 109 616 913		44 737 929 109 616 913
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef	4 707 240		0 4 707 240	4 707 240		0 4 707 240
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	43 387 352 37 610 923		43 387 352 37 610 923	43 387 352 37 610 923		43 387 352 37 610 923
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef	65 770 577		0 65 770 577	65 770 577		0 65 770 577
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République	375 374		0 375 374	375 374		0 375 374
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 350 577 1 152 800		1 350 577 1 152 800	1 350 577 1 152 800		1 350 577 1 152 800

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	44 737 929	109 616 913	44 737 929	109 616 913
Rémunérations d'activité	24 893 537	22 226 731	24 893 537	22 226 731
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef		2 760 774		2 760 774
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	23 628 360	20 393 686	23 628 360	20 393 686
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef		-2 422 357		-2 422 357
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République		350 170		350 170
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	1 265 177	1 144 459	1 265 177	1 144 459
Cotisations et contributions sociales	19 807 878	87 269 737	19 807 878	87 269 737
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef		1 935 386		1 935 386
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	19 722 478	17 127 321	19 722 478	17 127 321
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef		68 169 751		68 169 751
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République		28 938		28 938
66.05 – Pilotage, soutien et communication - Elèves des classes préparatoires des lycées de la défense	85 400	8 341	85 400	8 341
Prestations sociales et allocations diverses	36 514	120 445	36 514	120 445
66.01 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés sous PMEA Mindef		11 079		11 079

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
66.02 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants non remboursés sous PMEA Mindef	36 514	89 915	36 514	89 915
66.03 – Pilotage, soutien et communication - effectifs sortants remboursés hors PMEA Mindef		23 184		23 184
66.04 – Pilotage, soutien et communication - Présidence de la République		-3 733		-3 733
Total	44 737 929	109 616 913	44 737 929	109 616 913

ACTION**67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH**

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
67 – Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnel des cabinets et des organismes rattachés / RH	86 057 723		86 057 723	86 057 723		86 057 723
	84 443 039		84 443 039	84 443 039		84 443 039
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	31 592 245		31 592 245	31 592 245		31 592 245
	32 900 653		32 900 653	32 900 653		32 900 653
67.02 – Contrôle général des armées	22 605 558		22 605 558	22 605 558		22 605 558
	21 822 510		21 822 510	21 822 510		21 822 510
67.03 – Direction Générale du Numérique	7 221 513		7 221 513	7 221 513		7 221 513
	6 176 995		6 176 995	6 176 995		6 176 995
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	11 411 711		11 411 711	11 411 711		11 411 711
	9 439 646		9 439 646	9 439 646		9 439 646
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	5 087 220		5 087 220	5 087 220		5 087 220
	5 230 815		5 230 815	5 230 815		5 230 815
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	5 363 482		5 363 482	5 363 482		5 363 482
	6 265 116		6 265 116	6 265 116		6 265 116
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	2 775 994		2 775 994	2 775 994		2 775 994
	2 607 303		2 607 303	2 607 303		2 607 303

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	86 057 723	84 443 039	86 057 723	84 443 039
Rémunérations d'activité	48 831 841	48 537 109	48 831 841	48 537 109
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	17 543 752	19 006 675	17 543 752	19 006 675
67.02 – Contrôle général des armées	12 613 783	12 249 893	12 613 783	12 249 893
67.03 – Direction Générale du Numérique	4 165 533	3 703 153	4 165 533	3 703 153
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	6 607 059	5 675 890	6 607 059	5 675 890
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	2 681 006	2 552 068	2 681 006	2 552 068
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	3 653 263	3 789 702	3 653 263	3 789 702
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	1 567 445	1 559 730	1 567 445	1 559 730
Cotisations et contributions sociales	37 160 667	35 672 527	37 160 667	35 672 527
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	14 024 012	13 792 653	14 024 012	13 792 653
67.02 – Contrôle général des armées	9 979 534	9 522 092	9 979 534	9 522 092
67.03 – Direction Générale du Numérique	3 051 485	2 458 428	3 051 485	2 458 428
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	4 796 007	3 730 670	4 796 007	3 730 670
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	2 402 548	2 678 747	2 402 548	2 678 747
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	1 700 053	2 450 484	1 700 053	2 450 484
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	1 207 028	1 039 455	1 207 028	1 039 455
Prestations sociales et allocations diverses	65 215	233 402	65 215	233 402
67.01 – Sous-Direction des Bureau des Cabinets - Cabinet du Ministre de la Défense - Cabinet du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants - Bureau des Officiers Généraux	24 481	101 326	24 481	101 326
67.02 – Contrôle général des armées	12 241	50 526	12 241	50 526
67.03 – Direction Générale du Numérique	4 495	15 414	4 495	15 414
67.04 – Délégation à l'Information et la Communication de la Défense	8 645	33 087	8 645	33 087
67.05 – Gendarmerie de la Sureté de l'Armement Nucléaire	3 666		3 666	
67.06 – Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel défense - Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement	10 166	24 930	10 166	24 930
67.07 – Direction de la Protection des Installations, moyens et activités de la Défense	1 521	8 119	1 521	8 119
Total	86 057 723	84 443 039	86 057 723	84 443 039

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (P212)	23 254 968	23 254 968	22 460 663	22 460 663	22 460 663	22 460 663
Subventions pour charges de service public	18 951 968	18 951 968	19 091 906	19 091 906	19 091 906	19 091 906
Dotations en fonds propres	4 303 000	4 303 000	3 368 757	3 368 757	3 368 757	3 368 757
Musée de l'air et de l'espace (P212)	22 337 700	16 837 700	7 260 011	5 942 649	8 154 247	6 889 580
Subventions pour charges de service public	12 537 700	12 537 700	4 586 591	4 586 591	5 587 764	5 587 764
Dotations en fonds propres	9 800 000	4 300 000	2 673 420	1 356 058	2 566 483	1 301 816
Musée de l'armée (P212)	16 430 962	16 430 962	9 984 512	8 494 512	27 372 586	12 102 186
Subventions pour charges de service public	15 080 962	15 080 962	7 540 341	7 540 341	10 936 182	10 936 182
Dotations en fonds propres	1 350 000	1 350 000	2 444 171	954 171	16 436 404	1 166 004
Musée national de la marine (P212)	26 168 490	32 195 937	11 382 818	19 450 092	11 089 117	27 345 212
Subventions pour charges de service public	15 113 942	14 863 942	9 285 092	9 285 092	9 075 300	9 075 300
Dotations en fonds propres	11 054 548	17 331 995	2 097 726	10 165 000	2 013 817	18 269 912
SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine (P212)	42 614 703	42 614 703	42 839 301	42 839 301	42 839 301	42 839 301
Subventions pour charges de service public	42 614 703	42 614 703	42 839 301	42 839 301	42 839 301	42 839 301
OPPIC - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (P224)	8 477 575	8 477 575			7 230 000	7 230 000
Transferts	8 477 575	8 477 575			7 230 000	7 230 000
Universités et assimilés (P150)	116 000	89 750			316 657	129 150
Transferts	116 000	89 750			316 657	129 150
Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)	400 000	230 000				230 000
Transferts	400 000	230 000				230 000
Opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche (P150)					150 000	
Transferts					150 000	
CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172)	8 195 330	8 195 330	8 609 794	8 609 794	8 274 135	8 274 135
Subventions pour charges de service public	8 195 330	8 195 330	8 609 794	8 609 794	8 274 135	8 274 135
IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (P190)	4 114 724	4 114 724	4 174 724	4 174 724	4 093 971	4 093 971
Subventions pour charges de service public	4 114 724	4 114 724	4 174 724	4 174 724	4 093 971	4 093 971
Total	152 110 452	152 441 649	106 711 823	111 971 735	131 980 677	131 594 198
Total des subventions pour charges de service public	116 609 329	116 359 329	96 127 749	96 127 749	99 898 559	99 898 559
Total des dotations en fonds propres	26 507 548	27 284 995	10 584 074	15 843 986	24 385 461	24 106 489
Total des transferts	8 993 575	8 797 325			7 696 657	7 589 150

Les financements de l'Etat sont conformes à la LFI pour l'ECPAD et le SHOM.

Le musée de l'air et de l'espace (+ 1 M€) et le musée de l'armée (+ 3,4 M€) ont bénéficié d'une mesure de compensation des pertes de recettes liées à leur fermeture en raison de la crise sanitaire. La subvention pour charge de service public du musée national de la Marine n'a quant à elle pas été augmentée car son site principal demeure fermé en raison de la rénovation du Palais de Chaillot.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Justification au premier euro

La dotation en fonds propres du musée de l'armée est supérieure de 14 M€ en AE à la LFI en raison de l'engagement de la convention signée avec l'OPPIC au titre du chantier d'extension du musée. L'augmentation de la dotation en fonds propres versée au musée national de la marine est supérieure de 8 M€ à la prévision afin d'assurer les paiements liés à l'avenant n°2 à la convention avec l'OPPIC relative au chantier du Palais de Chaillot.

Dans le cadre de l'exécution annuelle du protocole Culture défense, la programmation 2021 a donné lieu à un versement de 7,2 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement au titre des opérations nouvelles à partir du programme 212 vers l'OPPIC.

La subvention versée à l'IRSN, inférieure à la prévision LFI en raison de la non-levée de la réserve de précaution, correspond aux études effectuées par celui-ci à la demande et au profit du délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la Défense.

Le programme 212 verse au CEA trois subventions en contrepartie du soutien qu'il apporte au délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les installations et activités intéressant la Défense (DSND), à la direction déléguée au contrôle gouvernemental (DDCG) et au titre de la gestion des matières nucléaires intéressant la Défense (GPMN). Les sommes versées visent à couvrir les moyens dépendants du CEA nécessaires à la mise en œuvre de la chaîne de sécurité du contrôle gouvernemental, à la cohérence des données de la gestion patrimoniale des matières nucléaires intéressant la défense et au fonctionnement de l'autorité de sûreté nucléaire de défense (qui profite notamment de personnels du CEA). Le montant de ces subventions est inférieur à la prévision LFI en raison de la non-levée de la réserve de précaution.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE**EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT**

Opérateur	ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes	ETPT rémunérés par les opérateurs				ETPT rémunérés par d'autres collectivités	
		sous plafond *	hors plafond	dont contrats aidés	dont apprentis		
ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense	Réalisation 2020	0	235	1	1	0	0
	Prévision 2021	0	257	0	0	0	0
	Réalisation 2021	0	227	4	0	4	0
Musée de l'air et de l'espace	Réalisation 2020	0	95	0	0	0	0
	Prévision 2021	0	100	7	0	0	0
	Réalisation 2021	0	90	2	2	0	0
Musée de l'armée	Réalisation 2020	0	156	18	3	0	0
	Prévision 2021	2	162	33	0	0	0
	Réalisation 2021	2	158	26	2	0	0
Musée national de la marine	Réalisation 2020	0	101	0	0	0	0
	Prévision 2021	0	110	2	0	0	0
	Réalisation 2021	0	108	0	0	0	0
SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine	Réalisation 2020	0	501	35	0	0	0
	Prévision 2021	0	505	41	0	0	0
	Réalisation 2021	0	501	43	0	0	0
Total	Réalisation 2020	0	1 088	54	4	0	0
	Prévision 2021	2	1 134	83	0	0	0
	Réalisation 2021	2	1 084	75	4	4	0

* Les emplois sous plafond 2021 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2021 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2021.

La consommation des ETPT pour les opérateurs du programme 212 s'établit à 95,6% contre 96,7% en 2020. Les musées connaissent des vacances du fait des réorganisations internes dans le cadre du chantier de revalorisation de la politique muséale. Certains postes militaires de l'ECPAD n'ont en outre pas été pourvus lors du plan annuel de mutation.

SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	Prévision ETPT	Réalisation ETPT
Emplois sous plafond 2021 *	1 134	1 084

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2021 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2021

	Prévision ETP	Réalisation ETP
Schéma d'emplois 2021 en ETP	9	-7

L'écart à la prévision s'explique par les vacances de postes observées chez plusieurs opérateurs du programme 212. On constate notamment un recul important pour le SHOM (-10 ETP par rapport à 2020), qui a décalé certains recrutements au début de l'année 2022 et dont l'un des postes sur concours n'a pas été pourvu.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

Opérateurs

OPÉRATEUR

ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Dans le cadre de l'exercice 2021, l'établissement a confirmé sa capacité à fiabiliser ses prévisions budgétaires et à élaborer des cibles de gestion en adéquation avec la capacité des services à les réaliser.

La priorité a notamment été donnée aux objectifs suivants :

- **L'accélération de la transformation numérique de l'établissement** notamment grâce à la poursuite du plan de sauvegarde et de numérisation (PSN) accéléré pour lequel l'établissement a obtenu du ministère 6 M€ sur cinq ans, l'accompagnement par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) pour élaborer et chiffrer différents scénarios pour un plan de sauvegarde et de numérisation de grande ampleur dit « exceptionnel » (PSNE) et à l'ouverture le 18 septembre 2021 de la plateforme « ImagesDéfense » ;
- **L'entretien et la valorisation du patrimoine immobilier** avec la poursuite des travaux de sécurisation des zones de stockage dédiées à la conservation des collections, la notification du marché relatif à la création de deux résidences d'artiste et la réalisation de bureaux destinés aux syndicats et enfin l'obtention de l'autorisation environnementale pour l'exploitation des nitrates par arrêté ministériel en date du 2 août 2021.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P212 – Soutien de la politique de la défense	23 255	23 255	22 461	22 461	22 461	22 461
Subventions pour charges de service public	18 952	18 952	19 092	19 092	19 092	19 092
Dotations en fonds propres	4 303	4 303	3 369	3 369	3 369	3 369
P214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale					20	20
Subventions pour charges de service public					20	20
Total	23 255	23 255	22 461	22 461	22 481	22 481

Au titre de l'année 2021, l'établissement a perçu du Ministère des Armées une SCSP d'un montant de 19,1 M€ et une dotation en fonds propres de 3,4 M€ se décomposant de la façon suivante :

- 1,2 M€ pour le PSN accéléré ;
- 2 M€ consacrés aux travaux d'infrastructures ;
- 0,2 M€ au titre des évolutions de la plateforme.

Une subvention de 0,02 M€ a été versée par le ministère de l'Education nationale dans le cadre de la participation de l'établissement à l'enrichissement du service Eduthèque. Celle-ci permet la mise à disposition sur le site Eduthèque de cinq pistes pédagogiques comprenant 50 archives photographiques et 20 minutes d'archives, au cours de l'année scolaire 2021-2022.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

COMPTE FINANCIER 2021

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Produits	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Personnel	16 565	15 551	Subventions de l'État	18 839	19 092
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	1 660	1 638	– subventions pour charges de service public	18 839	19 092
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	7 628	8 169	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		20
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	2 385	2 605	Revenus d'activité et autres produits	3 968	5 370
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	2 385	2 605	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>	885	642
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>		0	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	0	712
Total des charges	24 193	23 720	Total des produits	22 807	24 482
Résultat : bénéfice		762	Résultat : perte	1 387	
Total : équilibre du CR	24 193	24 482	Total : équilibre du CR	24 193	24 482

* Voté

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Ressources	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	114	2 012
Investissements	5 536	3 214	Financement de l'actif par l'État	3 234	3 369
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	5 536	3 214	Total des ressources	3 348	5 381
Augmentation du fonds de roulement		2 167	Diminution du fonds de roulement	2 188	

* Voté

A l'issue de la gestion 2021, le fonds de roulement de l'établissement s'établit à 14,8 M€. Il tient compte d'un abondement de 2,2 M€, arrêté par le compte financier 2021 présenté au CA du 17 février 2022. Ce fonds de roulement permettra en 2022 de couvrir les investissements programmés par l'établissement, notamment le reste à payer 2021 à hauteur de 1,9 M€ en fonctionnement et 2,6 M€ en investissement, et de contribuer aux besoins de financement à venir dans le cadre du COP 2021-2025 signé le 18 septembre 2021.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2020	Budget initial 2021	Compte financier 2021
13 885	9 206	16 144

La trésorerie finale est de 16,1 M€ dont 5,2 M€ de trésorerie fléchée dont la totalité sera engagée dans le cadre des travaux du bâtiment vie et le PSN accéléré.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2021		Compte financier 2021 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	16 565	16 565	15 680	15 680
Fonctionnement	4 796	5 242	5 994	5 475
Intervention	0	0	0	0
Investissement	8 196	5 766	3 965	3 700
Total des dépenses AE (A) CP (B)	29 557	27 573	25 639	24 855
dont contributions employeur au CAS pensions	1 660	1 660	1 638	1 638

* Voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Recettes globalisées	21 911	23 454
Subvention pour charges de service public	18 839	19 092
Autres financements de l'État	0	20
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	60	100
Recettes propres	3 013	4 242
Recettes fléchées	3 234	3 369
Financements de l'État fléchés	3 234	3 369
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	0	0
Total des recettes (C)	25 145	26 823
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	1 968
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	2 428	0

* Voté

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1 - Collecte, gestion des archives et valorisation patrimoniale	4 147	751	1 166	0	0	2 269	2 467	7 167	7 780
	3 415	951	765	0	0	2 358	2 291	6 724	6 471
2 - Production audiovisuelle	5 352	1 179	1 194	0	0	182	286	6 714	6 832
	5 400	2 161	2 228	0	0	295	382	7 855	8 009

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial</i> <i>Compte financier *</i>	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
3 - Diffusion et commercialisation	526 494	549 460	549 452	0 0	0 0	0 0	0 0	1 074 953	1 074 946
4 - Formation aux métiers de l'image	609 533	57 54	57 51	0 0	0 0	70 62	60 1	736 649	726 585
5 - Fonction support	5 931 5 839	2 261 2 369	2 278 1 978	0 0	0 0	5 675 1 249	2 953 1 026	13 866 9 458	11 162 8 843
Total	16 565 15 680	4 796 5 994	5 242 5 475	0 0	0 0	8 196 3 965	5 766 3 700	29 557 25 639	27 573 24 855

* Voté

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	2 428	0
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	-26
Autres décaissements non budgétaires	0	0
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	2 428	-26
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	2 259
Abondement de la trésorerie fléchée	446	1 493
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	766
Total des besoins	2 428	2 232

* Voté

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	1 968
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	264
Autres encaissements non budgétaires	0	0
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	0	2 232
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	2 428	0
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	2 874	0
Total des financements	2 428	2 232

* Voté

Le solde budgétaire après investissement est bénéficiaire de 2 M€. La trésorerie finale est de 16,1 M€.

Le fonds de roulement et la trésorerie sont d'ores et déjà préemptés par les engagements pris en 2021 à hauteur de 1,9 M€ en fonctionnement et 2,5 M€ en investissement.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2020 (1)	Prévision 2021 (2)	Réalisation 2021
Emplois rémunérés par l'opérateur :	236	257	231
– sous plafond	235	257	227
– hors plafond	1		4
<i>dont contrats aidés</i>	1		
<i>dont apprentis</i>			4
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2020.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2021.

L'année 2021 a été marquée par de nombreux départs non programmés. Ainsi, malgré le recrutement de 33 effectifs, le niveau d'ETPT en fin d'année a été influencé par le décalage entre les départs et les recrutements estimé au total à 50 mois. Il est à noter qu'à fin 2021, l'établissement compte encore 6 postes militaires vacants (non armé dans le cadre des différents plans annuels de mutation) et 7 postes civils dont les recrutements sont à ce jour en cours de finalisation. Enfin, le niveau d'ETPT est également impacté par 9 effectifs à temps partiel tout au long de l'année et 2 congés parentaux en 2021.

OPÉRATEUR

Musée de l'air et de l'espace

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'année 2021 constitue la deuxième année d'exécution du COP 2020-2024, signé par la ministre des Armées le 17 juin 2019.

Le début de l'année 2021 a été marqué par 137 jours de fermeture en raison des mesures gouvernementales prises dans le cadre du contexte sanitaire. La fréquentation se caractérise par une reprise dès le deuxième trimestre 2021 dans le cadre d'une programmation riche proposée par le musée. Ainsi, le musée a accueilli au total 113 684 visiteurs en 2021 (43% de la cible du COP) soit une fréquentation en hausse de 12% par rapport à 2020.

Plusieurs projets structurants pour le COP 2020-2024 et cofinancés par la Région Ile-de-France ont été initiés en 2021 tels que la création d'une médiathèque/ludothèque et la rénovation des halls A et B.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P362 – Écologie					106	106
Dotations en fonds propres					106	106

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 Opérateurs

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P167 – Liens entre la Nation et son armée					90	90
Transferts					90	90
P212 – Soutien de la politique de la défense	22 338	16 838	7 260	5 943	8 154	6 890
Subventions pour charges de service public	12 538	12 538	4 587	4 587	5 588	5 588
Dotations en fonds propres	9 800	4 300	2 673	1 356	2 566	1 302
Total	22 338	16 838	7 260	5 943	8 350	7 086

Le montant de la subvention pour charges de service public (SCSP) (5,6 M€) prend en compte le montant prévu en LFI (4,5 M€) net de la réserve de précaution (0,1 M€), ainsi que la participation complémentaire de l'Etat à la SCSP pour l'année 2021 compensant les effets de la crise sanitaire (1,1 M€).

Le musée a reçu deux dotations en fonds propres (DFP) pour un montant total de 1,4 M€ : l'une issue du programme 212 « Soutien de la politique de la défense » intégrant le montant prévu en LFI (1,3 M€) net de la réserve de précaution (0,05 M€) et la seconde en provenance du programme 362 « Ecologie » et perçue au titre du plan de relance économique (PRE) (0,1 M€) afin de financer les travaux de modernisation des installations électriques et de chauffage sur le site du Bourget.

Les crédits issus du P167 (0,1 M€) concourent au financement de l'exposition « Les Années folles de l'aviation » dans le cadre de la valorisation de la période relative aux conflits contemporains.

COMPTES FINANCIERS 2021

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTES DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Produits	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Personnel	5 783	4 510	Subventions de l'État	4 488	5 588
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	732	630	– subventions pour charges de service public	4 488	5 588
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	6 359	7 097	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	800	1 019	Revenus d'activité et autres produits	2 759	3 252
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	800	1 019	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		94
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	800	967
Total des charges	12 143	11 608	Total des produits	7 247	8 839
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	4 896	2 768
Total : équilibre du CR	12 143	11 608	Total : équilibre du CR	12 143	11 608

* Voté

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Ressources	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Insuffisance d'autofinancement	4 896	2 810	Capacité d'autofinancement		
Investissements	7 521	4 063	Financement de l'actif par l'État	1 302	1 498
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		84
			Autres ressources		8
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	12 417	6 874	Total des ressources	1 302	1 591
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	11 115	5 283

* Voté

Le montant total des charges pour l'exercice 2021 s'élève à 11,6 M€ soit une diminution de 4% par rapport au montant affiché au budget initial (12,1 M€).

La diminution des charges de personnel est imputable à une baisse du nombre d'heures supplémentaires payées au regard de la prévision, à une faible dépense de la subvention dédiée à la restauration collective du personnel compte tenu de la mise en œuvre du télétravail au cours du second semestre et à certains départs non prévus en fin d'année.

La diminution des charges de fonctionnement courant s'explique notamment par la difficulté pour le musée de disposer des factures fournisseurs dans les délais impartis.

Le montant total des produits s'élève à 8,8 M€, soit une augmentation de 22% par rapport aux prévisions du budget initial (7,2 M€). Cette évolution est à mettre en relation avec le versement d'une participation complémentaire de l'Etat à la subvention pour charges de service public pour 2021 en raison de la crise sanitaire (1,1 M€). Les revenus d'activité et autres produits sont également en hausse de 18% par rapport aux prévisions du BI 2021.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2020	Budget initial 2021	Compte financier 2021
21 065	6 180	16 390

Le prélèvement sur la trésorerie en fin de gestion 2021 est à hauteur de 4,7 M€, portant ainsi le niveau de trésorerie globale à 16,4 M€.

Ce niveau de trésorerie se décompose en :

- 9,7 M€ au titre de la trésorerie fléchée dédiée au financement des opérations de travaux du musée ;
- 6,7 M€ au titre de la trésorerie non fléchée dédiée au financement du fonctionnement courant du musée (charges de personnels, de fonctionnement et d'investissement courant). Cette trésorerie représente 210 jours de fonctionnement.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 Opérateurs

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2021		Compte financier 2021 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	5 783	5 783	4 896	4 896
Fonctionnement	5 692	6 359	5 576	4 865
Intervention	0	0	0	0
Investissement	5 330	7 521	3 422	4 136
Total des dépenses AE (A) CP (B)	16 805	19 663	13 894	13 897
dont contributions employeur au CAS pensions	732	732	630	630

* Voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Recettes globalisées	6 447	7 079
Subvention pour charges de service public	4 488	5 588
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	1 959	1 491
Recettes fléchées	1 302	1 964
Financements de l'État fléchés	1 302	1 498
Autres financements publics fléchés	0	42
Recettes propres fléchées	0	423
Total des recettes (C)	7 748	9 042
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	0
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	11 915	4 855

* Voté

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total		
	Budget initial Compte financier *	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1 - Préservation des collections et mise en valeur du patrimoine	0	0	264	934	0	0	4 206	6 361	4 469	7 294
	0	0	1 232	1 156	0	0	2 653	3 320	3 885	4 476
2 - Accueil du public	0	0	1 029	1 027	0	0	51	51	1 080	1 078
	0	0	675	568	0	0	89	181	764	748
3 - Activités commerciales	0	0	175	175	0	0	34	34	209	209
	0	0	139	127	0	0	5	5	144	132
4 - Fonctions support	5 783	5 783	4 224	4 224	0	0	1 039	1 076	11 046	11 082
	4 896	4 896	3 529	3 014	0	0	675	631	9 100	8 541
Total		5 783	5 692	6 359	0	0	5 330	7 521	16 805	19 663
		4 896	5 576	4 865	0	0	3 422	4 136	13 894	13 897

* Voté

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	11 915	4 855
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	2
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	71
Autres décaissements non budgétaires	0	33
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	11 915	4 961
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	0
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
Total des besoins	11 915	4 961

* Voté

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	0
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	8
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	132
Autres encaissements non budgétaires	0	147
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	0	287
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	11 915	4 674
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	5 100	1 253
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	6 815	3 421
Total des financements	11 915	4 961

* Voté

Au compte financier, le solde budgétaire est déficitaire (4,8 M€) et génère un prélèvement sur la trésorerie de 4,7 M€.

Cette variation de trésorerie se décompose en un prélèvement sur la trésorerie fléchée de 1,2 M€ et d'un prélèvement sur la trésorerie non fléchée à hauteur de 3,5 M€. L'écart entre le prévisionnel et le réalisé tant sur la trésorerie fléchée que non fléchée tient au fait que le musée n'a pas reçu les factures fournisseurs dans les délais ; par ailleurs, la date de clôture fixée au 8 décembre 2021 a limité le volume des factures traitées, qui sont différées en charges à payer sur l'exercice 2022.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2020 (1)	Prévision 2021 (2)	Réalisation 2021
Emplois rémunérés par l'opérateur :	95	107	92
– sous plafond	95	100	90
– hors plafond		7	2
<i>dont contrats aidés</i>			2
<i>dont apprentis</i>			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

	Réalisation 2020 (1)	Prévision 2021 (2)	Réalisation 2021
--	-------------------------	-----------------------	------------------

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2020.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2021.

Le défaut de saturation du plafond sur l'exercice 2021 est essentiellement dû à des vacances de postes entre les départs et les arrivées d'agents, ainsi qu'à des difficultés de recrutement.

OPÉRATEUR

Musée de l'armée

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'année 2021 constitue la seconde année d'exécution du COP 2020-2024, signé par la ministre des Armées et sa Secrétaire d'Etat le 12 juillet 2019.

L'année 2021 reste marquée par la crise sanitaire. La fréquentation du musée s'élève à 458 679 visiteurs (soit 33% de la cible du COP). Des financements supplémentaires de l'Etat en gestion ont permis de consolider la trésorerie du musée, grevée par la baisse de ses ressources propres.

Le musée a également signé la convention de mandat confiant à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) la maîtrise d'ouvrage déléguée de son projet d'extension « MINERVE ».

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P167 – Liens entre la Nation et son armée					310	310
Transferts					310	310
P175 – Patrimoines					150	150
Dotations en fonds propres					150	150
P212 – Soutien de la politique de la défense	16 431	16 431	9 985	8 495	27 373	12 102
Subventions pour charges de service public	15 081	15 081	7 540	7 540	10 936	10 936
Dotations en fonds propres	1 350	1 350	2 444	954	16 436	1 166
Total	16 431	16 431	9 985	8 495	27 833	12 562

Les crédits issus du programme 167 « Liens entre la Nation et son armée » financent plusieurs projets mémoriaux en lien avec les conflits contemporains à hauteur de 0,3 M€ en AE et CP.

Le montant de la subvention pour charges de service public (SCSP) versée à l'établissement (10,9 M€) intègre le montant prévu en LFI (7,4 M€), net de réserve (0,1 M€) et prend en compte la subvention attribuée au musée (3,5 M€) au titre de la participation complémentaire de l'Etat à la SCSP pour l'année 2021 en raison de la crise sanitaire. La SCSP comprend également le soutien financier au musée de l'Armée pour l'organisation de la saison musicale des Invalides (0,05 M€).

Le musée a reçu deux dotations en fonds propres pour un montant total de 1,3 M€ : la première correspond à un versement de crédits issus du programme 212 « Soutien de la politique de la défense » (1,2 M€) et prend en compte le montant prévu en LFI (1 M€), net de réserve (0,04 M€) et la subvention complémentaire (0,3 M€) prévue dans le cadre de la convention signée avec l'OPPIC et portant sur le chantier d'extension. La seconde correspond à des crédits du Fonds du patrimoine (0,2 M€) au titre de sa participation à l'acquisition d'un portrait de la comtesse de Lassalle et de sa fille par Antoine Gros. L'écart en AE et CP est lié à l'engagement des crédits au titre du chantier de l'extension dans le cadre de la convention signée avec l'OPPIC.

COMPTE FINANCIER 2021

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Produits	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Personnel	11 008	9 347	Subventions de l'État	7 446	7 446
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	<i>1 217</i>	<i>1 217</i>	<i>– subventions pour charges de service public</i>	<i>7 446</i>	<i>7 446</i>
			<i>– crédits d'intervention(transfert)</i>		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	7 383	10 534	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	40	359
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention		3 876	Revenus d'activité et autres produits	5 622	8 189
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>		<i>3 876</i>	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		<i>198</i>
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>		<i>3 887</i>
Total des charges	18 391	19 881	Total des produits	13 108	15 994
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	5 282	3 887
Total : équilibre du CR	18 391	19 881	Total : équilibre du CR	18 391	19 881

* Voté

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Ressources	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Insuffisance d'autofinancement	5 282	4 096	Capacité d'autofinancement		
Investissements	4 558	8 387	Financement de l'actif par l'État	1 317	5 203
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		
			Autres ressources	838	
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	9 841	12 483	Total des ressources	2 155	5 203
Augmentation du fonds de roulement			Diminution du fonds de roulement	7 686	7 280

* Voté

Le montant total des charges pour l'exercice 2021 s'élève à 19,9 M€ soit une augmentation de 8% par rapport au montant affiché au budget initial 2021 (18,4 M€). Cette évolution s'explique par une augmentation des charges de

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

fonctionnement et une diminution des dépenses de personnel due à une vacance d'emplois et l'économie liée aux heures supplémentaires non servies pendant la période de fermeture du musée.

L'écart de SCSP de 3,5 M€ entre le tableau de financement apporté à l'opérateur par le budget de l'État et celui du compte de résultat correspond à des financements complémentaires, à hauteur de 3,8 M€ qui se décompose en 3,5 M€ de SCSP en provenance du P212 et 0,3 M€ de crédits fléchés vers des projets mémoriaux en lien avec les conflits contemporains en provenance du P167.

Le montant total des produits s'élève à 16 M€ soit une augmentation de 22 % par rapport au montant affiché au BI 2021 (13 M€). Cette évolution s'explique par une hausse des revenus d'activités et autres produits, ainsi qu'un montant supérieur des subventions allouées par l'Etat (crise sanitaire et chantier MINERVE notamment).

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2020	Budget initial 2021	Compte financier 2021
12 021	2 240	8 538

Le niveau final de trésorerie se compose de 0,6 M€ de trésorerie fléchée et 7,9 M€ de trésorerie non fléchée, correspondant à une autonomie de 180 jours de fonctionnement

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2021		Compte financier 2021 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	11 008	11 008	10 318	10 318
Fonctionnement	7 383	7 383	6 866	5 697
Intervention	0	0	0	0
Investissement	4 342	4 558	18 360	4 351
Total des dépenses AE (A) CP (B)	22 733	22 949	35 544	20 366
dont contributions employeur au CAS pensions	1 217	1 217	0	0

* Voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Recettes globalisées	12 268	10 219
Subvention pour charges de service public	7 446	7 446
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	4 822	2 773
Recettes fléchées	2 995	2 507
Financements de l'État fléchés	916	1 166
Autres financements publics fléchés	441	357
Recettes propres fléchées	1 638	984
Total des recettes (C)	15 263	12 726
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	0
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	7 686	7 640

* Voté

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
D1.1 Gestion des collections permanentes	0 0	293 257	293 271	0 0	0 0	1 310 1 023	641 1 360	1 603 1 280	934 1 630	
D1.2 Programmation culturelle patrimoniale	0 0	66 211	66 175	0 0	0 0	0 0	0 0	66 211	66 175	
D1.3 Agencement des espaces muséographiques	0 0	19 4	19 1	0 0	0 0	1 382 15 786	2 074 2 100	1 401 15 790	2 093 2 102	
D1.4 Expositions temporaires	0 0	1 271 1 576	1 271 1 338	0 0	0 0	0 1	0 1	1 271 1 577	1 271 1 339	
D2.1 Espaces publics	0 0	162 80	162 83	0 0	0 0	17 12	157 111	180 92	320 194	
D2.2 Promotion et communication	0 0	819 613	819 598	0 0	0 0	57 96	57 56	876 710	876 653	
D3.1 Commerces	0 0	125 49	125 48	0 0	0 0	0 0	0 0	125 49	125 48	
D3.2 Événementiel	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
D3.3 Locations d'espaces	0 0	8 2	8 1	0 0	0 0	0 0	0 0	8 2	8 1	
D4.1 Mobilier / Immobilier	0 0	118 84	118 63	0 0	0 0	448 179	476 195	566 263	594 258	
D4.2 Informatique	0 0	344 171	344 174	0 0	0 0	500 470	550 316	844 641	894 490	
D4.3 Gestion courante	0 0	4 158 3 818	4 158 2 946	0 0	0 0	628 792	603 212	4 785 4 611	4 761 3 159	
D5.1 Contrats aidés Par l'Etat	135 46	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	135 46	135 46	
D5.10 Apprentis	100 68	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	100 68	100 68	
D5.2 Chômage	190 109	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	190 109	190 109	
D5.3 Contractuels	4 418 4 309	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	4 418 4 309	4 418 4 309	
D5.4 Fonctionnaires	4 246	0	0	0	0	0	0	4 246	4 246	

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 Opérateurs

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial Compte financier *</i>	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	4 086	0	0	0	0	0	0	4 086	4 086	
D5.5 Militaires	726 727	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	726 727	726 727	
D5.6 Musiciens	110 38	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	110 38	110 38	
D5.7 Ouvriers	330 238	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	330 238	330 238	
D5.8 Vacataires	488 466	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	488 466	488 466	
D5.9 Autres RCS	265 231	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	265 231	265 231	
Total	11 008 10 318	7 383 6 866	7 383 5 697	0 0	0 0	4 342 18 360	4 558 4 351	22 733 35 544	22 949 20 366	

* Voté

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	7 686	7 640
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	0
Autres décaissements non budgétaires	0	121
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	7 686	7 761
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	0
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
Total des besoins	7 686	7 761

* Voté

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	0
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	0
Autres encaissements non budgétaires	0	4 278
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	0	4 278
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	7 686	3 483
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	1 441	1 512
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	6 245	1 970
Total des financements	7 686	7 761

* Voté

Au compte financier 2021, le solde budgétaire est déficitaire (7,6 M€) et génère un prélèvement sur la trésorerie de 3,5 M€. Cette variation de trésorerie se décompose en un prélèvement sur la trésorerie non fléchée de 2 M€ et un prélèvement sur la trésorerie fléchée de 1,5 M€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2020 (1)	Prévision 2021 (2)	Réalisation 2021
Emplois rémunérés par l'opérateur :	174	195	184
– sous plafond	156	162	158
– hors plafond	18	33	26
<i>dont contrats aidés</i>	3		2
<i>dont apprentis</i>			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		2	2
– rémunérés par l'État par ce programme		2	2
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2020.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2021.

La sous exécution du plafond d'emplois est la conséquence de départs de personnel non remplacés.

OPÉRATEUR

Musée national de la marine

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'année 2021 constitue la dernière année d'exécution du COP 2016-2021. Elle a été marquée par la poursuite de la rénovation du musée sur le site du palais de Chaillot, avec la réalisation de travaux concomitants aux phases n° 2, 3 et 4 correspondant aux démolitions, gros-œuvres et second œuvre, pilotées par l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC). Le chantier a connu plusieurs retards, différant l'ouverture au public à 2023.

La fréquentation du musée national de la Marine (181 541 visiteurs), portée par ses antennes territoriales, présente une hausse de 32% par rapport à l'année 2020 (138 000), malgré la fermeture durant 137 jours en raison du contexte sanitaire. C'est le site de Port-Louis qui a attiré le plus de visiteurs (52 795, soit 29%), suivi par celui de Brest (50 221, soit 28%) puis celui de Toulon (38 210, soit 21%) et ceux de Rochefort : hôtel de Cheusses (35 072, soit 19%) et ancienne école de médecine navale (5 243, soit 3%). Le musée a ainsi atteint 79% de la cible annuelle du COP fixée à 230 000 visiteurs.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P362 – Écologie					260	260
Dotations en fonds propres					260	260
P212 – Soutien de la politique de la défense	26 168	32 196	11 383	19 450	11 089	27 345

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 Opérateurs

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	15 114	14 864	9 285	9 285	9 075	9 075
Dotations en fonds propres	11 055	17 332	2 098	10 165	2 014	18 270
Total	26 168	32 196	11 383	19 450	11 349	27 605

Le montant de la subvention pour charges de service public (SCSP) (9,1 M€) correspond au montant prévu en LFI (9,3 M€) net de la réserve de précaution (0,2 M€).

Le musée a reçu deux dotations en fonds propres pour un montant total de 18,5 M€ : la première issue du programme 212 « Soutien de la politique de la défense » correspond au montant prévu en LFI (10,2 M€) net de la réserve de précaution (0,4 M€) et au montant alloué en gestion (8,5 M€) au titre de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée signée avec l'OPPIC dans le cadre de la rénovation du Palais de Chaillot. La seconde correspond au montant de la dotation perçue au titre du plan de relance de l'économie (PRE) (0,3 M€) prévue pour financer le remplacement du dispositif de Gestion Technique du Bâtiment (GTB) installé dans les réserves du Centre de Conservation et de Recherche de Dugny.

COMPTE FINANCIER 2021

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Produits	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Personnel	6 869	5 723	Subventions de l'État	9 075	9 075
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	570	596	– subventions pour charges de service public	9 075	9 075
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	7 791	5 820	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		4
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	800	791	Revenus d'activité et autres produits	900	2 313
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	800	791	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		11
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	800	756
Total des charges	14 660	11 543	Total des produits	9 975	11 392
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	4 684	152
Total : équilibre du CR	14 660	11 543	Total : équilibre du CR	14 660	11 543

* Voté

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Ressources	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Insuffisance d'autofinancement	4 684	128	Capacité d'autofinancement		
Investissements	32 738	17 358	Financement de l'actif par l'État	9 758	18 530
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État		
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	37 422	17 487	Total des ressources	9 758	18 530
Augmentation du fonds de roulement		1 043	Diminution du fonds de roulement	27 664	

* Voté

Le montant des charges pour l'exercice 2021 s'élève à 11,5 M€ soit une diminution de 21% par rapport au montant affiché au budget initial (14,7 M€). Cette baisse s'explique, notamment, par une diminution des dépenses de personnel due à la vacance de postes et à une sous-exécution des charges de fonctionnement reportées en 2022.

Le montant des produits s'élève à 11,4 M€, dont 2,3 M€ au titre des autres produits. L'augmentation constatée résulte d'un niveau de ressources propres en hausse (+0,2 M€) par rapport aux prévisions.

L'écart constaté entre la prévision et la réalisation des dépenses d'investissement en 2021 témoigne de la sous-exécution des crédits dès lors reportés en 2022.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2020	Budget initial 2021	Compte financier 2021
49 420	17 158	50 075

Le niveau final de trésorerie se compose de 40 M€ de trésorerie fléchée et 10 M€ de trésorerie non fléchée, correspondant à une autonomie de 138 jours de fonctionnement.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2021		Compte financier 2021 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	6 869	6 869	6 431	6 431
Fonctionnement	7 937	7 791	4 996	4 574
Intervention	0	0	0	0
Investissement	8 908	32 738	3 558	17 358
Total des dépenses AE (A) CP (B)	23 714	47 398	14 986	28 364
dont contributions employeur au CAS pensions	570	570	597	597

* Voté

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 Opérateurs

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Recettes globalisées	9 975	10 220
Subvention pour charges de service public	9 075	9 075
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	900	1 145
Recettes fléchées	9 888	18 766
Financements de l'État fléchés	9 758	18 530
Autres financements publics fléchés	0	0
Recettes propres fléchées	130	236
Total des recettes (C)	19 864	28 985
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	622
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	27 534	0

* Voté

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	Budget initial	Compte financier *	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1.1 Bibliothèque	0	0	76	76	0	0	115	115	191	191
			38	25	0	0	58	50	96	75
1.2 Gestion des collections	0	0	125	125	0	0	228	228	353	353
			45	65	0	0	129	90	174	156
1.3 Rénovation Chaillot	0	0	2 276	2 258	0	0	3 255	27 260	5 531	29 518
			1 119	1 099	0	0	1 512	16 114	2 631	17 213
2.1 Collections permanentes	0	0	134	177	0	0	2	2	135	179
			133	125	0	0	0	0	133	125
2.2 Expositions temporaires	0	0	187	162	0	0	0	0	187	162
			165	90	0	0	0	0	165	90
2.3 Présentation aux publics	0	0	130	134	0	0	376	251	506	384
			81	53	0	0	260	115	341	168
2.4 Rayonnement	0	0	743	663	0	0	372	322	1 114	984
			450	327	0	0	287	75	736	401
3.1 Boutiques	0	0	325	255	0	0	110	110	435	365
			189	126	0	0	78	55	268	181
3.2 Événements / locations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
			0	0	0	0	0	0	0	0
4.1 Mobilier / immobilier	0	0	253	253	0	0	3 899	3 899	4 152	4 152
			114	42	0	0	984	628	1 098	671
4.2 Ressources humaines	0	0	419	419	0	0	0	0	419	419
			205	211	0	0	0	0	205	211
4.3 Informatique	0	0	589	589	0	0	379	379	968	968
			277	264	0	0	173	186	450	450
4.4 Frais généraux	0	0	2 681	2 681	0	0	173	173	2 854	2 854
			2 179	2 145	0	0	78	44	2 257	2 189
4.5 Rémunérations	6 869	6 432	0	0	0	0	0	0	6 869	6 869
			0	0	0	0	0	0	6 432	6 432
Total	6 869	6 432	7 937	7 791	0	0	8 908	32 738	23 714	47 398
			4 996	4 574	0	0	3 558	17 358	14 986	28 364

* Voté

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	27 534	0
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	30	4
Autres décaissements non budgétaires	0	1
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	27 564	5
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	656
Abondement de la trésorerie fléchée	0	1 154
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	0
Total des besoins	27 564	660

* Voté

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	622
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	30	25
Autres encaissements non budgétaires	0	14
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	30	660
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	27 534	0
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	23 434	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	4 100	499
Total des financements	27 564	660

* Voté

Au compte financier 2021, le solde budgétaire est excédentaire de 0,6 M€ et génère un abondement sur la trésorerie de 0,7 M€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2020 (1)	Prévision 2021 (2)	Réalisation 2021
Emplois rémunérés par l'opérateur :	101	112	108
– sous plafond	101	110	108
– hors plafond		2	
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2020.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2021.

Le musée termine l'année 2021 à 107,75 ETPT à la suite du recrutement de 16 agents engagés par l'établissement. Deux recrutements prévus pour décembre 2021 ont cependant été reportés au 1er trimestre 2022.

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

OPÉRATEUR**SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine****ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR**

Le service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM) est un établissement public à caractère administratif depuis 2007. Son expertise dans le domaine de l'hydrographie et de l'océanographie lui permet d'assurer des missions de soutien à la défense, d'être un acteur des politiques publiques de la mer et du littoral et de partager ses compétences dans la sphère du privé dans le cadre de recherches et d'études. Son budget de fonctionnement (60 M€) est couvert à 72% par la subvention pour charges de service public (SCSP) et à 28% par ses recettes issues de son activité commerciale (ventes d'ouvrages et cartes) et des études et recherches réalisées pour l'Etat, les services publics ou les organismes privés.

En mars 2021, les travaux de construction du nouveau bâtiment de direction ont débuté, cette opération marquant la première étape du projet de modernisation immobilière du site principal du Bergot à Brest, défini dans le SPSI 2021-2025.

Le SHOM s'est de plus fortement mobilisé dans le cadre du plan de relance de l'économie et a ainsi été lauréat de six projets pour un montant total de 1,3 M€.

Le COP 2021-2024 a été officiellement signé par la ministre des Armées le 20 mai 2021. Ce COP sera fortement marqué par les questions d'innovation et de renouvellement des moyens d'acquisition en mer.

Le compte financier 2021 a été validé lors du CA du 16 mars 2022.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P362 – Écologie					37	37
Dotations en fonds propres					37	37
P212 – Soutien de la politique de la défense	42 615	42 615	42 839	42 839	42 839	42 839
Subventions pour charges de service public	42 615	42 615	42 839	42 839	42 839	42 839
P205 – Affaires maritimes					48	48
Transferts					48	48
P113 – Paysages, eau et biodiversité	738	732	900	950	831	789
Transferts	738	732	900	950	831	789
P181 – Prévention des risques	988	714			1 645	611
Transferts	988	714			1 645	611
P123 – Conditions de vie outre-mer	-46					
Transferts	-46					
P161 – Sécurité civile	100	100			100	100
Transferts	100	100			100	100
P363 – Compétitivité					245	91

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts					245	91
P112 – Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire		13				18
Transferts		13				18
P349 – Fonds pour la transformation de l'action publique	1 987	263			716	1 613
Transferts	1 987	263			716	1 613
Total	46 381	44 436	43 739	43 789	46 461	46 146

Le montant de la subvention pour charges de service public du SHOM pour 2021 (42,8 M€) est conforme à celui prévu en loi de finances, l'établissement ayant bénéficié de la levée de la réserve ministérielle en fin d'année.

Le SHOM perçoit également des financements en provenance d'autres programmes budgétaires au titre des actions qu'il conduit au profit d'acteurs relevant d'autres ministères que le ministère des armées sur son périmètre d'expertise. Au niveau du compte financier, ces financements hors SCSP sont imputés par l'établissement en « autres subventions » ou en « financement de l'actif par l'Etat » si les fonds servent à acquérir des immobilisations.

Enfin, le SHOM bénéficie de 897 K€ via le programme 349 « Fonds pour la transformation de l'action publique » pour le projet CARTONAUT (P349). L'objectif du projet est de développer un nouveau système capable de traiter dans un temps réduit le volume de mesures des profondeurs des fonds marins qui servent à confectionner les cartes marines. Ce système est bénéfique pour l'ensemble des usagers de la mer (public ou privé).

COMPTE FINANCIER 2021

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Produits	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Personnel	39 636	38 917	Subventions de l'État	42 283	42 839
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	<i>5 010</i>	<i>4 881</i>	<i>– subventions pour charges de service public</i>	<i>42 283</i>	<i>42 839</i>
			<i>– crédits d'intervention(transfert)</i>		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	22 357	20 045	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions	5 551	5 840
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	6 258	7 203	Revenus d'activité et autres produits	14 158	16 306
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	<i>6 258</i>	<i>7 203</i>	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		<i>44</i>
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>		<i>0</i>	<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		<i>20</i>
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	<i>2 930</i>	<i>3 222</i>
Total des charges	61 992	58 961	Total des produits	61 992	64 986
Résultat : bénéfice		6 025	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	61 992	64 986	Total : équilibre du CR	61 992	64 986

* Voté

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Ressources	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	3 328	9 942
Investissements	12 360	10 701	Financement de l'actif par l'État	2 428	1 235
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	1 626	1 984
			Autres ressources		20
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	12 360	10 701	Total des ressources	7 382	13 180
Augmentation du fonds de roulement		2 479	Diminution du fonds de roulement	4 978	

* Voté

Par rapport aux prévisions initiales, le tableau de financement fait apparaître une baisse des charges (1,6 M€) et une augmentation des produits (5,7 M€).

La capacité d'autofinancement s'établit à hauteur de 9,9 M€, ce qui induit une augmentation du fonds de roulement de 2,5 M€.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2020	Budget initial 2021	Compte financier 2021
19 868	16 381	21 446

Compte tenu de l'augmentation du fonds de roulement et du besoin en fonds de roulement en hausse de 901 496 €, la trésorerie affiche une progression de 1 577 990 € par rapport à l'exercice 2020.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2021		Compte financier 2021 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	41 410	41 410	39 048	39 048
Fonctionnement	16 346	14 319	12 494	11 072
Intervention	0	0	0	0
Investissement	11 954	10 045	11 723	7 417
Total des dépenses AE (A) CP (B)	69 709	65 773	63 265	57 536
dont contributions employeur au CAS pensions	5 010	5 010	4 881	4 881

* Voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Recettes globalisées	52 672	53 281
Subvention pour charges de service public	42 283	42 839
Autres financements de l'État	642	757
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	1 461	690
Recettes propres	8 287	8 995
Recettes fléchées	8 192	6 380
Financements de l'État fléchés	5 811	4 724
Autres financements publics fléchés	2 381	1 656
Recettes propres fléchées	0	0
Total des recettes (C)	60 864	59 661
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)	0	2 124
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)	4 909	0

* Voté

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
1. Coordonner et assurer l'acquisition de la connaissance	16 171	3 171	3 485	0	0	2 505	2 777	21 846	22 432	
	15 248	3 000	3 283	0	0	2 571	2 054	20 820	20 585	
2. Réaliser et diffuser les produits et services pour la défense	6 091	7 322	4 559	0	0	84	254	13 497	10 905	
	5 744	3 979	2 868	0	0	0	156	9 723	8 768	
3. Réaliser et diffuser les produits et services duaux	7 677	600	1 095	0	0	1 248	1 279	9 525	10 052	
	7 239	722	839	0	0	715	930	8 677	9 009	
4. Réaliser et diffuser les produits et services hors défense	3 321	1 351	1 411	0	0	526	540	5 198	5 272	
	3 132	883	1 025	0	0	401	295	4 416	4 452	
5. Répondre aux besoins des acteurs publics et privés de la mer et du littoral	1 023	228	285	0	0	50	50	1 300	1 358	
	964	119	197	0	0	0	0	1 083	1 161	
6. Animer la recherche et l'innovation (R et I)	294	220	228	0	0	30	30	544	552	
	277	85	57	0	0	23	6	386	341	
7. Fonctions "support"	6 833	3 454	3 255	0	0	7 511	5 115	17 798	15 203	
	6 443	3 706	2 803	0	0	8 013	3 976	18 162	13 221	
Total	41 410	16 346	14 319	0	0	11 954	10 045	69 709	65 773	
	39 048	12 494	11 072	0	0	11 723	7 417	63 265	57 536	

* Voté

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	4 909	0
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	2 335	2 861

Soutien de la politique de la défense

Programme n° 212 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Autres décaissements non budgétaires	0	14 827
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	7 244	17 689
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	1 578
Abondement de la trésorerie fléchée	322	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	2 864
Total des besoins	7 244	19 267

* Voté

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	2 124
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	2 132	2 101
Autres encaissements non budgétaires	0	15 042
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	2 132	19 267
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	5 112	0
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	1 286
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	5 434	0
Total des financements	7 244	19 267

* Voté

Le solde budgétaire au 31 décembre 2021 présente un excédent de 2,1 M€ pour une prévision de déficit de 4,9 M€ au budget initial 2021. Par rapport au BI 2021, la variation nette de trésorerie devient positive à hauteur de 1,6 M€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2020 (1)	Prévision 2021 (2)	Réalisation 2021
Emplois rémunérés par l'opérateur :	536	546	544
– sous plafond	501	505	501
– hors plafond	35	41	43
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes			
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2020.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2021.

Le développement des activités du SHOM ont conduit à augmenter les effectifs hors plafond avec une réalisation à hauteur de 43 ETPT par rapport aux 41 ETPT initialement prévus. Les effectifs sous plafond s'inscrivent en retrait par rapport à la prévision (501 ETPT réalisés contre 505 prévus initialement) compte tenu du décalage de quelques recrutements au début de l'année 2022 et du non pourvoi d'un poste sur concours.

